

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LA

Revision du Régime Douanier

DE 1892

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue, le Mercredi 8 Juin 1910, à 1 heure 1/2

PAR

Pierre PERREAU

Président MM. PERREAU, *professeur*
Suffragants } BERTHÉLEMY, *professeur*
 } DESCHAMPS, *professeur*

PARIS-V°

V. GIARD & E. BRIÈRE

LIBRAIRES-ÉDITEURS

16, Rue Soufflot, et 12, Rue Toullier

—
1910

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LA

Revision du Régime Douanier

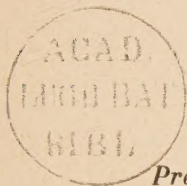
DE 1892

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue, le Mercredi 8 Juin 1910, à 1 heure 1/2

PAR

Pierre PERREAU



Président MM. PERREAU, *professeur*
Suffragants } BERTHÉLEMY, *professeur*
 } DESCHAMPS, *professeur*

PARIS-V°

V. GIARD & E. BRIÈRE

LIBRAIRES-ÉDITEURS

16, Rue Soufflot, et 12, Rue Toullier

1910

A MES PARENTS

Faible témoignage de reconnaissance.

A MES PROFESSEURS

A MES AMIS



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41547120_0003

BIBLIOGRAPHIE

Amé. — Etude sur les tarifs de douane.

Funck-Brentano. — Les tarifs douaniers et les traités de commerce.

Augier (Ch.). — La France et les traités de Commerce (1906).

Lamy. — La Révision du tarif douanier actuel de la France (thèse, 1909).

Klotz. — Le pourquoi et le comment de la révision douanière.

Théry (Edmond). — Les progrès économiques de la France. Bilan du régime douanier de 1892 (1908).

Truchy. — Etude sur le commerce extérieur de la France de 1881 à 1902 (Extrait de la Revue d'Economie politique, 1904).

Articles dans : la Revue d'Economie Politique, le Bulletin de la Fédération des industriels et commerçants français, la Réforme Economique, l'Economiste Européen, le Monde Economique, le Journal des Economistes, la Revue de science et de législation financières.

LA
RÉVISION DU RÉGIME DOUANIER
DE 1892

INTRODUCTION

**La politique douanière de la France dans la
seconde moitié du XIX^e siècle (1)**

I

1854-1870

Dès le mois de février qui suivit le coup d'État du 2 décembre 1851, il fut sérieusement question d'accomplir par un acte émanant du pouvoir exécutif

1. Les premiers essais de réglementation générale en matière douanière datent, en France, du règne de saint Louis. Les mandements ou ordonnances se succédèrent, de 1277 à 1629, portant particulièrement sur les droits de sortie et de passage. Mais on peut dire que le véritable « premier régime douanier » a été promulgué par Colbert, en 1664. Toutefois cette réforme ne s'éten-

une véritable révolution dans les conditions économiques de notre commerce international. Le ministre des Affaires étrangères, M. Brenier, proposait, en effet, à ses collègues du commerce et des finances de faire prononcer par un décret (1) la suppression d'un grand nombre de dispositions protectrices alors en vigueur. Le gouvernement avait surtout en vue de faire absoudre son passé en développant les moyens d'action de l'industrie nationale et en donnant un grand essor à la prospérité publique. La réunion du Corps législatif, élu en vertu de la nouvelle consti-

duit pas à tout le royaume. La Révolution française y remédia et réalisa l'unité nationale. Le 5 novembre 1790, l'Assemblée constituante abolit les traites à l'intérieur et le 17 mars 1791, elle établit un tarif de douane. Puis le 1^{er} février 1793, la Convention déclara la guerre à l'Angleterre et commença cette lutte douanière, qui devait continuer, sous l'Empire, par le blocus continental pour aboutir au triomphe du régime de protection. La Restauration amena la reprise des relations commerciales, mais les taxes douanières furent maintenues. La protection outrée des lois des 7 juin 1820, 27 juillet 1822 et 17 mai 1826 suscita les alarmes dans les pays étrangers et nous valut des représailles. Enfin, sous la Monarchie de juillet, les lois des 15 avril 1832 et 24 mai 1834 supprimèrent certaines prohibitions, et celle du 5 juillet 1836 organisa le régime de l'admission temporaire.

1. En vertu de l'article 34 de la loi du 17 décembre 1814, le gouvernement avait le droit de modifier par décret les tarifs de douane; puis les dispositions ordonnées ou arrêtées en vertu de cet article étaient présentées aux deux Chambres en forme de projet de loi. Les lois confirmatives d'ordonnances ou de décrets portant modification de tarifs de douane étaient purement déclaratives, c'est-à-dire qu'elles reconnaissaient définitivement force de loi à ces actes du pouvoir exécutif. Ce droit de statuer par décrets en matière de douane fut reconnu à l'empereur par la Constitution du 14 janvier 1852 (art. 6) et par le sénatus-consulte du 25 décembre 1852 (art. 3).

tution, mit seule obstacle à la réalisation de ce projet.

En 1852, divers décrets, d'abord contresignés par M. de Persigny, comme ministre des Affaires Commerciales par intérim, puis par M. Magne, ministre de l'Agriculture, du Commerce et des Travaux publics, abaissèrent les droits sur les houilles, les fers, les fontes, les aciers, les laines, les graines oléagineuses, les bois de teinture, etc... A l'occasion de la cherté des subsistances, il y eut aussi des dégrèvements notables, allant parfois jusqu'à la détaxe complète, pour les bestiaux, les vins, les spiritueux et autres produits de consommation.

Mais le Corps législatif ne suivait qu'à regret le gouvernement dans ses réformes.

« En présence d'une lutte acharnée et sans exemple, disait le marquis d'Andelarre (1), dans laquelle la théorie ne cesse d'inquiéter l'industrie sans la stimuler utilement, le jour est venu où un choix solennel doit être fait entre les deux doctrines de la protection et de la liberté illimitée du commerce ; le gouvernement et la Chambre doivent se prononcer en faveur du principe protectionniste, parce qu'il porte avec soi la sécurité du présent et la garantie de l'avenir. Quant à l'application de ce principe, une sage réserve y devra toujours présider, le gouvernement et la Cham-

1. Séance du 16 avril 1856. *Moniteur* du 17, p. 426.

bre savent que la liberté est le but et la restriction le moyen ».

Et M. Baroche, président du Conseil d'Etat de répondre : « Le gouvernement a su se tenir dans de justes limites, respectant tous les intérêts, allant jusqu'où il pouvait s'avancer, s'arrêtant où il aurait été périlleux de passer outre ».

Il parut alors évident que, sans donner son complet assentiment aux idées de liberté commerciale (Amé, I, p. 273) le Corps législatif acceptait les faits accomplis.

Cette attitude encouragea le gouvernement, qui remit à l'étude la question de la réforme des tarifs protecteurs.

Un projet de loi tendant à la suppression des prohibitions fut déposé le 9 juin 1856 : « Le gouvernement de l'Empereur, dit l'exposé des motifs, a pensé que le moment était venu de mettre à exécution la partie de son programme de 1851 qui concerne la levée des prohibitions encore inscrites dans notre tarif de douane. Il a pensé que cette mesure devait être en quelque sorte la consécration de nos triomphes industriels ».

Ce projet, aussitôt connu, souleva dans le pays de violentes protestations.

Devant ces appréhensions, le gouvernement déclara (1) qu'il retirait sa proposition et ne la renouvellerait pas avant 1861.

1. *Moniteur*, 16 octobre 1856.

Les protectionnistes avaient gain de cause. Ils l'obtinrent encore en deux circonstances, de 1856 à 1859.

Le 26 avril 1856, le gouvernement voulut supprimer la prohibition des tubes en fers étrangers qui existait depuis la loi du 10 brumaire an VI et la remplacer par une taxe de 30 francs par quintal métrique. On réclama et le décret fut rapporté.

La récolte des céréales ayant été médiocre en 1853, un décret du 18 août de la même année suspendit l'application de l'échelle mobile, puis un décret du 30 septembre 1858 agit dans le même sens. On voulait arriver ainsi à la suppression de ce système. Le Conseil d'Etat était favorable, mais les commissions du Corps législatif, sous l'influence des idées protectionnistes, s'y opposèrent et un décret du 12 mai 1859 dut remettre en vigueur le système protecteur institué par la loi du 15 avril 1832.

Après la signature de la paix avec l'Italie, le gouvernement eut l'idée de demander à une convention internationale la solution du problème que l'opposition du Corps législatif ne lui avait pas permis de résoudre.

L'Angleterre s'y prêta. Cobden offrit à Gladstone son entremise pour arriver à une entente avec le gouvernement français et l'accord se fit d'abord entre lui et M. Rouher.

C'était l'une des réformes que l'empereur demandait

dans une lettre à M. Fould, du 5 janvier 1860 (1) :
« suppression des droits sur la laine et les cotons ;
réduction successive sur les sucres et les cafés ; amé-
lioration énergiquement poursuivie des voies de com-
munication ; réduction des droits sur les canaux et, par
suite, abaissement général des frais de transport ; prêts
à l'agriculture et à l'industrie ; travaux considérables
d'utilité publique ; suppression des prohibitions ;
traités de commerce avec les puissances étran-
gères ».

Les négociations entamées avec la Grande-Bretagne
aboutirent à la conclusion du traité du 23 janvier
1860, complété par un article additionnel du 25 du
même mois.

Les réductions du tarif britannique portaient prin-
cipalement sur les articles de Paris, les tissus de soie
de toute nature, les vins, les eaux-de-vie, etc...

Quant aux modifications du tarif français, elles
pouvaient se résumer ainsi : 1° levée des prohibitions ;
2° remplacement de ces prohibitions par des droits
qui ne pourraient, en aucun cas, excéder 30 o/o de la
valeur pendant la première période du traité et 25 o/o
pendant la seconde, dont le point de départ était fixé
au 1^{er} octobre 1864 ; 3° remaniement des tarifs gre-
vant certains articles non prohibés ; 4° diminution
des droits sur la houille et le coke ; 5° réduction des
droits sur les fontes, les fers, les aciers (art. 1 et 2).

1. *Moniteur*, 15 janvier 1860.

Il était dit, en outre, que l'on ajouterait aux droits établis, après les réductions convenues, le montant des impôts qui grèvent les produits similaires à l'intérieur, que les produits étrangers paieraient mêmes impôts que nos produits nationaux (art. 1^{er} dernier alinéa), que les droits perçus seraient indépendants des droits différentiels établis en faveur des bâtiments français (art. 3).

Le traité du 23 janvier 1860 qui, aux termes de la loi constitutionnelle, ne devait pas être soumis aux Chambres fut mal accueilli en Angleterre et en France.

« Quoi, disait Saint-Marc Girardin, nous avons un régime économique qui nous a fait faire les plus admirables progrès dans l'industrie et dans le commerce, et vous voulez tout à coup le supprimer ! Pourquoi ? Est-ce parce qu'il a réussi ? Parce que, grâce à lui, toutes nos industries ont grandi ? »

Dans les Chambres, les plaintes des partisans du régime protectionniste se firent entendre lors de la discussion du projet sur le tarif des laines, des cotons et autres matières premières, présenté le 13 mars et qui devint la loi du 5 mai 1860. Ce projet devait « faciliter la production, accroître par la vie à bon marché le bien-être de ceux qui travaillent et multiplier nos rapports commerciaux ». M. Pouyer-Quertier, chargé du rapport, le critiqua vivement et demanda une large enquête et un appel, par tous les

moyens possibles, « à l'opinion publique, à laquelle appartient toujours la dernière victoire » (1).

On détermina ensuite la quotité des droits spécifiques ou *ad valorem* applicables à chaque produit et dont la convention du 23 janvier n'avait fait que poser les principes (conventions des 12 octobre et 16 novembre 1860) (2).

Cependant le traité du 23 janvier 1860 n'avait pas seulement pour but d'ouvrir le marché anglais à un nombre considérable de produits français ; il inaugurerait une ère nouvelle et devait également, dans la pensée de ses auteurs, réagir sur les autres pays étrangers qui avaient répondu par des représailles à notre régime prohibitif.

BELGIQUE. — Dès le 1^{er} mai 1861, un traité conclu avec la Belgique étendit aux marchandises d'origine belge le bénéfice du tarif accordé aux marchandises anglaises et consacra d'importants abaissements de droits accordés par la Belgique à divers produits français.

ITALIE. — A la date des 20-22 janvier 1862, les gouvernements français et italiens « animés d'un égal désir de contribuer au développement des relations commerciales et maritimes entre les deux pays, en assurant à leurs pavillons respectifs la jouissance d'un régime avantageux » conclurent un premier

1. *Moniteur* du 3 mai 1860, p. 527 et 528.

2. *Bulletin des lois*, n° 666, 675 et 8436. — Dalloz 61. 4. 5.

traité qui accordait une pleine et entière liberté de commerce et de navigation aux sujets des deux puissances et une complète réciprocité à leurs navires respectifs (*Bulletin*, n° 11939; D. 1864, 4, 19), puis un second traité, le 17 janvier 1863, suivi d'une disposition additionnelle et de quatre tarifs (*Bulletin*, n° 11932. D. 64.4.18).

SUISSE. — La Suisse et la France signèrent, le 30 juin 1864, quatre traités dont l'un, en 32 articles, suivi d'un règlement particulier relatif au pays de Gex et accompagné de 6 tableaux, fixe la base des tarifs d'importation dans les deux pays (*Bulletin*, n° 12786, D. 64.4.125).

SUÈDE ET NORVÈGE. — Dans un traité du 14 février 1865, outre l'application de notre tarif conventionnel, nous consentions à la Suède et Norvège une réduction du droit de tonnage à percevoir sur ses bâtiments et obtenions en échange des réductions de taxes pour nos vins, nos soieries.

VILLES HANSÉATIQUES. — Elles furent assimilées, le 4 mars 1855, à des avant-ports du Zollverein et nous accordèrent des avantages, dont la suppression de certaines restrictions, etc...

PAYS-BAS. — Sous l'influence des conventions que nous avons déjà conclues avec les autres puissances, fut signé le 7 juillet 1865, un traité affranchissant nos vins des droits de douane et des droits d'octroi. De notre côté, nous assimilions aux navires français les

bâtiments des Pays-Bas venant directement des possessions hollandaises.

ESPAGNE. — Le gouvernement de la reine Isabelle consentit au traité du 18 juin 1865 quelques réductions de tarifs et la suppression des surtaxes sur les seules marchandises françaises, en échange de nos taxes conventionnelles.

ZOLLVEREIN. -- Un traité transactionnel, conclu à Berlin entre la France et la Prusse, le 2 août 1862, fut approuvé par les divers Etats et devint, à partir du 1^{er} juillet 1865, la base d'une reconstitution du Zollverein pour douze années (D. 65, 4,30 et 31).

AUTRICHE (1). — Enfin la France et l'Autriche traitèrent le 11 décembre 1866 : nous accordions notre tarif conventionnel général, sauf réduction des droits sur un certain nombre d'articles, et obtenions l'abaissement des droits payés par nos vins, nos alcools, nos tissus, etc...

Cette série de conventions conclues avec tous les Etats de l'Europe (complétées par un traité avec la Turquie du 29 avril 1861) démontre la révolution profonde qu'a entraînée, dans les conditions du commerce international, notre traité du 23 janvier 1860 avec l'Angleterre et la voie nouvelle qu'il a ouverte à l'extension de la liberté commerciale.

La cessation du régime prohibitif entraîna, en outre,

1. Le 11 juillet 1886 notre régime conventionnel avait été étendu au Portugal.

un remaniement général du régime des douanes.

Nous avons déjà parlé de la loi du 5 mai 1860 qui exonéra des droits les cotons, les laines, les produits tinctoriaux, et qui réduisit les surtaxes de provenance et de pavillon appliquées à ces produits et à d'autres originaires de l'Inde.

Il faut signaler encore la loi du 16 mai 1863 qui homologua plusieurs décrets antérieurs relatifs aux bestiaux, aux vins, aux alcools, aux huiles, qui affranchit complètement certains objets nécessaires à l'industrie, tels que le lin, le chanvre, les peaux, etc..., qui généralisa la franchise pour les graines de toutes sortes importées directement des lieux d'origine sous pavillon français ou arrivées par terre, qui étendit la même franchise aux graisses, aux graines oléagineuses et aux matériaux de construction. La loi du 4 juin 1864 étendit aux cotons de toute origine, importés directement par navires français ou assimilés, la franchise concédée pour les cotons de l'Inde.

La législation sur les céréales fut modifiée par la loi du 15 juin 1861 qui supprima l'échelle mobile, établie en 1832, et substitua à ce système un tarif d'entrée très modéré, combiné avec une entière franchise d'exportation. « L'agriculture, dit M. de Mornay, a déclaré par la voix du plus grand nombre de ses représentants qu'elle acceptait ces modifications, comme d'incontestables progrès. »

D'autres dispositions également importantes furent

apportées relativement aux sucres, aux admissions temporaires (1), en vue de donner de nouvelles facilités au commerce et de faire pénétrer l'aisance dans le pays. « Grâce à nos acquits à caution, disait devant le Sénat M. Forcade de la Roquette, ministre du Commerce, nous avons fait des affaires considérables avec l'étranger, créé un courant commercial si actif que non seulement nous pouvons exporter dans la proportion de ce que nous introduisons, mais que nous exportons un quart en sus, c'est même plus d'un quart, c'est un tiers en sus. Voilà le résultat admirable de l'admission temporaire ; voilà des exportations qui profitent exclusivement à la fabrication intérieure » (2).

La marine et les colonies offrent un sujet considérable d'étude qui se rattache étroitement à la question de la liberté commerciale. Nous ne l'aborderons que dans la mesure où ces deux sujets se confondent. Une loi du 5 mai 1860 réduisit, dans une proportion sensible, les surtaxes encore existantes pour la marine marchande (3). Puis le 28 mars 1865 M. Forcade de

1. Le système des admissions temporaires a été consacré dans notre législation par l'article 5 de la loi du 5 juillet 1836. Il a pour objet de placer les industriels, pour l'achat de leurs matières en pays étrangers, dans la situation où ils se trouveraient si les lignes de douanes n'existaient pas.

2. Séance du Sénat du 4 février 1868. *Moniteur* du 5.

3. De même qu'autrefois, sous la monarchie, le droit de tonnage avait dû s'effacer, disparaître dans les traités conclus sous l'empire de nécessités commerciales ou politiques, de même la protection accordée à notre marine marchande après 1851 n'avait pu se soutenir, devant les besoins et les réclamations de la libre concurrence.

la Roquette déposa un projet de loi qui devait faire disparaître progressivement les droits de tonnage, les surtaxes de pavillon et d'entrepôt, et devint la loi du 16 mai 1866.

Pour les colonies, elles subissaient depuis longtemps (31 octobre 1826) le régime prohibitif connu sous le nom de pacte colonial (1). Il fut renversé par la loi du 23 mai 1860. « Le temps est venu, avait dit le rapporteur M. Granier de Cassagnac, où ce régime colonial, si nécessaire et si salubre dans son principe, non seulement ne porte plus les fruits qui l'avaient fait établir, mais constitue un obstacle au développement progressif des forces nationales (*Moniteur* du 20 juin 1861) (2).

Enfin par les lois des 11 et 21 janvier 1851, 11 février 1860, 23 mai 1863 et 17 juillet 1867, l'Algérie fut assimilée à la France,

Au mois d'avril 1868, une demande d'interpellation « sur les conséquences du régime économique de la France » fut signée par trente députés. Le débat dura dix séances (du 11 au 21 mai 1868), au cours desquelles plusieurs orateurs critiquèrent le traité de 1860.

1. Il reposait sur quatre principes ; 1° les produits des colonies sont réservés au marché métropolitain, 2° la navigation entre les colonies et la métropole, et vice versa, ainsi que la navigation de colonie à colonie, est réservée à la marine française ; 3° le marché colonial, avec tous ses débouchés est réservé à la production métropolitaine ; 4° les produits coloniaux ont un privilège ou traitement de faveur sur le marché métropolitain.

2. Un sénatus-consulte fut rendu le 4 juillet 1866, ayant pour objet de rendre les colonies maîtresses de modifier elles-mêmes leurs tarifs de douanes.

« Elle (la théorie du libre-échange) n'a donné ni la vie à bon marché, dit M. Kolb Bernard, ni l'échange compensateur des produits, ni l'amélioration du sort des ouvriers, ni les débouchés nouveaux promis au développement de notre production. Bien loin de là, les débouchés, au lieu de s'étendre, se sont restreints. »

Selon M. Thiers, les tarifs « doivent être calculés modérément, et ne pas dépasser le but d'une protection nécessaire ».

Dans le même sens, se prononcèrent MM. de Tillancourt, Pouyer-Quertier, Lesperat, Liégeard, Quesné, Ancel.

La défense des traités de 1860 fut prise par les ministres de Forcade de la Roquette, Rouher et surtout par M. Emile Ollivier : « ce quise passe, dit-il, aujourd'hui est le dernier effort d'une doctrine abandonnée par la plupart des amis du progrès et de la liberté, et qui profite de l'épreuve que traversent le commerce et l'industrie pour tenter de livrer, dans des conditions favorables, une dernière bataille » (*Moniteur* du 17 mai, p. 670).

Après cette discussion, quoiqu'ayant eu la majorité, le gouvernement se décida à faire une enquête au mois de mars 1870. Mais la guerre éclata et l'enquête fut suspendue au mois de juillet.

II

1870-1881

Après nos revers, le besoin de reconstituer la fortune publique et de créer des ressources en rapport avec les énormes charges que la guerre nous avait léguées, fit entrer la législation douanière dans une nouvelle phase qui fut un retour marqué vers la protection. Ce changement répondait aux tendances de Thiers et de Pouyer-Quertier, son ministre des Finances. Toutefois les premières mesures furent uniquement inspirées par des nécessités fiscales.

Tout naturellement le gouvernement de M. Thiers songea à tirer des taxes des douanes un supplément de recettes. Une loi du 8 juillet 1871 éleva les droits des diverses denrées coloniales, des vins et des huiles minérales.

Dans le projet de loi sur le budget rectifié de 1871, le gouvernement avait proposé l'établissement d'un impôt sur les matières premières. L'accord n'ayant pu s'établir entre le gouvernement et l'Assemblée nationale, l'examen de ces taxes fut réservé. Un nouveau projet fut présenté le 10 janvier 1872 ; il donna lieu à une discussion longue et animée, un premier vote de l'assemblée faillit même provoquer la démission de M. Thiers. Finalement le projet, fortement amendé, fut voté le 26 juillet 1872, il taxait les

matières brutes textiles et autres marchandises non dénommées dans la loi du 6 juillet 1871.

Mais la France était liée par les traités de commerce qui stipulaient l'exemption pour la plupart des matières premières en cause (traitement de la nation la plus favorisée).

Les ouvertures faites à l'Angleterre pour l'amener à admettre les nouvelles taxes furent repoussées et le gouvernement dénonça les traités conclus en 1860 et 1861 avec cette puissance (15 mars 1872) et la Belgique (28 mars). De nouvelles conventions, il est vrai, furent consenties le 5 novembre avec l'Angleterre, le 5 février 1873 avec la Belgique. Ces conventions rencontrèrent une vive opposition à l'Assemblée nationale et contribuèrent à la chute de M. Thiers (vote du 24 mai 1873).

Une nouvelle politique économique fut inaugurée par le gouvernement du maréchal de Mac-Mahon.

La cause doit en être cherchée tout d'abord dans les changements survenus au point de vue de la facilité des transports, de leur rapidité et de leurs bas prix. Ces progrès accomplis ont permis aux pays d'Europe, aux voisins industriels d'alimenter leurs industries de transformation d'une quantité beaucoup plus considérable de matières premières, et en même temps d'une quantité beaucoup plus variée de matières à transformer. Ce sont les laines du sud de l'Amérique, ce sont les laines australiennes, ce sont les

soies d'Extrême-Orient qui viennent révolutionner la production en Europe (1).

De même les produits agricoles des pays nouvellement mis en valeur viennent jusque sur les marchés européens concurrencer les produits des différentes agricultures d'Europe.

L'afflux sur ces marchés de matières premières à transformer devait ainsi développer d'une manière très rapide la masse des produits fabriqués, amener une concurrence plus ardente entre les pays producteurs de ces produits. Puis à la suite de cet accroissement de la concurrence, de cette surexcitation de la production, surgissent des crises de surproduction. En somme, crise agricole et crise industrielle, tels sont les changements résultant de la concurrence mondiale.

D'un autre côté, la France et l'Angleterre ne sont plus seules à se partager la production européenne, elles doivent compter avec l'Allemagne et d'autres puissances. Cette concurrence aggravée amène une dépression générale des prix.

Cependant, les Etats-Unis, dont le commerce est déjà de 5 milliards et qui, encouragés par le succès de la politique suivie dans les pays du vieux monde, ont accentué leur attitude protectionniste antérieure, sont encore dépassés par l'Angleterre, la France

1. M. Cauwès. *Cours d'économie politique*.

(7 milliards 1/2 dans la période de 1872 à 1877) et même par l'Allemagne (6 milliards).

Dans ce retour à la protection, il faut voir toute-fois bien plus une velléité de réforme qu'une réforme véritable.

Une loi du 25 juillet 1873 abrogea celle du 26 juillet 1872 sur les matières premières ; puis l'Assemblée ratifia deux nouvelles conventions signées le 23 juillet 1873 avec la Grande-Bretagne et la Belgique qui remettaient en vigueur jusqu'en 1877 les traités du 23 janvier 1860 et du 1^{er} mai 1861.

Une loi du 28 juillet 1873 abrogea également la loi du 3 janvier 1872 concernant la surtaxe de pavillon.

Cependant, on reconnaissait généralement la nécessité de réviser le tarif général des douanes, très ancien et dont les taxes ne répondaient plus aux besoins du commerce.

Le 5 avril 1875 le ministre du Commerce et de l'Agriculture adressait une lettre circulaire aux Chambres de commerce pour réclamer leur avis sur la question. Une majorité de 47 Chambres de commerce se prononça pour la politique des traités, à la condition, il est vrai, que dans ces traités ne figurerait plus la clause de la nation la plus favorisée et qu'on n'inscrirait plus de droits *ad valorem*. Leurs observations servirent au Conseil supérieur du commerce pour l'élaboration d'un nouveau tarif, mais le conseil se contenta de prendre, pour base de son tableau des

droits, le tarif conventionnel et de renforcer les taxes atteignant les fils et les tissus de coton. Ce fut l'objet d'un premier projet qui, déposé le 7 février 1877, fut abandonné peu après.

Le 21 janvier 1878, un second projet fut présenté, dans lequel les droits *ad valorem* étaient remplacés par des droits spécifiques, ou, autrement dit, droits au poids. Cette dernière mesure était réclamée depuis longtemps par l'administration des douanes, qui rencontrait des difficultés dans l'appréciation des valeurs, et par l'industrie nationale qui se plaignait de la concurrence frauduleuse de certains importateurs, dont les déclarations de valeurs étaient manifestement erronées. Il avait été établi que quelques fabricants d'Outre-Manche se servaient de doubles factures dont une, fortement atténuée, était destinée à la douane.

III

1881-1892

« Le moment est venu, dit l'exposé des motifs du projet du gouvernement, de remanier notre tarif général en répudiant les vieilles idées de l'isolement, de l'antagonisme et des représailles pour ne nous inspirer que des besoins de notre approvisionnement, de l'extension de nos débouchés et du désir... de consolider la situation que quinze ans de pratique

du régime de liberté commerciale modérée ont créé dans notre pays. »

Les prohibitions, qui, dans l'ancien tarif général, atteignaient certains produits fabriqués, se trouvaient abolies ; on ne maintenait que celles qui étaient motivées par un intérêt d'ordre public ou qui étaient la conséquence des monopoles attribués à l'Etat. Les matières premières nécessaires à l'industrie, ainsi que la plupart des denrées alimentaires, continuaient à être exemptes de droits.

Le nouveau tarif général ressemblait fort au tarif conventionnel de l'Empire, il était cependant majoré de manière à permettre une certaine marge aux négociations.

Le gouvernement fut secondé dans la défense de son projet par des économistes comme MM. Léon Say, Joseph Garnier, Paul Leroy-Beaulieu.

Le tarif fut promulgué le 7 mai 1881 : il substituait les droits spécifiques aux droits *ad valorem* et élevait les droits sur les bestiaux et les grains.

Des traités furent alors conclus sur les bases de ce tarif avec la Belgique (31 octobre 1881), l'Italie (3 novembre 1881), l'Espagne (6 février 1882), le Portugal (19 décembre 1881), la Suisse (23 février 1882), l'Autriche-Hongrie (7 novembre 1881), la Suède et la Norvège (30 décembre 1881), les Pays-Bas (19 avril 1884).

Les pourparlers furent longs avec l'Angleterre et ils n'aboutirent, le 27 février 1882, qu'à un arrange-

ment dans lequel les deux nations s'accordaient, par une disposition toujours révocable, le traitement de la nation la plus favorisée (1).

Ce quasi-échec fit grand bruit et il porta un coup à la cause des conventions à tarifs annexés et à long terme.

Le traité de commerce avec l'Italie portait, dans son article 18, que le traité resterait exécutoire jusqu'au 1^{er} février 1892, mais que toutefois chaque partie se réservait la faculté d'en faire cesser les effets le 1^{er} janvier 1881 en le dénonçant douze mois à l'avance. L'Italie, sous l'influence de Crispi, le dénonça et un tarif spécial fut établi pour les produits italiens à partir du 27 février 1888.

Quant à l'Allemagne, nous restions régis en principe au point de vue commercial par l'article 11 du traité de Francfort, qui stipule le traitement de la nation la plus favorisée :

« Pour toute concession faite ou à faire aux six puissances suivantes : Belgique, Angleterre, Hollande, Suisse, Autriche, Russie, soit par la France, soit par l'Allemagne, elle se trouve de plein droit bénéficier à l'autre partie contractante. »

1. Article premier. — A partir de la promulgation de la présente loi, les marchandises d'origine ou de manufactures anglaises seront soumises, à leur entrée en France, au même traitement que celles des nations les plus favorisées.

Art. 2. — Les dispositions de l'article ci-dessus ne seront point applicables aux produits coloniaux, qui resteront soumis aux conditions du tarif général des douanes.

En fait, l'Allemagne ayant élaboré en 1879 un nouveau tarif surtout industriel, bien qu'il contienne déjà des relèvements sur les produits agricoles et particulièrement un droit sur le blé (1 mark par quintal), et ayant dénoncé ses traités de commerce, la France ne jouissait plus vis-à-vis d'elle du traitement de la nation la plus favorisée, puisqu'il n'y avait plus dans le nouveau régime adopté par l'Allemagne de nation plus favorisée. L'Allemagne, au contraire, continuait de bénéficier de cette clause du traité de Francfort, puisqu'en 1881, la France avait renouvelé ses traités de commerce. En 1888 seulement l'Allemagne a consenti à accorder à la Suisse quelques réductions pour divers articles, et cette concession faite à la Suisse a aussi profité à la France.

Ces traités de 1881 ne furent pas sans soulever des protestations : le midi se plaignit de la réduction de 3 fr. 50 à 2 francs par hectolitre du droit d'entrée des vins et de la limitation à 16 degrés de leur force alcoolique. On faisait remarquer, d'autre part, que l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie et la Russie avaient renoncé aux traités de commerce à tarifs annexés.

La marine marchande, sous le régime de l'assimilation de pavillon, périlait. En 1881, au lieu de chercher à revenir à des surtaxes de pavillon, on essaya de sauver la marine en lui accordant des primes. Le régime des primes s'est prolongé et se prolonge encore.

Cependant, grâce à M. Tirard, on avait laissé en

dehors des traités les céréales et les bestiaux. Une loi du 28 mars 1885 substitua un droit protecteur de 3 francs au droit fiscal de 0 fr. 60 établi sur les blés par la loi du 7 mai 1881 (L'Allemagne avait déjà commencé à pratiquer cette politique avec un droit léger en 1879 ; l'Italie avait devancé la France en 1883). Puis ce droit fut porté à 5 francs par la loi du 29 mars 1887. Enfin le 3 juillet 1891, à la suite de l'hiver 1890-1891, pendant lequel les semailles avaient été détruites, l'effet de la loi de 1887 fut suspendu jusqu'au 1^{er} juin 1892 et le droit sur les blés ramené à 3 francs.

Les lois de 1885 et 1887 s'appliquent également aux bestiaux, la loi du 5 avril 1885 décidant que les bœufs paieront 25 francs par tête au lieu de 15 francs et l'autre loi relevant les tarifs de 25 à 38 francs.

Cette protection a été organisée pour défendre l'élevage national contre la concurrence des pays voisins. Ce n'est que plus tard, grâce à des perfectionnements dans les moyens de transport, que le bétail vivant a pu arriver sur le marché français ainsi que la viande abattue. Ici encore il y a lieu d'observer que des droits analogues avaient été établis en 1879 en Allemagne et en 1882 en Autriche, en faveur du bétail. Les mesures de protection prises par la France ont été plutôt des répliques que des mesures offensives.

La protection agricole a également porté sur le sucre, pour lequel la France n'a fait encore qu'imi-

ter l'Allemagne. Enfin la France a dû se défendre contre l'envahissement des alcools allemands à partir de 1887-1888.

En Europe et aux Etats-Unis surtout, le mouvement protectionniste s'accroissait.

L'Allemagne majorait, surtout au point de vue agricole, son tarif du 15 juillet 1879, le 22 mai 1885 et les 24 juin et 21 décembre 1887. De même, l'Autriche-Hongrie surtaxait son tarif de 1879, notamment sur les tissus, le 25 mai 1882 et le 21 mai 1887.

L'Italie, les 9 août 1883 et 11 juillet 1887, la Belgique le 8 juin 1887, la Suède le 1^{er} juillet 1888, l'Espagne le 24 décembre 1890, établissaient des tarifs fortement protecteurs. Quant à la Russie, qui n'est arrêtée ni gênée par aucun tarif conventionnel, elle a, depuis 1882, inauguré un mouvement progressif ininterrompu de réformes douanières, qui se produit par le relèvement successif de la plus grande partie, si ce n'est la totalité des articles du tarif.

Aux Etats-Unis enfin l'*act* du 3 mars 1883 fut remplacé le 6 octobre 1890 par un tarif douanier contenant des taxes plus élevées (bill Mac Kinley).

Le résultat de ces relèvements de tarifs fut, en Allemagne, de porter les exportations de 3 milliards 608 millions en 1878 à 4 milliards 7 millions en 1888 et d'abaisser les importations de 4 milliards 892 millions à 4 milliards 43 millions ; en Autriche-Hongrie de 1 milliard 363 millions en 1878 à 1 milliard 518 millions en 1888 pour les exportations et pour les

importations de 1 milliard 150 millions à 1 milliard 110 millions.

Les traités conclus en 1881 avaient pour échéance le 1^{er} février 1892. Un peu avant cette époque, un mouvement se produisit pour la dénonciation des traités et les élections de 1889 furent nettement favorables aux protectionnistes. Le ministre du Commerce décida alors de faire une grande enquête pour connaître les desiderata du commerce, de l'industrie et de l'agriculture.

Les résultats de cette enquête furent que les conditions économiques de la production et du commerce français s'étaient transformées depuis 1881 au point de nécessiter un nouveau régime douanier.

Première Partie

LE RÉGIME DOUANIER DE 1892

CHAPITRE PREMIER

Genèse et exposé du régime douanier de 1892

Dépôt du projet de tarifs (13 octobre 1890). — Rapport général de M. Méline déposé le 3 mars 1891. — Protestations contre le futur régime douanier. — Discussion générale à la Chambre des députés (28 avril 1891). — Discours de MM. Lockroy, Aynard, Charles Roux, Léon Say et Raynal contre le projet douanier et de MM. Viger, Turrel, Paul Deschanel, Méline, Jamais, en faveur de la revision. — Vote des 654 articles du 19 juin au 18 juillet 1891. — Rapport général de M. Dauphin, discussion au Sénat et vote du projet le 17 décembre 1891. — Promulgation du tarif le 11 janvier 1892 pour recevoir son application à dater du 1^{er} février suivant. — Economie du nouveau régime.

Le 13 octobre 1890 le gouvernement déposait un nouveau projet de tarifs (1).

Dans sa déclaration du 18 mars 1890, dit l'exposé des motifs, le gouvernement a pris, devant le Parlement, l'engagement de dénoncer, dans le délai d'un an avant leur expiration, tous les traités de commerce

1. Documents parlementaires. Session de 1890, annexe n° 932.

qui nous tient jusqu'au 1^{er} février 1892, afin qu'à cette date le pays redevienne entièrement maître de la fixation de ses tarifs de douane, dont il attend une protection plus efficace pour l'agriculture et le travail national.

Les enquêtes ordonnées par M. Tirard, président du Conseil, avaient démontré des transformations profondes dans les conditions économiques du pays, les unes tenant à la nature même des choses et aux progrès accomplis dans les diverses branches de la production nationale, les autres, plus particulièrement dues aux changements législatifs opérés dans les divers Etats.

La diffusion des connaissances scientifiques et la vulgarisation des procédés techniques, affirmaient les intéressés consultés dans l'enquête, ne permettent plus à quelques contrées privilégiées de garder le monopole d'industries qu'elles s'étaient habituées à considérer comme faisant en quelque sorte partie de leur patrimoine. En même temps, le développement incessant des facilités de communication et de transport tend de plus en plus à faire du monde entier un immense et unique marché, dont toutes les parties sont solidaires les unes des autres et reçoivent directement le contre-coup des crises agricoles et industrielles qui viennent à éclater dans l'une d'entre elles. Enfin il est impossible de méconnaître l'importance du mouvement social qui a pour but d'assurer aux travailleurs de nouvelles garanties par la réglemen-

tation des rapports entre les ouvriers et les patrons.

Ces considérations justifiant le besoin de modifier notre tarif de douanes, le projet du gouvernement présenté par M. Jules Roche, ministre du Commerce, et par M. Develle, ministre de l'Agriculture, prend pour base le régime des traités de commerce, tel qu'il a fonctionné depuis 1860 avec ses trois caractères : longue durée, immutabilité pendant cette durée du tarif consenti sans limitation préalable, concession du traitement de la nation la plus favorisée. Ce régime, très vivement attaqué par certains, a trouvé dans le Conseil supérieur du commerce et de l'industrie et conservé dans le pays de chaleureux défenseurs. C'est à leurs yeux le seul système capable d'assurer aux relations internationales la stabilité dont les opérations du commerce et de l'industrie ne peuvent se passer. Il est particulièrement indispensable à notre pays, dont la production industrielle excède de beaucoup les besoins de la consommation intérieure et exige par conséquent au dehors des débouchés qui nous seraient rapidement enlevés par nos rivaux le jour où nous viendrions à nous isoler en Europe, en rompant avec une politique commerciale à laquelle ne renonceront peut-être pas toutes les nations voisines. Ils rappellent enfin que le régime des traités de commerce a fait ses preuves ; que, pendant trente ans, il a assuré le développement rapide et continu de la richesse nationale, et qu'il a

permis à notre pays de traverser sain et sauf les plus terribles épreuves.

Deux tarifs sont juxtaposés dans le projet : un tarif général, correspondant au tarif général actuel et comme lui pouvant être constamment modifié, et un tarif minimum, qui représente la limite inférieure des concessions que peut faire chaque industrie, non pour être à l'abri de la concurrence étrangère, mais pour lutter sans désavantage avec elle.

Le projet demande le remplacement de la taxe par tête par la taxe au poids pour les animaux vivants. Il maintient la franchise pour les laines en masse, le coton, le chanvre, et propose d'établir un droit d'entrée sur les cocons et sur la soie moulinée ou ouvrée, maintient à l'industrie houillère sa protection, etc.

Une commission de 33 membres (1) fut nommée par la Chambre des députés pour examiner le projet. De longues discussions eurent lieu. M. Méline déposa son rapport général le 3 mars 1891.

Il critique les traités de 1860 : « S'ils avaient été mieux conçus dans l'intérêt français et mieux faits,

1. MM. Méline, président ; Viette, Raynal, de Maillé, vice-présidents ; Jonnart, Jamais, Deloncle, Turrel, secrétaires ; Flourens, Sarrien, Félix Faure, Maurice Faure, Charles Roux, Thomson, Bourgeois, Mir, Mézières, Letellier, Armez, Rozet, Graux, Leydet, Philippon, Prevet, Pierre Legrand, Milochau, Lavertujon, du Périer de Larsan, Balsan, Deniau, Ricard, de Rotours, Lockroy, Salis, Bigot, Dreyfus, Peytral, Viger, Aynard, Baihaut, Arène, Deandris, Marty, Say, Deluns-Montaud, Berger, Boucher, Fougeirol, Villebois-Mareuil, Bourlier, Taillandier, Fairé, Blachère, Brincart, Le Gavrian.

s'ils n'avaient sacrifié si gratuitement notre agriculture et tant de nos industries, la France n'aurait pas traversé les cruelles épreuves qui lui ont été infligées. Elle serait aujourd'hui, au point de vue économique et financier, dans une situation infiniment meilleure ; sa puissance industrielle serait plus grande et son capital national plus élevé. »

Après avoir souligné les relèvements des tarifs à l'étranger concordant avec le relèvement de la situation économique, l'éminent rapporteur analyse les charges qui pèsent sur la production française, donnant d'après M. Pelletan pour part contributive du Français dans l'impôt général 66 francs par an, alors que l'Anglais n'a que 49 fr. 50 et que pour les autres pays elle varie entre 25 et 45 francs.

Les salaires ne doivent pas être réduits mais relevés, dit-il, et cela en maintenant le cours de nos produits à un taux suffisamment rémunérateur pour empêcher leur avilissement excessif par la concurrence étrangère.

Le tarif de douane doit tenir compte également de la diminution de la valeur de l'argent, de sa disproportion grandissante avec celle de l'or, qui a eu pour premier résultat d'attirer sur l'Europe les produits des pays à étalon unique d'argent, comme les Indes. Il doit accorder des primes à la culture du lin et à la sériciculture, relever dans les tarifs agricoles certains droits et en créer de nouveaux, protéger certaines

industries sacrifiées comme l'industrie cotonnière, l'industrie linière, celle de la laine cardée, remanier enfin des droits anciens et changer de classification.

Comment allait fonctionner le nouveau régime économique ?

Le gouvernement, comme nous l'avons vu, proposait l'adoption d'un double tarif ; le principe fut accepté « sans hésiter » par la commission, le tarif unique nous obligeant à forcer outre mesure la note de la protection et compromettant les intérêts de notre exportation.

La commission se prononça également en faveur de la concession du tarif minimum comme un simple traitement de faveur sur le tarif général, sans prendre aucun engagement d'en maintenir indéfiniment les chiffres.

En abandonnant le régime des traités, nous ne faisons qu'imiter les grandes nations de l'Europe : l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, la Russie.

Quant aux chiffres des tarifs, la commission fut d'avis que les chiffres du tarif général dans le projet du gouvernement étaient souvent trop faibles, un écart suffisant devant exister entre les chiffres des deux tarifs, de façon qu'il y ait beaucoup à gagner à prendre le tarif minimum, beaucoup à perdre à subir le tarif général.

Pour certains articles agricoles, comme les céréales et le bétail, le gouvernement ne les avait inscrits qu'au tarif général, afin d'indiquer son intention de

ne pas les comprendre dans des traités, s'il venait jamais à en conclure. Pas d'inconvénients, selon la commission, pour les céréales, mais seulement pour le bétail.

Les colonies obtiendraient avec le nouveau tarif une certaine assimilation avec la métropole.

Enfin, dans son projet (art. 4), le gouvernement, prévoyant l'hypothèse où une nation quelconque serait tentée d'appliquer à nos produits des taxes différentielles ou le régime de la prohibition, s'armait du droit de répondre à de tels procédés par l'emploi des mêmes moyens. La commission fut d'avis d'autoriser seulement le gouvernement, en l'absence du Parlement, à prendre des mesures provisoires, qui seraient soumises à la ratification du Parlement dès la rentrée des Chambres.

L'admission temporaire restant sous le régime de la loi du 5 juillet 1836, qui permet au gouvernement seul de la refuser ou de l'accorder, par simple décret, la commission se prononça formellement pour le retour au droit commun, qui implique la sanction directe du Parlement.

« Telle est l'œuvre que nous soumettons avec confiance à votre approbation, concluait M. Méline, nous avons la conviction qu'elle répond au vœu de l'immense majorité du pays et aux besoins de l'heure présente. Elle paraîtra insuffisante à ceux qui avaient rêvé un régime d'une logique inflexible, appliquant systématiquement le même quantum de protection à

tous les produits étrangers sans distinction. Elle sera déclarée excessive par ceux qui ne veulent pas se rendre compte des dangers qui nous environnent et de l'impossibilité pour un grand nombre de nos productions d'atteindre tout leur développement, si on ne leur permet pas de se reconstituer à l'abri d'un régime tutélaire.

«... Nous sommes convaincus que tous les esprits impartiaux qui voudront bien examiner notre œuvre sans parti pris seront obligés de reconnaître que nous n'avons modifié notre régime économique que dans la mesure qui s'imposait à nous. Nous avons fait tous nos efforts pour ménager les transitions et concilier tous les intérêts en présence. Nous avons le ferme espoir que, sur ces bases, nous pourrions continuer nos bons rapports avec les nations qui sont depuis longtemps en relations d'affaires avec nous. Elles comprendront les nécessités qui nous ont obligés, comme les autres gouvernements, à assurer la sécurité de notre travail national. Comme elles, nous avons usé de notre droit, et nous croyons l'avoir fait avec justice et modération. »

Le futur régime douanier ne se présentait pas cependant sans soulever de nombreuses protestations, notamment dans les ports.

Le Comité de défense de l'exportation française, réuni sous la présidence de M. Lockroy, s'élevait contre des tarifications qui devaient « entraîner la

déchéance de la France, ruiner son industrie, rendre impossible l'alimentation des ouvriers».

Et la Fédération des sociétés coopératives de consommation, les syndicats ouvriers pour la défense du commerce, les municipalités de certaines grandes villes, certains conseils généraux, faisaient entendre également leurs doléances.

Malgré tout, la commission continuait son œuvre, encouragée d'ailleurs par la presse régionale et par l'opinion très favorable des milieux agricoles.

La discussion générale commença à la Chambre des députés le 28 avril 1891 (1).

M. Lockroy combattit le projet : « La question qui se pose aujourd'hui, dit-il, est assurément la plus grave qu'elle aura à examiner au cours de cette législature ; je dirai même que c'est la plus grave qu'aient eu à traiter les assemblées françaises depuis plus de vingt ans. Elle touche à tous les intérêts : aux intérêts économiques, aux intérêts politiques, aux intérêts sociaux et diplomatiques de notre pays.

« Il s'agit d'une révolution économique qui, en même temps, va supprimer le régime des traités de commerce et risquer ainsi d'isoler économiquement la France au milieu de l'Europe, en attendant qu'elle l'isole politiquement.

« A quoi le pays doit-il sa prospérité sinon précisé-

1. *J. off.*, 29 avril 1891.

ment à ce régime de liberté politique et de liberté commerciale dont il a été doté, qui a fait sa force et qui lui a permis de se reconstituer ?

«...Il est de l'essence de la protection de créer le privilège et l'inégalité et le jour où l'on veut protéger tout le monde, on ne protège plus personne.

« La terre française est aussi pauvre aujourd'hui que lorsqu'elle est sortie, il y a quelques milliers de siècles, de l'Océan primitif ; elle ne produit pas assez de céréales pour nourrir sa population. Celle-ci est obligée de demander aux autres nations toutes les matières qu'elle travaille et qu'elle transforme : la soie, les peaux, la laine et le reste. Et vous voulez que ce pays soit protectionniste, alors qu'il n'a rien à protéger ! Non ! Messieurs, il est sociable comme le peuple qui l'habite ; il a besoin du monde entier qui, je le reconnais, a besoin de lui, et la nature comme la politique, comme la raison l'a condamné à la liberté commerciale.

« Et ce que nous devons affirmer, en nous appuyant sur des faits et des chiffres, c'est que le régime des traités de commerce a fait la France aussi prospère et aussi riche qu'elle l'est actuellement. »

Après M. Lockroy, MM. Aynard, Ch. Roux, Léon Say, Raynal soutinrent la cause de la liberté commerciale.

« Chose curieuse, dit M. Aynard, le caractère général des esprits dans le monde entier, au point de vue

économique, au point de vue des relations de peuple à peuple, tout en repoussant très loin le principe du libre-échange, tend à la création du plus grand marché libre possible ; car, en définitive, ces essais plus ou moins informes, auxquels je n'attache pas une importance plus grande que la situation ne le comporte, mais sur lesquels nous devons porter toute notre attention, ces essais d'unions douanières signifient tout simplement que chacun désire voir son marché libre, c'est-à-dire veut pouvoir négocier avec le plus grand nombre d'hommes possibles.

« ... La politique de la liberté économique modérée je le dis avec toute la force de ma conviction, ce sera la véritable politique nationale. »

M. Charles Roux, après avoir convié ses auditeurs à « faire le tour de la Méditerranée » avec lui, leur montre tout ce que fera perdre au commerce le projet de régime douanier :

« Un grand pays comme le nôtre se compose non pas d'un seul élément, mais de plusieurs organes, l'agriculture, le commerce, l'industrie, les arts, que je ne craindrai pas de qualifier d'essentiels à la vie économique de la nation. Tous concourent pour leur part à maintenir sa vitalité et sa force, et parmi eux, le commerce est un des agents les plus actifs de sa puissance politique.

« Un législateur sage ne doit sacrifier aucun de ces organes, et dans une démocratie comme la nôtre,

à un moment où les questions sociales s'imposent à la discussion, il est un intérêt qu'il ne faut pas perdre de vue, parce qu'il est primordial : c'est l'intérêt du consommateur et surtout du petit consommateur. »

M. Léon Say prend ensuite la parole : « Vos théories (protectionnistes) ne tiennent pas debout et ne résistent pas à la critique qu'elles appellent ; ce sont des théories que vous avez imaginées de toutes pièces et qui ne reposent sur aucun fait sérieux. Elles n'ont réussi à vous faire obtenir ni l'égalité dans la protection, ni la compensation possible de prix de revient que vous ne pouvez pas connaître.

«...Messieurs, gardez-vous de le voter (le tarif douanier) ! En le faisant vous porteriez atteinte au gouvernement de la République, que vous avez si bien défendu à d'autres époques, que vous voulez défendre encore aujourd'hui, et que vous iriez sacrifier à vos passions protectionnistes. Est-ce que vous croyez pouvoir enfermer la France dans ses limites, trop étroites, hélas ! Croyez-vous donc pouvoir faire de la France une puissance de troisième ordre ? Croyez-vous que ce génie, ce génie fait d'expansion, qui lui a valu la conquête du monde, puisse résister à un régime de compression ?

« Ne savez-vous pas que la mission de la France est de se répandre sur le monde ? Et vous voulez lui couper les ailes ? Vous voulez vous réduire à n'être plus la grande nation ? Aux luttes héroïques des armes,

succèdent aujourd'hui les luttes pacifiques, et vous refusez un combat où, comme dans les autres, vous pouvez prétendre à la gloire de vaincre ? Vous ne le ferez pas ? Ne trouveriez-vous pas que le plus grand des désastres qui pût nous atteindre serait un amoindrissement de la France et que le pire des malheurs pour vous, pour votre nom, serait d'avoir été responsable dans une mesure quelconque de la diminution de ce grand nom de la France ? »

M. Raynal, après avoir montré que le traité de 1860 était la résultante des efforts incessants qui ont été faits pour détruire le régime prohibitif, s'efforce de prouver que de 1881 à 1889 la France s'est enrichie, que rien, par conséquent, ne justifie l'abandon du régime actuel.

La cause de la protection trouva, par contre, d'éloquents défenseurs en MM. Viger, Turrel, P. Deschanel, Méline, Jamais.

La thèse de M. Viger, soutenue avec beaucoup de modération, est qu'aucune industrie ne peut se passer de protection. « Le suffrage universel, dit-il, s'est prononcé en 1839 : il vous a dit qu'il fallait protéger le travail national.

« ... Je suis persuadé que notre tarif minimum sera accepté. Je suis le premier à trouver quelques taxes trop élevées, mais, au cours de la discussion, nous nous efforcerons d'arriver à un accord avec le gouvernement sur les points qui nous divisent. Quant à l'œuvre

en elle-même, je ne doute pas qu'elle n'ait dans ses grandes lignes votre approbation, car c'est une œuvre raisonnée et raisonnable. »

Puis M. Adolphe Turrel, au cours d'un long discours, voulant résumer d'un mot le débat porté à la tribune, affirma que toute la question se posait ainsi : « Jusqu'où va le libre-échange du protectionnisme ? Jusqu'où va le protectionnisme du libre-échange ? » Et il termina en citant Proudhon : « Le libre commerce c'est-à-dire le libre monopole, est la sainte alliance des grands feudataires du capital et de l'industrie, le mortier monstre qui doit achever sur chaque point du globe l'œuvre commencée par la division du travail, les machines, la concurrence, le monopole et la police, écraser la petite industrie et soumettre définitivement le prolétariat. »

Pour M. Paul Deschanel, « la durée trop longue des traités, les effets pernicioeux de la clause de la nation la plus favorisée et de l'article 11 du traité de Francfort, tels sont les vices principaux du système actuel. Voilà pourquoi la France l'a condamné, voilà pourquoi nous n'en voulons plus.

« ... Ce n'est pas la France, ajoute-t-il, qui a pris l'initiative de la politique protectionniste en Europe, c'est l'Allemagne en 1879, puis l'Autriche-Hongrie en 1882, puis l'Italie en 1887. Ce n'est pas nous ! Et si, aujourd'hui, nous sommes obligés de défendre à notre tour dans une certaine mesure nos industries, pourquoi donc, sinon parce que le monde du travail

ploie sous le faix des armements et des dépenses militaires ? Est-ce nous qui portons la responsabilité de cette politique ? Non, ce n'est pas la France, ce n'est pas elle, — j'en atteste l'histoire ! — qui a ressuscité dans l'Europe contemporaine cette politique de défiance, de haine et de conquête !

« Non, la politique économique ne domine pas la politique générale ; mais si elle ne la domine pas, elle peut et doit le servir ; elle peut et elle doit en être l'auxiliaire. C'est ainsi que nous avons vu tous les grands peuples du monde mettre leur politique économique au service de leurs grands desseins politiques. »

Enfin M. Méline, président et rapporteur général de la Commission des Douanes, prit la parole. La question se résume, selon lui, dans le fait de savoir quel est le régime économique, quels sont les tarifs qui conviennent le mieux à la France. Les tarifs de 1860 ont été mal faits et sont plus favorables à l'Angleterre qu'à la France. D'un autre côté, une évolution économique s'est produite dans différents pays.

« La protection douanière, dit-il, a pour but et pour résultat d'abaisser constamment la valeur des produits agricoles, bien loin de produire le renchérissement de ces produits. Elle amène la production intérieure à se développer de façon à donner satisfaction à la fois au producteur et au consommateur.

« Le pays suit nos débats avec une profonde

anxiété, sentant bien que son avenir tout entier est en jeu et que vous allez le fixer pour longtemps. »

Comme il était aisé de le prévoir, la cause de la protection l'emporta.

La discussion des 654 articles du tarif nouveau, commencée le 19 juin, donna lieu à des débats intéressants. Pour la taxation du bétail au poids, les protectionnistes s'appuyèrent sur une citation d'Horace Say : « La taxe à la tête pour le bétail est une profonde injustice, car ne tenant aucun compte du poids de l'animal, il en résulte que le droit représente tantôt 20, tantôt 30 ou 40 o/o de la valeur de la viande. »

Pour les vins, la taxation au degré fut admise.

Le droit sur le pain entraîna un assez long débat. Il fut soutenu par M. Basly, député du Nord : « Je ne parle pas des boulangers, dit-il, je ferai observer seulement que nous, ouvriers, qui avons formé des sociétés coopératives dans les pays frontières, nous sommes obligés d'exporter notre outillage en Belgique pour y cuire du pain et de le faire ensuite pénétrer en France. Ce transport de l'outillage et la main-d'œuvre sont onéreux..., tandis que, si l'on établissait sur le pain un droit concordant avec le droit sur les grains et les farines, nous pourrions, dans notre pays, cuire du pain, qui nous reviendrait aussi bon marché que celui qui nous vient de l'étranger. On affole à tort la population ouvrière en criant au pain cher. »

Les droits sur les céréales (5 fr. pour le blé), sur

les bestiaux, sur tous les produits agricoles furent adoptés.

Sur la demande de l'opposition, l'exemption des droits fut accordée aux peaux, aux laines, aux soies brutes, aux graines oléagineuses.

Les augmentations de droits en tarif minimum demandées par la commission et le gouvernement sur les fils de coton furent repoussées.

Le projet fut voté le 18 juillet par la Chambre des députés.

Au Sénat, où une commission (1) fut nommée pour l'examiner, la tendance protectionniste s'accrut encore.

La commission sénatoriale conclut, en effet, à un relèvement de certaines taxes adoptées par la Chambre et à l'application de droits à des matières premières.

Le rapport général, présenté par M. Dauphin, fut divisé en trois parties ; la législation douanière actuelle et son influence sur la situation économique de la France faisait l'objet de la première partie.

« La France, dit le rapporteur, créancière de l'étranger en 1859, débitrice en 1890, avec un écart de plus d'un milliard entre les deux époques, s'est

1. MM. Jules Ferry, président ; Challemel-Lacour, A. Cocher, vice-présidents ; Loubet, Sébline, Buffet, Tirard, Raymond Isaac, Paul Decauville, Hugot, Cordier, Vinet, Dyetz-Monin, Brossard, Chantemille, Garrison, Franck-Chauveau, Fresneau, Poirrier, Millaud, Claeys, de la Monneraye, Trarieux, Gouin, Guyot, Lavalline, Huguet, de Carné, Griffe, de Lareinty, Gally, Malézieux, Tolain, Wallon, Lesueur, Dauphin.

appauvrie d'autant sous le régime de 1860 et de 1881.

« ... Sans attacher à la balance du commerce une signification générale, et en l'envisageant seulement au point de vue du trafic des marchandises, il est certain que la France a perdu depuis trente ans des sommes considérables en achetant plus qu'elle n'a vendu.

« Si on examine le mouvement des importations prises en elles-mêmes, les chiffres constatés ont prouvé que la diminution des premières a toujours coïncidé avec des modifications dans le sens protectionniste. Les exportations, au contraire, n'ont augmenté que dans une faible mesure depuis trente années. Le but que la législation de 1860 prétendait se proposer n'a donc pas été atteint.

«... Plus les peuples étrangers ferment leurs portes et veulent forcer celles des autres pays, plus il faut assurer notre défense chez nous, par des droits protecteurs pour l'agriculture et les fabrications. »

Dans la seconde partie, le rapport étudie le nouveau système proposé : suppression des traités de commerce, établissement de deux tarifs.

« La coexistence des deux tarifs implique la prévision et le désir de conventions douanières. Elle les provoque, elle présente aux nations étrangères le tableau des concessions qui peuvent leur être accor-

dées, elle les invite à nous en proposer de leur côté. »

Enfin, dans la troisième partie, le rapporteur examine et apprécie les principales dispositions des tarifs votés par la Chambre.

« Votre commission des douanes ne vous présente pas la nouvelle législation comme un moyen de salut contre une ruine prochaine. Mais, au moment où l'échéance des traités de commerce rend une révision générale des tarifs nécessaire, le législateur doit reconnaître qu'il y avait des ombres au tableau et chercher, par de meilleures mesures, à augmenter encore la fortune publique. »

Dans la discussion générale, prirent successivement la parole, avec non moins de talent, les défenseurs du libre-échange, MM. Challemel-Lacour, Jules Simon, Poirier, Tirard, etc..., et leurs adversaires, MM. Dauphin, Jules Ferry, Fresnau.

« Messieurs, dit M. Challemel-Lacour, si quelque jour le régime douanier qu'on nous propose d'établir, au lieu de donner les résultats qu'on veut nous faire espérer et qui doivent servir de compensation à ces énormes charges, donnait des résultats opposés ? S'il produisait la cherté de tout, sans produire en même temps l'abondance du travail et l'élévation des salaires ? S'il frappait de langueur les affaires au lieu de développer l'activité ? Si par la suppression, ou du moins par la réduction du commerce extérieur, il

engendrait le vide dans nos ateliers, la désertion et le silence de vos ports, le malaise, le chômage ? Si, finalement, tout le monde en souffrait, n'allez pas croire, non, non, ne croyez pas qu'il vous suffirait de dire que nous n'avons fait que suivre l'impulsion de l'opinion publique ; que nous avons obéi, en bons républicains, à la voix du suffrage universel, pour vous décharger à ses yeux de la responsabilité d'une si grande déception. Cette responsabilité, elle pèserait tout entière sur nous, elle pèserait sur le législateur sans prévoyance et sans courage, qui n'aurait pas su résister à un entraînement momentané ; elle pèserait sur la République elle-même. »

Et M. Jules Simon : « Est-ce que vous voulez revenir au système ancien et dire aux industriels : ne vous donnez pas de peine, ne cherchez pas de nouvelles machines, de nouveaux procédés, l'Etat veille pour vous, et, au moyen de droits protecteurs qu'il augmentera à mesure que les besoins se manifesteront, vous aurez toute la sécurité qu'il faut et vous conserverez vos bénéfices !

« Je dis que si vous faites cette substitution, vous altérerez le caractère national et vous empêcherez l'élan nouveau de la France qui était en train de redevenir un peuple d'initiateurs. »

Par contre, M. Jules Ferry de répondre : « Protégeons-nous, non pas pour y entretenir des industries mort-nées, condamnées à périr, ou y installer des industries nouvelles ; non, mais pour maintenir

intact notre patrimoine industriel, défendre les positions qui nous appartiennent présentement... Soyons forts ; pour être forts, soyons producteurs. Soyons riches en agriculture, soyons riches en industrie. Messieurs, on n'est jamais isolé politiquement dans le monde quand on est fort ; on n'est jamais isolé économiquement quand on est riche. »

La discussion au Sénat dura jusqu'au 17 décembre : elle aboutit à la réduction de certains droits et à l'augmentation d'autres.

Le projet revint ensuite à la Chambre des députés, où l'accord se fit.

La nouvelle loi fut votée le 11 janvier 1892 (1) pour recevoir son application à dater du 1^{er} février suivant.

L'article premier promulgait les tarifs.

L'article 2 et les suivants concernaient les colonies. Celles-ci furent divisées en deux groupes : le premier comprenant les anciennes colonies et l'Indo-Chine(2), le second les territoires d'Afrique sauf le Gabon, Taïti, Obock, les établissements français de l'Inde. Pour le premier groupe, le tarif métropolitain devenait inapplicable aux produits étrangers, les produits de France jouissant de la franchise. Certains avantages étaient concédés aux produits coloniaux, tels que la détaxe de 50 o/o sur un grand nombre de denrées et l'exemption, à l'entrée en France, pour les autres.

1. *Bulletin des lois*, n° 1453. Cf. annexe 1.

2. Depuis 1887 une loi avait réservé le marché de l'Indo-Chine aux produits français.

Les colonies du deuxième groupe ne bénéficiaient pas, de plein droit, de la détaxe, ni de l'exemption, mais le gouvernement pouvait, sous certaines réserves, les accorder pour quelques produits.

« En 1865 l'étranger expédiait aux colonies pour 25 millions de produits, avait dit au Sénat M. Etienne, sous-secrétaire d'Etat ; en 1880, sous le régime du sénatus-consulte de 1868, il en expédiait pour 55 millions... L'émotion qui s'est emparée du monde commercial et industriel en France, était née de ce fait brutal. Aussi quand on a vu que nos colonies avaient une tendance marquée à ne s'approvisionner qu'à l'étranger, on s'est demandé s'il ne fallait pas en finir avec un régime qui entraînait des conséquences aussi désastreuses pour la métropole. Il est bon, il est juste que notre domaine colonial soit réservé à la production française. S'il ne devait pas en être ainsi, si nous n'avions des colonies que pour y exporter, chaque année, des millions et des soldats, la cause coloniale serait rapidement compromise. »

L'article 7 maintenait les dispositions de l'article 10 de la loi du 29 décembre 1884, relatives à l'Algérie.

L'article 8 autorisait le gouvernement à appliquer des surtaxes ou la prohibition aux marchandises des pays qui useraient de ce système à l'égard de la France.

L'article 9 réglait les conditions d'expertises.

L'article 10 supprimait le régime de l'admission

temporaire pour les fils de coton et déterminait les règles du remboursement forfaitaire des droits sur ces fils, règles qu'a complétées un règlement d'administration publique du 28 mai 1892.

L'article 11 abrogeait l'article 2 de la loi du 8 juillet 1890, portant exemption des maïs, riz et blés durs employés à la fabrication de l'amidon sec en aiguilles et en marrons.

L'article 12 taxait d'un droit de fabrication de 1 fr. par hectolitre le vin de raisins secs.

L'article 13 décidait que le bénéfice de l'admission temporaire ne pourrait être accordé qu'en vertu d'une disposition législative, après avis du comité consultatif des arts et manufactures. Il énumérait la liste des produits devant bénéficier du régime de l'admission temporaire et réservait au gouvernement le droit de l'accorder dans des cas particuliers, par exemple pour des réparations, des emballages, etc.

Quant à l'article 14, chaque fois que, par application de l'article 1^{er} de la loi du 29 mars 1887, ou par application d'une loi spéciale, disait-il, le droit sur le blé sera réduit, les droits sur la farine et sur le pain subiront la réduction proportionnelle.

Enfin l'article 15 prohibait les produits étrangers ayant une fausse marque de fabrique.

« Les avantages de cette disposition, avait dit le ministre du Commerce, sont très sérieux pour notre industrie et pour notre commerce, qui sont à chaque

instant l'objet de contrefaçons véritablement scandaleuses. »

A la loi du 11 janvier 1892, il faut ajouter une autre loi du 13 janvier accordant des primes à la sériciculture et à la culture du lin et du chanvre.

En résumé, le mouvement protectionniste de 1892 fut avant tout un mouvement agrarien : on a pu remarquer ainsi qu'il ne porta qu'au tarif maximum les droits sur les céréales et les bestiaux.

Cependant l'industrie fut également protégée et ses tarifs furent élevés à 15, 20 et 25 0/0.

Le nouveau tarif français, malgré son caractère nettement protecteur n'est pas, relativement aux régimes antérieurs, excessivement restrictif. Il consacre même une conquête au point de vue de la liberté commerciale, en confirmant l'exemption des matières premières, et porte seulement sur les produits ouvrés ou demi-ouvrés.

CHAPITRE II

Atteintes successives portées à la loi du 11 janvier 1892

Instabilité des tarifs de 1892. — Loi du 27 février 1894 (blés). — Loi du 13 décembre 1897, dite du *cadenas*. — Loi du 4 février 1899 (vins). — Loi du 28 février 1899 (tissus de soie pure) et loi du 11 juin 1909 (encouragements à la sériciculture). — Lois des 24 février et 18 juillet 1900 (denrées coloniales). — Loi du 4 février 1902 (admission temporaire). — Lois des 5 avril 1898, 9 avril 1898, 31 juillet 1903 (droits sur les chevaux, bestiaux, etc.). — Lois des 7 avril 1897 et 28 janvier 1903 ; conventions des 5 mars 1902 et 19 décembre 1907 (sucres). — Modifications diverses apportées au régime de 1892.

M. Charles Augier, dans son étude sur les tarifs des douanes de la France et de l'étranger, cite les paroles prononcées en janvier 1903 par un président de la Chambre de commerce de Paris :

« Un jour, ou plutôt un soir, dans un banquet, je disais que la caractéristique de notre régime douanier — celui de 1892 — était son instabilité. Et le lendemain, un de ses défenseurs de me répondre que vingt-six lois seulement, pendant un espace de dix ans, avaient apporté des modifications à nos taxes douanières. Vingt-six lois, c'est déjà un chiffre respectable, alors surtout que la mise en vigueur de certaines d'entre

elles a supprimé des industries importantes. Mais, mon contradicteur oubliait d'ajouter à ce chiffre les cent quarante propositions de lois repoussées par le Parlement, propositions qui n'ont pas été, on le comprend sans peine, sans jeter le trouble dans les industries intéressées durant le temps où elles sont restées à l'ordre du jour du Parlement. »

Cette instabilité des tarifs de 1892, qui sont encore la base de notre régime douanier actuel, tient à la faculté qu'a le Parlement de remanier librement les tarifs selon les circonstances.

Loi du 27 février 1894. — Ce fut la première modification : elle fut votée sur la demande du gouvernement et porta le droit du blé de 5 francs (la loi de 1889 avait conservé le droit établi par la loi de 1887) à 7 francs les 100 kilos au tarif général. C'est que, dit l'exposé des motifs du projet « le prix du blé s'est abaissé dans des proportions inconnues jusqu'à ce jour, la situation s'aggrave et il est à craindre que les agriculteurs n'abandonnent une culture qui n'est plus rémunératrice. En vous présentant ce projet, le gouvernement répond au désir exprimé sur tous les points du territoire par les associations agricoles et les conseils généraux, ainsi qu'au mouvement d'opinion manifesté par tous les agriculteurs ».

Loi du 13 décembre 1897. — En ce qui concerne les céréales et leurs dérivés, les vins, les bestiaux ou

viandes fraîches de boucherie, cette loi dite du *cadena* a investi le gouvernement du droit d'élever immédiatement par voie de décret, avant même l'adoption définitive de la loi en préparation par les Chambres, un droit de douanes.

« Tout projet de loi présenté par le gouvernement, dit l'article 1^{er}, et tendant au relèvement des droits de douane sur..., sera suivi d'un décret dont une disposition spéciale ordonnera l'exécution immédiate. Le gouvernement prendra les mesures nécessaires pour que ce décret, dès le lendemain de la présentation du projet de loi, soit inséré au *Journal officiel* et affiché avant l'ouverture des bureaux de la douane. Aussitôt après la publication et l'affichage ci-dessus prescrits, les nouveaux droits seront applicables à titre provisoire. »

Cette loi établit un *cadenas*, en ce sens qu'elle a pour but d'arrêter la spéculation. En effet, quand un relèvement de droits est prévu, la spéculation devient très active, il s'opère une accumulation du stock qui infirme par avance, dans ses premiers résultats, la surélévation que l'on établira par la suite.

Aussi, dans la plupart des pays, en Italie, où la loi en question a été appelé « le *cadenas* », en Suisse, en Belgique, en Suède et jusqu'en Angleterre où le chancelier de l'Echiquier jouit d'une prérogative analogue, cette mesure est admise.

« Cette loi, avait dit M. Renault-Morlière dans son

rapport à la Chambre des députés, porte un nom malheureux qui lui donne une apparence mystérieuse et menaçante et dont on se sert comme d'un épouvantail pour inquiéter l'opinion publique, elle s'appelle : loi du *cadenas*... Si l'on va au fond des choses, il s'agit d'une réforme très simple destinée à défendre nos cultivateurs contre certaines spéculations internationales qui paralysent l'effet salulaire des droits de douane établis en faveur de l'agriculture. »

Dans le cours de l'année 1897 et surtout en 1898, une surélévation très brusque et très considérable du blé s'est produite. Le prix s'est élevé du simple au double, il est passé de 16 francs à 32 francs ; le gouvernement a dû prendre alors l'initiative que lui permettait la loi du *cadenas* de suspendre l'application des droits de douane. Les blés ont pu entrer en franchise jusque vers la fin de 1898.

Loi du 4 février 1899. — Cette loi s'est occupée de la protection de la viticulture contre les vins de raisins secs. Ces derniers en effet seront soumis par chaque degré et par hectolitre à un droit égal à la taxe de consommation de l'alcool, sans qu'en aucun cas le droit puisse être inférieur à 30 francs par hectolitre de liquide au tarif maximum et 15 francs au tarif minimum.

En outre, à la taxe de 1 fr. 20 en tarif général et 0 fr. 70 en tarif minimum par degré, jusqu'à 11 degrés, la nouvelle loi a substitué le droit de 25 francs et

12 francs par hectolitre pour les vins de moins de 12 degrés. Pour les vins de 12°1 et au-dessus, le droit reste le même pour les 12 premiers degrés, mais il est augmenté par chaque degré ou fraction de degré en sus, d'une taxe de douane égale au montant du droit de consommation sur l'alcool. Et cela pour empêcher que les vins importés soient très alcoolisés ou même soumis à l'opération du vinage.

L'article 2 stipulait que les vins étrangers ne portant pas sur les récipients une marque indélébile, indicatrice du pays, étaient prohibés à l'entrée, exclus de l'entrepôt, du transit et de la circulation.

Quant aux vins étrangers entrant en franchise, ils ne pourront être en France coupés ou mélangés, ni faire l'objet d'aucune manipulation.

Depuis 1899 sont intervenues deux lois : la première, du 29 décembre 1900, portant la taxe intérieure de l'alcool de 156 fr. 25 à 200 francs par hectolitre ; la seconde, du 18 juillet 1906, élevant le tarif général des vins de 25 à 35 francs.

Lois des 28 février 1899 et 11 juin 1909. — Lorsqu'on parla d'une convention de commerce avec le Japon, par laquelle la France lui accorderait le bénéfice de son tarif minimum, de violentes protestations s'élevèrent parmi les producteurs de soie.

On dut alors stipuler dans cette convention (les anciens tarifs restaient en vigueur pour les nations européennes et l'Italie bénéficiait de l'ancien droit du

tarif général, soit 6 francs) que les tissus de soie pure venant d'Extrême-Orient resteraient en dehors.

Le droit sur ces derniers tissus fut porté à 15 francs le kilogramme au tarif maximum et à 9 francs au tarif minimum (n° 459 § 1^{er}).

Dernièrement, le 11 juin 1909, une loi est intervenue accordant des encouragements spéciaux à la sériciculture et à la filature de la soie.

Les primes à la sériciculture ont été instituées par la loi du 13 janvier 1892 ; « à partir de l'exercice 1892, dit l'article unique, et pendant une période de six années, il sera alloué aux éducateurs ou cultivateurs de vers à soie une prime de 0 fr. 50 par kilogramme de cocons, et aux filateurs une prime à la bassine proportionnée au travail annuel, laquelle sera ainsi graduée : 100 francs par bassine à deux bouts, 400 francs par bassine à plus de deux bouts, et, pour les filatures de cocons doubles, 200 francs par bassine même à un bout. »

Elles eurent l'heureux résultat de donner un nouvel essor à la filature française, dont le nombre de bassines passa de 10.000 à 14.000, et furent renouvelées, pour dix ans, par la loi du 2 avril 1898. Ce nouveau régime, s'il modifiait le taux des primes, en inaugurant pour la filature un mode de répartition, n'en fut pas moins la consécration nouvelle du système inauguré en 1892, ayant le double avantage, d'une part, d'assurer à l'industrie séricicole une protection plus efficace que celle à espérer des droits de

douane, d'autre part, de conserver à l'industrie du tissage de la soie la franchise de sa matière première, franchise qu'elle revendique unanimement et à laquelle elle attache une importance capitale. Ce renouvellement expirait le 31 mai 1908.

En 1908 les Chambres en ont prorogé la durée jusqu'au 31 mai 1909, le gouvernement ayant estimé que ce délai lui était nécessaire pour poursuivre et achever les études et enquêtes entreprises en vue de l'élaboration du nouveau projet de loi.

Des dépositions recueillies, il résulte que les arguments invoqués en 1898 pour le maintien du régime des primes à la sériciculture et à la filature de la soie, ont conservé toute leur valeur.

« La prime à la sériciculture et la prime à la filature de la soie, écrit M. le sénateur Fougère, sont destinées à remplacer les droits compensateurs qui priveraient la fabrique de soieries françaises de la franchise de sa matière première. La prime n'est donc que l'équivalent du droit qu'elle remplace. Elle est destinée à donner à la production du cocon et de la soie grège la protection que tous les autres producteurs français reçoivent du tarif douanier. Son renouvellement s'impose donc au vote du Parlement, au nom de l'égalité des droits de tous les producteurs. »

M. Paul Bourély, chargé du rapport à la Chambre des députés, le terminait en ces termes : « cette loi, dans le texte que nous vous proposons, apportera à

deux branches très importantes de notre production et de notre industrie nationales la juste compensation des droits protecteurs que l'intérêt général de la soierie française n'a pas permis de leur accorder ; elle assurera, nous en sommes convaincus, le maintien, le développement de la sériciculture française, plus que jamais indispensable à la vie de cette grande région du Midi, si cruellement éprouvée par tant de fléaux et ravagée, à cette heure, par la crise viticole ; elle ouvrira une ère nouvelle de perfectionnement et de progrès à cette glorieuse industrie de la soie française qui, si elle a traversé bien des heures sombres et difficiles, rayonne encore sur le monde entier. »

Le gouvernement demandait que la prime fût de 0 fr. 60 et la commission, de 0 fr. 70. Cette dernière proposition fut soutenue par MM. de Ramel, Compère Morel, François Fournier, Devèze, etc...

« Nos vallons cévenols reverront-ils jamais les beaux jours d'autrefois avec la culture de l'arbre d'or ? La culture séricicole, comme je l'ai dit, est une culture moyenne, ce n'est pas une culture faite par les gros propriétaires. Le plus souvent, c'est en se procurant de la feuille de mûrier chez un propriétaire, que quelques fermiers, quelques métayers, toute une famille, arrivent à mener à bien une récolte de cocons. Parce que ce ne sont point des propriétaires aisés, faut-il les abandonner à leur malheureux sort ?

Nous devons au contraire les aider à refaire les plantations de mûrier. Il y a un bon renom à conserver avec les marques de toutes les régions que nous représentons ».

Après accord, ce fut le chiffre de 0 fr. 60 qui passa dans la loi.

L'article 4 décide qu'à partir du 1^{er} juin 1909 jusqu'au 31 mai 1929, il sera alloué aux filateurs de soie, proportionnellement au travail annuel de la bassine, une prime de 400 francs par bassine filant à plus de trois bouts, et une prime de 200 francs par bassine, même à un bout, pour filatures de cocons doubles.

Pour les bassines filant des cocons étrangers, l'article 5 a réduit la prime à 340 francs et 170 francs, avec un maximum inférieur de 1 franc au maximum établi par ledit article par kilogramme de soie filée.

Lois des 24 février et 18 juillet 1900 (denrées coloniales). — Sur la menace du Brésil d'élever les droits frappant les produits français, la loi du 24 février 1900 a institué pour le sucre et ses dérivés un double tarif, le tarif minimum égal aux taxes inscrites au tarif général de 1892, le tarif maximum représentant le double.

Puis une loi du 18 juillet 1900 a abaissé le droit sur le café à 136 francs les 100 kilos, au tarif minimum.

Loi du 4 février 1902 (admission temporaire). — Le régime de l'admission temporaire avait été orga-

nisé par les lois des 5 juillet 1836 et 11 janvier 1892 : les blés étaient provisoirement admis en franchise et ne payaient les droits que s'ils n'étaient pas réexportés après un certain délai. Ce régime, s'il donnait pleine satisfaction aux meuniers, était très préjudiciable à l'agriculture, car bien souvent le blé pouvait pénétrer et demeurer sur le marché français sans avoir, au préalable, acquitté les droits de douane. Ce résultat était favorisé notamment par une fraude très usitée et connue sous le nom de « trafic des acquits à caution ».

Les agriculteurs ne cessaient de se plaindre de ce régime. La loi de 1902 fut la réponse à leurs doléances.

« Le montant des droits de douane des blés étrangers présentés à l'admission temporaire, dit l'article 1, devra être consigné au moment de l'importation. »

L'article 2 ajoute que le délai de réexportation est de deux mois en général, quatre mois dans certains cas particuliers.

C'était la suppression du régime de l'admission temporaire, relativement aux blés, et son remplacement par le régime du drawback.

Lois des 5 avril 1898, 9 avril 1898 et 31 juillet 1903 (droits sur les chevaux, bestiaux, etc.). — La loi du 5 avril 1898 relève les droits sur les porcs, la viande fraîche de porc, sans établir de tarif minimum, et sur la charcuterie (le droit passant de 25 à 100 fr. et 50 francs) et le saindoux, avec tarif minimum.

Il est à remarquer que l'article 4 de cette loi introduit une disposition nouvelle autorisant le gouvernement à accorder par décret le bénéfice des taxes réduites, pour la charcuterie et le saindoux, aux pays dont les produits ne jouissent pas, à l'entrée en France, du traitement de la nation la plus favorisée. Un décret du 20 mai a ainsi concédé, pour ces deux produits, aux Etats-Unis d'Amérique et à l'Italie notre tarif minimum,

La loi du 9 avril 1898 a modifié notablement le régime antérieur, d'abord en ce sens qu'il n'existait pas auparavant, pour les articles qu'elle vise, de tarif minimum.

	Ancien droit	Nouveau droit	
		Tarif maximum	Tarif minimum
Chevaux et juments de 5 ans et au-dessus.....	30 fr.	200 fr.	150 fr.
Chevaux et juments au-des- sous de 5 ans.....	30 fr.	150 fr.	100 fr.
Poulains.....	20 fr.	75 fr.	50 fr.
Mules et mulets.....	5 fr.	50 fr.	30 fr.

Enfin une loi du 31 juillet 1903, en généralisant cette inscription aux deux tarifs, a élevé les droits sur les bestiaux, les viandes fraîches et les viandes salées et les a même doublés, pour la plupart des articles.

« Au point de vue de l'élevage, avait dit le rapporteur à la Chambre des députés, M. Debussy,

quelle est la situation actuelle de la France ? C'est la prohibition complète de l'importation et de l'exportation du bétail vivant. Par mesure sanitaire vous avez fermé vos frontières à toutes les puissances qui nous entourent. Par mesure sanitaire, les puissances qui nous entourent ont fermé leurs frontières à l'importation de notre bétail. Et bien, si vous ouvrez une porte dans cette frontière (car il résulte bien des explications qui nous ont été données ici qu'il ne s'agit d'ouvrir la frontière française que sur un point, alors que l'exportation restera interdite sur tous les autres) (1), qu'en résultera-t-il ? C'est qu'une importation de bétail étranger viendra s'ajouter à la production française qui est déjà plus que suffisante pour la consommation. »

Lois des 7 avril 1897 et 28 janvier 1903 ; convention du 5 mars 1902 (sucres). — La loi du 7 avril 1897 eut pour but de protéger le marché intérieur contre l'importation des sucres étrangers et de favoriser l'exportation des sucres indigènes : elle éleva le droit de douane sur tous les sucres importés des pays étrangers, alloua des détaxes de distance à ceux importés des colonies françaises et à ceux de la métropole dirigés des fabriques et des entrepôts des contributions indirectes sur les raffineries des ports, et accorda des primes aux exportateurs.

1. Le gouvernement voulait rapporter, en partie, l'arrêté du 12 avril 1892 prohibant l'importation du bétail italien.

L'Allemagne et l'Autriche nous avaient précédés dans cette voie ; elles avaient en effet renoncé au septième des primes indirectes en accordant, par contre, des primes d'exportation. A l'abri des droits de douane très élevés, les fabricants et les raffineurs constituèrent alors des ententes ou cartels, surélevèrent les prix de vente à l'intérieur et avec les bénéfices réalisés, ils offrirent à l'étranger une partie de leurs sucres au-dessous du prix de revient.

Avec ce système on avantageait les pays non producteurs de sucre au détriment des nations sucrières, le sucre coûtant, par exemple, trois fois moins cher à Londres qu'à Paris.

Les abus d'une telle politique douanière devaient entraîner sa ruine et les pays intéressés eurent l'idée d'une entente pour soumettre l'exportation des sucres à un régime rationnel.

La Convention de Bruxelles du 5 mars 1902 à laquelle étaient représentés la France, l'Autriche-Hongrie, l'Allemagne, l'Espagne, la Grande-Bretagne, la Belgique, l'Italie, les Pays-Bas et la Suède, en fut le résultat. Elle édicte la suppression de toute prime directe ou indirecte à l'exportation des sucres, la limitation, à 6 francs par 100 kilos pour le sucre raffiné et à 5 fr. 50 pour le sucre brut, de toute surtaxe douanière, l'engagement de frapper d'un droit compensateur ou de prohibition absolue les sucres des pays qui accorderaient des primes.

Ces dispositions sont passées dans la législation française par la loi du 28 janvier 1903 qui réduit le droit sur le sucre de 60 francs à 25 francs les 100 kilos.

Telles sont les principales modifications apportées au tarif des droits de 1892. Il y en eut d'autres moins importantes concernant : les raisins, la vannerie, les mélasses, le sagon, le salep, les féculs exotiques, l'amidon, le beurre, la margarine, la dextrine et ses dérivés, l'acide borique, la mistelle, les cigares et les cigarettes importés pour le compte de particuliers, les pierres du Levant, le poivre, le citrate de chaux, l'horlogerie, la caséine, tout récemment le manioc, etc.

La surtaxe d'origine a été étendue aux oranges et aux figes sèches.

En définitive, dans les dix-sept dernières années, les relèvements des droits du double tarif se chiffrent par une vingtaine tout au plus. En face de ces relèvements, il y a à tenir compte des dégrèvements de 1900 pour les cafés et des modifications apportées dans le sens de la modération des droits à l'occasion des nouvelles conventions douanières passées par la France en 1905 et 1906. Et le seul reproche qu'on puisse faire à ces modifications des tarifs de 1892, c'est d'avoir eu parfois un caractère de circonstance et de ne pas avoir assez procédé d'un esprit de méthode ni d'une règle déterminée.

CHAPITRE III

Résultats économiques du régime douanier de 1892 (1)

Considérations générales (régime protectionniste, commerce extérieur). — Production agricole (blé, sucre, vin). — Production industrielle (industries extractives et sidérurgiques). — Voies commerciales (chemins de fer, canaux, marine marchande). — Crédit, valeurs mobilières et épargne nationale. — Conclusion.

I

Les partisans de la protection douanière, alléguant que la France d'aujourd'hui n'est plus, au point de vue économique, dans la situation de la France de 1860, ont réalisé la réforme de 1892. Cette réforme, font-ils observer, ne constitue pas la suppression de toute concurrence sur le marché des produits ; c'est, au contraire, l'organisation rationnelle de la concurrence à l'intérieur, pour le plus grand profit, non seulement des producteurs, mais des consommateurs eux-mêmes. Et si on leur oppose que, sous le régime nouveau les prix se sont élevés, ils répondent que

1. Nous nous sommes inspiré fréquemment, dans cette partie de notre étude, du livre très documenté de M. Edmond Théry : *Les progrès économiques de la France*, auquel nous avons emprunté la plupart de nos statistiques, et du cours d'économie politique professé par M. Perreau à la Faculté de droit de Paris.

c'est là un fait général, qui n'a qu'un rapport fort éloigné avec la protection douanière, les savants travaux de M. Sauerbeck établissant que le coût de l'existence a, dans le cours de la dernière période trentenaire, haussé sensiblement dans tous les pays.

Entre 1891 et 1907 les prix moyens annuels se sont élevés, en Angleterre, pays de libre-échange, de près de 9 o/o pour les viandes, de 41 o/o pour les matières premières minérales, de 30 o/o pour les matières premières textiles et de 13 o/o pour les matières premières diverses.

Pour la France, sur le marché de la Villette, entre 1891 et 1907, le prix de gros de la viande de porc a haussé d'environ 16 o/o ; les œufs, de 0 fr. 534 la douzaine entre 1891 et 1907 sont montés à 0 fr. 72 et 0 fr. 82, etc.

Ce renchérissement tient principalement à l'amélioration de l'alimentation et des conditions générales de la vie privée, à la hausse des salaires et des objets de luxe, à l'accroissement énorme de la demande. Il prouve que le régime de 1892, en protégeant rationnellement le travail national, a stimulé son énergie et augmenté sa puissance de production et ses sources de revenus.

Dans les dernières années du xix^e siècle et dans les premières années du xx^e, le commerce extérieur de la France s'est développé sensiblement, comme le montre le tableau ci-contre :

Accroissement du Commerce extérieur de la France
(millions de francs)

Années	Commerce international			Commerce spécial (1)		
	Import.	Export.	Totaux	Import.	Export.	Totaux
1887 à 1896.	5.157	4.510	9.667	4.106	3.407	7.513
1900 ...	5.989	5.522	11.511	4.698	4.109	8.807
1901				4.369	4.013	8.322
1902				4.394	4.252	8.646
1903				4.801	4.252	9.053
1904				4.502	4.451	8.953
1905				4.779	4.867	8 953
1906				5.627	5.267	10.893
1907				6.223	5.596	11.819
1908				5.640	5.050	10.690
1909				5.972	5.511	11.483

Le commerce extérieur de la France s'est donc promptement développé, depuis la mise en pratique du nouveau régime douanier. Cet accroissement a été, au début, plus rapide pour les importations que pour les exportations ; depuis quinze ans toutefois l'écart entre les deux chiffres tend à diminuer.

Si nous divisons en périodes de sept ans l'espace compris entre 1884 et 1908, la comparaison des chiffres afférents aux deux périodes extrêmes conduit aux constatations suivantes :

1. Le commerce spécial comprend les importations des marchandises destinées à être consommées en France et les exportations de produits originaires de France. Ne rentrent pas dans le commerce spécial : les marchandises importées destinées à être réexportées, soit objet de transformations industrielles ou bien marchandises ne faisant que traverser la France pour en ressortir (entrepôt, transit, admission temporaire).

De 1884 à 1890 inclus	{	Export. est de 3.386 millions
le chiffre moyen annuel des	{	Import. » 4.287 »
De 1900 à 1907 inclus...	{	Export. » 4.594 »
	{	Import. » 4.902 »

D'où une augmentation moyenne annuelle de 615 millions aux importations et de 1.208 millions aux exportations. Nous achetons, chaque année, à l'étranger 600 millions de plus qu'il y a vingt ans, mais nous lui vendons 1.200 millions de plus. La différence entre nos achats annuels et nos ventes annuelles à l'étranger (déficit commercial) tend à s'abaisser d'une manière continue :

De 1884 à 1891 le déficit moyen annuel était de	901 millions
De 1892 à 1899 il est réduit à.....	568 »
De 1900 à 1907 il s'abaisse encore à.....	308 »

Les statistiques douanières françaises divisent en outre les marchandises en trois grandes catégories : objets d'alimentation, matières premières, objets fabriqués (1).

Si nous comparons les deux périodes précitées, 1884-1891 et 1900-1907, nous aboutissons aux constatations suivantes :

1. Les chiffres sont pour 1909.

Importations	{	Objets d'alimentation.....	928 millions
	{	Matières premières.....	3.388 —
	{	Objets fabriqués.....	1.156 —
Exportations	{	Objets d'alimentation.....	811 millions
	{	Matières premières.....	1.562 —
	{	Objets fabriqués.....	2.684 —
		(Il faut y joindre) colis-postaux...	452 —

1° *Produits alimentaires.*

Importations	Moyenne annuelle
—	—
De 1884 à 1891.....	1.488 millions
De 1900 à 1907.....	871 —
Exportations	Moyenne annuelle
—	—
De 1884 à 1891.....	793 millions
De 1900 à 1907.....	877 —

D'où, entre les deux périodes, une diminution annuelle pour les importations de 617 millions et une augmentation annuelle pour les exportations de 84 millions, ce qui a transformé notre déficit alimentaire en excédent, au profit de notre agriculture.

2° *Matieres premières.*

Importations	Moyenne annuelle
—	—
De 1884 à 1891.....	2.201 millions
De 1900 à 1907.....	3.146 —
Exportations	Moyenne annuelle
—	—
De 1884 à 1891.....	818 millions
De 1900 à 1907.....	1.253 —

Entre ces deux périodes l'augmentation est ainsi de 945 millions aux importations et de 433 millions en exportations. Le déficit commercial annuel pour cette nature de marchandises passe de 1.383 millions pour la période 1884-1891 à 1.893 millions pour la période 1900-1907.

3^o *Objets fabriqués.*

Importations	Moyenne annuelle
—	—
De 1884 à 1891.....	598 millions
De 1900 à 1907.....	885 —
Exportations	Moyenne annuelle
—	—
De 1884 à 1891.....	1.775 millions
De 1900 à 1907.....	2.464 —

Ce qui donne une augmentation moyenne annuelle de 287 millions pour les importations et de 689 millions pour les exportations.

Ici nous avons un excédent commercial annuel de 1.177 millions en moyenne, pour la période 1884-1891 et de 1.579 millions en moyenne pour la période 1900-1907.

Si nous examinons maintenant les rapports commerciaux de la France avec l'Angleterre, l'Allemagne, la Belgique, la Suisse et l'Italie, nous remarquerons que la balance de notre commerce global est devenue plus favorable, de 1891 à 1907 :

En 1891	{	Export.....	2.241 millions	En 1907	{	Export....	3.481 millions
		Import.....	1.639 —			Import....	2.208 —
		Excéd. com.	602 —			Excéd.com.	1.273 —

Pour la Russie, l'Espagne et les Etats-Unis, nos rapports commerciaux donnent les résultats ci-après :

Russie	{	1891 comm. extér. tot. 226 millions				{	1907 — 334 — dont		Imp. 275 millions	
									Exp. 59 —	

Espa- gne (1)	{	1891 comm. extér. tot. 593 mill.dont	}	Imp. 412 millions
				Exp. 181 —
	{	1907 — 294 — —	}	Imp. 167 —
				Exp. 127 —
Etats- Uni s	{	1891 comm. ext. tot. 734 mill.dont	}	Imp. 486 millions
				Exp. 248 —
	{	1907 — 1.034 — —	}	Imp. 682 —
				Exp. 402 —

De l'examen des statistiques douanières antérieures et postérieures à la loi de 1892, il semble donc résulter, d'une part, que le nouveau régime a été favorable au développement des relations commerciales de la France; d'autre part, que, dans l'ensemble, et plus particulièrement en ce qui concerne la production agricole et les industries de transformation (produits alimentaires et objets fabriqués), il a été favorable aux intérêts nationaux, en augmentant le pourcentage aux exportations et en le réduisant, d'une manière absolue ou proportionnelle, aux importations. Il n'est pas jusqu'à l'accroissement des importations de matières premières qui ne puisse être envisagé comme un phénomène avantageux, puisqu'il est la preuve indéniable de la grande activité de notre industrie nationale.

Les conclusions optimistes que l'on peut tirer des chiffres précédemment indiqués devraient cependant, au dire d'un grand nombre d'auteurs (2), être tem-

1. L'abaissement des chiffres s'explique par une rupture douanière à la suite des tarifs de 1892, les modifications empêchant l'importation des vins espagnols.

2. V. notamment Truchy. *Etude sur le commerce extérieur de la France*, de 1881 à 1902.

pérées à la seule lecture des statistiques étrangères, desquelles il semble résulter que le développement économique des autres grands Etats a été, depuis un demi-siècle, et principalement dans la dernière période, bien plus rapide encore que celui de notre pays.

C'est ainsi qu'en Angleterre, le montant total du commerce extérieur qui, de 1884 à 1891 s'élevait annuellement à une moyenne de 14.314 millions, dont 8.276 aux importations et 6.036 aux exportations, s'élèverait en 1907, d'après le rapport de la Commission française des valeurs de douanes, à 29 milliards 351 millions, dont 16.286 aux importations et 13.065 aux exportations et réexportations (1).

En Allemagne, où pour l'ensemble du commerce extérieur les statistiques accusent, dans la période comprise de 1884 à 1891, un chiffre total moyen annuel de 8.247 millions, le rapport de la Commission des valeurs de douane pour 1907 indique le chiffre total de 19.263 millions, dont 10.882 à l'importation et 8.461 à l'exportation.

Aux Etats-Unis, enfin, le chiffre total du commerce extérieur en 1907 est, d'après la Commission des valeurs de douanes, de 19.934 millions, dont 7 milliards 332 millions aux importations et 9.602 aux exportations.

La France occupe donc le quatrième rang comme

1. Il faut observer que les statistiques anglaises ne distinguent pas, à l'importation, le commerce général et le commerce spécial.

chiffre du commerce extérieur, après l'Angleterre, l'Allemagne et les Etats-Unis. Mais ceci nous semble prouver simplement qu'on ne saurait considérer le régime douanier comme le régulateur du commerce extérieur ni comme la seule, ou même la principale cause de son développement plus ou moins rapide. Observons en effet que, si l'Angleterre est jusqu'à ce jour restée fidèle aux principes de liberté commerciale, l'Allemagne et les Etats-Unis pratiquent, depuis longtemps déjà, une politique restrictive bien plus accentuée que la nôtre.

D'autres causes agissent en effet sur le développement du commerce extérieur : le mouvement de la population par exemple.

Si l'on tient compte de ce facteur on arrive aux constatations suivantes : la Belgique échange 709 francs par tête d'habitant, la Suisse et l'Angleterre 507 francs, le Danemark, la Suède et l'Allemagne 250 francs, la France 229 francs et les Etats Unis 165 francs.

Il semble donc qu'il n'y ait rien de décisif à conclure d'une comparaison entre les chiffres des statistiques douanières françaises et des statistiques étrangères en faveur du libre-échange ou de la protection ; et il reste alors simplement ceci (qui nous paraît suffisamment établi par les chiffres indiqués plus haut), à savoir que, sous le régime de la loi de 1892, le mouvement des échanges n'a cessé, pour la France, de s'accroître, en même temps que se

développait, par l'accroissement relatif des exportations, la prospérité de la production nationale.

Après cette étude d'ensemble sur les résultats du régime douanier de 1892, il nous reste à préciser l'influence exercée par ce régime sur l'agriculture et sur l'industrie françaises.

II

Le régime douanier de 1892 a été favorable au développement de la production agricole ; c'est ce que démontrent suffisamment les changements survenus, depuis son établissement, dans les principales branches de cette production.

Le blé. — Tandis que certaines nations, comme l'Angleterre (1), se sont efforcées de prendre le blé là où elles le trouvent à meilleur compte, sans se soucier de leurs producteurs nationaux, d'autres, comme la France (2), ont cherché à se suffire à elles-mêmes.

Ces nations ont dû, par suite, pour éviter l'abandon de la culture du blé, veiller à ce que les prix soient rémunérateurs pour les producteurs ; or depuis

1. Depuis la campagne de Cobden, en 1846, qui aboutit à l'abolition des Corn-Law, les superficies cultivées en blé dans le Royaume-Uni sont tombées de 1.729.350 hectares en 1849-1854 à 1.113.750 hectares en 1878-1889 et à 607.000 hectares en 1895.

2. La France occupe le troisième rang dans l'ensemble des pays producteurs, venant après les Etats-Unis et la Russie, avec une production moyenne de 85 millions de quintaux et elle tient l'un des premiers rangs au point de vue des surfaces consacrées au blé (7 millions d'hectares sur 25 millions de terres labourables).

une quarantaine d'années le cours du blé n'a cessé de baisser (1) :

Années	France	Angleterre
1876-1878	22 fr. 38	21 fr. 40 l'hectolitre
1878-1880	22 63	19 47 —
1882-1884	19 47	17 10 —
1885-1887	17 27	13 80 —
1889-1891	19 38	14 10 —
1892-1894	16 54	11 40 —
1894-1896	15 38	10 30 —
1895-1897	16 02	11 30 —

Il a donc fallu s'attacher à abaisser autant que possible les prix de revient, qui sont essentiellement variables, et pour ce faire, on a accru le rendement à l'hectare, aux moyennes de 10 et 11 hectolitres relevées au début du XIX^e siècle ont succédé des moyennes ascendantes, qui ont atteint 15 et 16 hectolitres de 1880 à 1895 ; 17 en 1896, 19,79 en 1898.

Mais la terre n'a pas une puissance d'absorption utile illimitée et on doit compter avec la loi du rendement décroissant.

Sous le régime douanier de 1860, le blé étranger entraînait en franchise chez nous. Contrairement à cette politique, quand il s'est agi de lutter contre la baisse des prix, contre la concurrence des pays producteurs à bas prix, des mesures douanières ont été édictées, pour réserver au blé indigène le marché national :

1. Zolla. « La crise agricole. » *Le monde économique*, 24 février 1900.

c'est dans ce sens que la loi du 28 mars 1883 établit un droit de 3 francs par quintal de blé, droit porté à 5 francs par la loi du 29 mars 1887 et à 7 francs par la loi du 27 février 1894. Dans le même but on a établi, comme nous l'avons vu dans le chapitre précédent, la loi dite du *cadenas* en 1897 et la réglementation de l'admission temporaire en 1902.

Toutes ces mesures ont eu d'heureux résultats sur la production du blé, qui est en progrès, comme nous le montre le tableau ci-dessous, tiré de la statistique officielle du ministère de l'Agriculture.

Production, importation nette, consommation et prix du blé en France par période décennale de 1832 à 1907

Périodes	Superficies	Moyennes annuelles périodiques					Prix moyens annuels
		Rendement moyen à l'hectare	Production indigène	Excédent d'importation	Quantités mises à la disposition de la consommation		
Moyennes annuelles	Hectares	Hectol.	Millions d'hectolitres				Fr.
1832-1841	5.353.841	12.7	68.4	0.5	68.9		18.68
1842-1851	5.846.949	13.8	81.0	0.6	81.6		19.34
1852-1861	6.500.448	13.7	89.0	1.9	90.9		23.12
1862-1871	6.887.794	14.3	98.3	3.3	101.6		21.81
1872-1881	6.904.503	14.5	100.3	10.7	111.0		22.65
1882-1891	6.847.795	15.6	107.1	15.0	122.1		18.72
1892-1901	6.906.869	16.4	113.7	10.3	124.0		16.34
1902-1907	6.521.115	18.2	118.7	3.8	122.5		17.25

Après 1907, à la suite d'une récolte de 130 millions 400.000 hectolitres contre 114.500.000 en 1906, la France n'a pas fait appel au blé étranger, elle s'est même transformée en exportatrice de blé.

Le droit de douane a donc eu de bons résultats en protégeant le producteur français contre la concurrence étrangère et en permettant ainsi le développement de la culture du blé ; pour être moins utile en apparence, maintenant, ce droit maintiendra notre agriculture à l'abri de toute surprise.

Le sucre. — Nous avons examiné dans le chapitre précédent les différentes transformations qui ont été opérées dans la législation sucrière de la France depuis la loi de 1892. Antérieurement à cette loi, une loi du 29 juillet 1884 avait dégrevé les sucres, en donnant aux producteurs intérêt à perfectionner leurs procédés de culture et de traitement. Cette loi ne tarda pas à donner d'inappréciables résultats. La production sucrière avait été de 272.962 tonnes en 1884-1885, elle s'éleva à 452.723 tonnes dans la période de 1884 à 1892, à 667.746 tonnes de 1892 à 1900 et à 728.239 tonnes de 1900 à 1907.

La loi du 7 avril 1897 qui accorda une prime spéciale de 3 francs à chaque quintal de sucre raffiné exporté à l'étranger, fut une mesure défensive (comme l'avait d'ailleurs été la loi de 1884 elle-même) contre les agissements de l'Allemagne.

« Ce n'est pas la France, a pu dire M. le sénateur Séblin à la conférence internationale de Bruxelles en 1897-1898, qui a introduit en Europe le régime des primes. Elle a été la dernière à s'en servir » (1).

1. Les primes directes ou indirectes à l'exportation du sucre, pratiquées dans divers pays, notamment en Allemagne, en Autriche

La Convention de Bruxelles du 3 mars 1902 décida la suppression des primes directes et indirectes en faveur de la production ou de l'exportation des sucres et limita au maximum de 6 francs par quintal la surtaxe de douane applicable aux sucres étrangers. L'impôt de consommation put ainsi être abaissé à l'intérieur de 60 à 25 francs de manière à sauvegarder contre la concurrence de la production étrangère l'industrie sucrière nationale.

Par suite de ces mesures, la balance sucrière de la France qui, de 262.000 tonnes en 1902 s'était abaissée à 88.000 tonnes en 1903 s'est sensiblement relevée. Elle est, en 1907, de 217.000 tonnes, et le chiffre des exportations françaises à l'étranger passe de 207.000 tonnes, en 1903, à 317.000 en 1907, alors qu'entre ces deux dates, le chiffre des importations s'abaisse d'environ 20.000 tonnes (100.000 tonnes, au lieu de 119.000) (1).

Le vin. — Vers le milieu du XIX^e siècle, le vignoble français fut atteint, en pleine prospérité, par des maladies qui faillirent un instant compromettre son avenir : l'oïdium apparut entre 1850 et 1860, puis

et en France, avaient pour but, dans la pensée de leurs auteurs, d'assurer à la production nationale la suprématie sur le marché anglais. On a donné le nom de « dumping » à cette pratique singulière, qui aboutit à faire payer plus cher un produit à la consommation intérieure, afin de pouvoir le vendre meilleur marché à la clientèle étrangère.

1. Par suite d'un changement d'attitude de la part de l'Angleterre, la Convention de Bruxelles a été, avec certaines modifications, prorogée pour une nouvelle période de cinq années partant du 1^{er} septembre 1908, en vertu d'un acte additionnel du 28 août 1907.

vers 1865 le phylloxéra, le mildew et le blackrot.

De 1875 à 1879 la production tomba ainsi de 84 millions d'hectolitres, avec une moyenne de 35 hectolitres à l'hectare, à 26 millions d'hectolitres, avec une moyenne de 11 hectolitres et demi à l'hectare ; et en 1885 on put estimer que la fortune immobilière de la France s'était dépréciée par suite de la perte du vignoble, de près de 10 milliards de francs.

Les viticulteurs ne se laissèrent pas décourager cependant, et s'efforcèrent de combattre les fléaux qui les ruinaient. D'heureux effets ne tardèrent pas à se manifester, auxquels la réforme douanière de 1892 n'a pas été étrangère.

La loi de 1892 frappe en effet les vins étrangers, titrant au-dessous de 10 degrés d'alcool, d'un droit de 7 francs par hectolitre au tarif minimum et 25 francs au tarif général ; au-dessus de 10,9 degrés, chaque degré paie une taxe supplémentaire égale au droit de consommation sur l'alcool.

De 27 millions d'hectolitres dans la période comprise entre 1884 et 1891, la production indigène passe à 37 millions d'hectolitres pour la période de 1892 à 1899 et à 55 millions pour celle de 1900 à 1907.

Pendant ces mêmes périodes les importations de l'étranger en France tombaient de 9 millions à 4 millions et enfin à 1 million, tandis que les importations d'Algérie de 1 million en 1884-1891 s'élevaient à 3 millions en 1892-1899 et à 4 millions en 1900-1907.

En 1891 la production totale des départements de

l'Hérault, l'Aude, la Gironde, les Pyrénées-Orientales, le Gard, la Charente-Inférieure, le Var, les Bouches-du-Rhône, le Gers et Saône-et-Loire était de 30.140.000 hectolitres ; en 1899 elle s'est élevée à 47.908.000 hectolitres et en 1907 à 66.070.000. De même en Algérie, où la production était de 2 millions 196.162 hectolitres pendant la période 1884-1891, de 4.066.455 hectolitres pendant la période 1892-1899 et de 6.475.235 pendant la période 1900-1907.

Enfin les exportations françaises à l'étranger sont passées de 2.043.000 hectolitres en 1891 à 2.789.000 hectolitres en 1907 et, tandis qu'en 1891 il y avait un déficit vinicole de plus de 155 millions de francs, en 1907 il y avait un excédent de 131. millions 88.000 francs.

Le régime de 1892 a donc eu d'heureux effets pour la viticulture française.

Malheureusement la médaille a un revers. La rapidité même de l'essor pris par la production française et algérienne a, depuis quelques années, occasionné une mévente des vins, à laquelle des fraudes de diverses natures ne sont peut-être pas d'ailleurs étrangères.

Les lois des 29 juin et 15 juillet 1907 sont alors intervenues pour prévenir le mouillage des vins, les abus du sucrage, et pour assurer la surveillance de la circulation des vins et des spiritueux.

Depuis ces lois, une amélioration sensible s'est

produite dans la situation de la viticulture française, au point de vue principalement du maintien des prix.

III

Faute de statistiques suffisantes, il est plus difficile en France de suivre dans son ensemble le mouvement de la *production industrielle* que celui de la production agricole. Nous pouvons cependant trouver quelques données numériques dans les tableaux relatifs aux importations des produits fabriqués.

C'est cette méthode que nous allons appliquer à la recherche des résultats du régime douanier de 1892.

Si par exemple nous prenons *la soie et le coton*, nous remarquons qu'en 1891 l'excédent d'importation était de 74.000 quintaux pour la soie et la bourre de soie et de 1.533.000 quintaux pour le coton en balle. En 1907, cet excédent s'est élevé à 133.000 quintaux pour la soie et à 2.288.000 quintaux pour le coton en balle. Voilà pour les matières premières de l'industrie textile.

Pendant le même laps de temps l'excédent des exportations de tissus français en soie et en coton passait de 177.500.000 francs et 57 millions à 288 et 242 millions. Voilà pour les produits fabriqués de la même industrie.

En ce qui concerne les *industries extractives*, de 1891 à 1907 l'importation de la houille a passé de 190 millions de francs à 374 millions, l'importation

du cuivre et des minerais de toute sorte de 93 millions de francs à 271 millions, celle du caoutchouc de 21 millions à 126 millions de francs.

Nous trouvons une progression analogue au point de vue de la répartition des *appareils à vapeur* dans l'industrie : en 1891, on comptait 46.848 établissements ayant une force moyenne de 19 chevaux-vapeur par établissement et une puissance totale de 916.086 chevaux-vapeur ; en 1906, 61.533 établissements, avec 38 chevaux-vapeur par établissement, ont une puissance totale de 2.321.756 chevaux-vapeur. Entre 1891 et 1906 l'industrie a ainsi augmenté la puissance de son outillage de 155 o/o.

Si nous passons maintenant aux *industries extractives et sidérurgiques* officiellement contrôlées, les statistiques établissent que la production française de la houille, de 26.025.000 tonnes en 1891 a passé à 33.404.000 tonnes en 1900 et 36.920.000 tonnes en 1907. Pendant les mêmes périodes la consommation totale s'est élevée, d'autre part, dans de plus grandes proportions : de 36.573.000 tonnes à 48.803.000 tonnes et à 53.206.000 tonnes, d'où nécessité de recourir de plus en plus à l'importation étrangère.

La production sidérurgique française était en 1891 de 1.897.000 tonnes pour les fontes, de 833.000 tonnes pour les fers et de 639.000 pour les aciers. En 1906, elle est de 3 millions 314.000 tonnes pour les fontes, 748.000 tonnes pour les fers et 1.674.000 tonnes pour

les aciers, soit un progrès de 2.377.000 tonnes représentant une valeur de 321.119.000 francs.

Seule la production du fer est en décroissance et cela s'explique du fait qu'en de nombreux cas l'acier a pris sa place.

Entre 1891 et 1906 nous avons ainsi un gain de 80 o/o pour les fontes et 163 o/o pour les aciers ; celui de l'Allemagne aux mêmes époques a été de 152 o/o et 495 o/o ; celui des Etats-Unis de 202 o/o et 466 o/o, tandis que l'Angleterre, pays de libre-échange, gagnait seulement 36 et 93 o/o.

De toutes les indications statistiques que nous venons de fournir, ne résulte-t-il pas la preuve évidente des progrès considérables réalisés par nos industries de transformation sous l'empire du régime douanier de 1892 ?

IV

Les voies commerciales de la France se sont développées sensiblement depuis 1892, en ce qui concerne du moins les *chemins de fer*.

L'étendue du réseau ferré en exploitation passe, en effet, de 34.437 kilomètres en 1890 à 39.926 kilomètres en 1906.

En 1891, les chemins de fer d'intérêt général donnaient une recette totale de 1.185 millions de francs et une recette moyenne par kilomètre de 34.977 francs ; en 1906, les chiffres se sont élevés à 1.640 millions et 40.197 francs.

Quant au trafic, qui s'élevait en 1891, pour les marchandises à toute distance, à 97 millions de tonnes, il s'élève en 1905 à 139 millions de tonnes.

Les *voies navigables* françaises n'ont pas pris, il est vrai, dans la même période, un essor comparable à celui des chemins de fer. Même la longueur du réseau fluvial fréquenté qui, en 1891, était de 12.330 kilomètres, s'est abaissée à 12.080, en 1906. Cela tient à des causes multiples complètement indépendantes du régime douanier : supériorité des voies ferrées au point de vue de la rapidité des transports, mauvais agencement des voies d'eau, qui ne sont pas suffisamment reliées entre elles, ni avec les lignes ferrées, insuffisante concentration des entreprises de transport fluvial.

Un progrès vient d'être réalisé cependant avec la loi du 3 décembre 1908 relative au raccordement des voies de fer avec les voies d'eau. Grâce à cette loi, déclarait par avance M. Barthou, « l'administration des travaux publics sera munie d'armes suffisantes pour mettre fin à l'hostilité que les compagnies de chemins de fer montrent à l'égard des voies navigables. » (*Journal officiel*, Sénat, séance du 14 février 1908.) Cette hostilité si déplorable pour le pays, n'a pas de raison d'être. « Les voies ferrées et les voies navigables, observait M. de Freycinet dans le rapport qui a précédé le vote de son grand programme de travaux publics, sont destinées, non à se supplanter, mais à

se compléter. Entre les unes et les autres s'effectue un partage naturel d'attribution ». Les chemins de fer transportent les produits susceptibles de payer une taxe élevée sous un petit volume ou un faible poids, tandis que les autres sont du domaine des voies navigables et constituent le fret lourd indispensable à la marine marchande.

Cela n'empêche pas, au surplus, qu'entre 1891 et 1906, le tonnage des canaux, fleuves et rivières a augmenté de 1.497 millions de tonnes kilométriques, soit 42 0/0, et que le poids total des marchandises embarquées à toute distance a été, en 1907, de 34 millions 143.673 tonnes contre 25.181.657 tonnes en 1891.

Quant à la *marine marchande*, dont le développement et l'état prospère présentent un très grand intérêt pour l'ensemble de la production nationale, le régime qui lui est applicable, en France, est indépendant de la loi douanière de 1892.

La loi du 29 janvier 1881 a, en effet, institué pour la protéger un système de primes à la construction et à l'armement; les lois du 30 janvier 1893, 7 avril 902, 18 avril 906 ont modifié le régime sans porter atteinte à son principe.

Le système des primes à la marine marchande n'a n'a pas donné tous les résultats qu'on aurait pu en espérer. En 1891 il y avait en France 1.157 navires à vapeur, jaugeant 522.000 tonneaux, et 13.890 navires à voiles, jaugeant 426.000 tonneaux; les chiffres sont,

en 1906, de 1.511 vapeurs avec 723.000 tonneaux et 5.488 voiliers avec 677.000 tonneaux.

Quant au tonnage total de la navigation maritime en France (entrées et sorties réunies), il s'est élevé de 25.135.000 tonneaux en 1891, à 31.255.000 tonneaux en 1900 et à 45.606.000 tonneaux en 1907.

Si la marine marchande n'a pas fait plus de progrès depuis 1881, cela tient à ce que le système des primes (1), supérieur sans doute au régime antérieur (2), n'a pu cependant assurer à notre marine marchande toute la protection dont elle a besoin. Le déclin de cette industrie nationale, bien loin de pouvoir être attribué au régime douanier de 1892, trouverait peut-être dans l'application stricte des principes restrictifs qui dominent ce régime, un remède efficace (3).

1. Le système des primes est actuellement adopté dans la plupart des pays, en Italie depuis 1885, en Autriche et en Hongrie depuis 1893, au Japon depuis 1896, aux Etats-Unis depuis 1895, en Portugal, au Chili, etc...

2. Subventions postales ainsi que protection indirecte pratiquée partout sous les formes les plus variées, prêts gratuits ou à faible intérêt remboursables à longue échéance, exemption ou réduction d'impôts, etc.

3. Du reste l'amélioration de la marine marchande ne doit pas être seulement cherchée dans l'intervention de l'Etat, mais aussi dans une organisation mieux comprise de son outillage et de ses services: « Vous aurez beau, a dit M. Charles Roux, donner des primes à la construction et à l'armement ; si l'ensemble de ce qui constitue cette industrie n'est pas organisée, tous vos efforts seront absolument inutiles ; ce sera de l'argent gaspillé. »

V

En terminant l'étude du bilan du régime douanier de 1892, il est bon de rechercher quels ont été les résultats de ce régime relativement au développement du crédit et de l'épargne nationale.

En tête de nos grands établissements de crédit se place la Banque de France. Or, tandis qu'en 1891, la circulation fiduciaire était de 3.011 millions, elle est de 5.080 millions en 1909.

Les cinq grands établissements de crédit (1) sont également en progrès très sensible. Leur portefeuille commercial s'est élevé de 899 millions, en 1891, à 3.066 millions au 31 décembre 1909. Le chiffre des reports et avances sur titres passe de 297 à 1.147 millions, celui des dépôts à vue et comptes courants, de 1.347 millions à 4.344 millions. Enfin, le capital versé qui, en 1891 atteignait au total 230 millions, dépasse, en 1909, 975 millions.

Mêmes constatations au sujet de l'accroissement de la fortune publique. En ce qui concerne particulièrement les valeurs mobilières, de 1891 à 1907, d'après les calculs de M. Théry (2), le portefeuille français se serait accru en capital d'une valeur de 5.940 millions de francs.

1. Crédit Lyonnais, Comptoir d'Escompte, Société générale, Crédit industriel, Société marseillaise.

2. Théry. *Les progrès économiques de la France*, p. 307.

Loin de nous la pensée de prétendre que ces divers résultats doivent être attribués exclusivement au régime douanier de 1892. Du moins est-il permis de penser que ce régime, par la répercussion qu'il a eue sur les diverses manifestations de l'activité économique, en France, ne leur a pas été étranger.

VI

Après avoir examiné ainsi les progrès réalisés depuis 1892 dans le domaine de l'agriculture, de l'industrie et du commerce, nous pouvons, semble-t-il, conclure que le régime douanier de 1892, loin de justifier les appréhensions de ses adversaires, a eu pour notre pays d'heureux résultats.

Et si, à l'heure actuelle, on parle de le modifier, c'est qu'un tarif quel qu'il soit, et surtout quand il est établi dans un but de protection, ne peut avoir une trop longue durée. Sous l'influence des changements de la mode, des perfectionnements des industries, des variations du goût et des procédés, des effets de concurrences nouvelles, ce tarif devient forcément incomplet, après une certaine période de temps. Le nôtre a vieilli (1).

1. Charles Augier. *La France et les Traités de Commerce*.

Deuxième Partie

LA RÉFORME DU RÉGIME DOUANIER DE 1892

CHAPITRE PREMIER

Le mouvement protectionniste en Europe et aux Etats-Unis de 1892 à 1909

Allemagne (traités de commerce de 1891 et 1906, loi du 23 décembre 1902). — Suisse (loi du 18 octobre 1902). — Russie (loi des 16-26 janvier 1903). — Autriche-Hongrie (loi du 31 janvier 1903). — Belgique. — Italie (traités de commerce de 1904). — Espagne (loi du 23 mars 1906). — Canada (loi de 1906). — Etats-Unis (loi du 5 août 1909). — Japon. — Angleterre.

Depuis 1892 le mouvement ascensionnel des tarifs de douane n'a fait que s'accroître dans le monde entier.

M. J. Méline note le fait dans son dernier ouvrage *Le retour à la terre* : « Pour se défendre contre la concurrence étrangère et faciliter la constitution d'industries, tous les pays, presque sans exception, se couvrent successivement de tarifs de douane. Le mot d'ordre est le même partout : nous n'avons pas besoin de l'étranger, nous entendons nous suffire à nous-mêmes...

« Se suffire à soi-même, telle est aujourd'hui encore l'idée maîtresse qui inspire et qui domine le régime économique de la plupart des pays.

« Après l'Allemagne, qui a ouvert la marche, l'Autriche-Hongrie, la Russie, la France, l'Espagne, l'Italie, la Suisse entrent dans le mouvement. Tout l'Europe, sauf l'Angleterre et un peu la Belgique, se couvre successivement de tarifs douaniers.

« L'Amérique est, elle aussi, entrée en ligne avec une véritable impétuosité... »

ALLEMAGNE

L'année 1892 marque une orientation nouvelle de la politique commerciale allemande : jusqu'alors et depuis 1878 l'Allemagne avait vécu sous le régime de l'autonomie douanière (1). Or, en 1891, sur l'initiative du Chancelier de Caprivi, qui rêvait une union dou-

1. Ce régime nous fut très préjudiciable, en raison de l'article 11 du traité de Francfort accordant aux importations allemandes le traitement de la nation la plus favorisée. On connaît le texte de cet article :

« Les traités de commerce avec les différents Etats de l'Allemagne ayant été annulés par la guerre, le gouvernement français et le gouvernement allemand prendront pour base de leurs relations commerciales le régime du traitement réciproque sur le pied de la nation la plus favorisée.

« Sont compris dans cette règle les droits d'entrée et de sortie, le transit et les formalités douanières, l'admission et le traitement des sujets des deux nations ainsi que leurs agents.

« Toutefois seront exceptées de la règle susdite les faveurs qu'une des parties contractantes, par des traités de commerce, a accordés ou accordera à des Etats autres que ceux qui suivent : l'Angleterre, la Belgique, les Pays-Bas, la Suisse, l'Autriche, la Russie. »

nière de l'Europe centrale, des traités de commerce furent signés avec l'Autriche-Hongrie, la Suisse, l'Italie et la Belgique, traités suivis des conventions des 9 août 1892 avec la Serbie, du 23 octobre 1893 avec la Roumanie et du 10 février 1894 avec la Russie.

Ces traités, auxquels des tarifs sont annexés, ressemblaient aux traités sous l'empire desquels la France a vécu depuis 1860 ; toutefois, à la différence de ceux-ci, ils ne contenaient qu'un nombre limité de tarifications : sur 450 tarifications du tarif allemand, 150 seulement passent dans les nouveaux traités, les autres restant soumises au tarif général. Ces conventions devaient avoir une durée de douze ans, jusqu'en 1904.

Elles furent accueillies, en Allemagne, sans enthousiasme, car, à la différence du régime précédent, elles faussaient l'application de l'article 11 du traité de Francfort et cela au détriment des produits allemands, la France ayant substitué en 1892 à son tarif conventionnel un tarif minimum légal. Les agriculteurs se plaignirent, car le droit sur les céréales avait été abaissé de 5 marks à 3 m. 50.

Une campagne fut entreprise en vue d'obtenir la modification des tarifs allemands : elle aboutit à la loi protectrice du 25 décembre 1902 comprenant 946 articles.

Cette loi fait bénéficier les céréales d'un double tarif, elle élève les droits sur les bestiaux et taxe des

marchandises jusqu'alors exemptes, comme les fruits frais, les drogueries, la soie grège, etc... On évalue à 13 o/o en moyenne l'élévation des nouveaux droits : elle porte, par exemple, sur les brosses montées en corne (de 30 à 125 francs), sur les éventails en plumes d'Autriche (de 250 à 750 francs les 100 kilos), sur les principaux produits de l'agriculture : seigle, 42 o/o, blé 57 o/o, avoine 79 o/o, houblon 43 o/o, etc.

« L'Allemagne, a pu dire M. Noël (1), a forgé contre ses voisins, contre ses concurrents industriels, une arme formidable, capable de troubler profondément les relations économiques qu'elles entretiennent avec elle, capable d'arrêter à ses frontières leur production. Menacée sur le marché du monde, effrayée d'un petit fléchissement de son exportation, voyant augmenter son importation sur certains articles et ses magasins regorger de marchandises, elle a songé vis-à-vis de l'échéance de ses engagements commerciaux, à vendre chèrement le droit de lui envoyer des matières agricoles ou d'offrir concurremment avec les siens, les produits manufacturés sur son propre marché. »

La caractéristique de ces nouveaux tarifs est une spécialisation très accentuée, isolant dans des articles distincts des produits classés auparavant dans une rubrique générale, spécialisation établie pour annihiler les effets de la clause de la nation la plus favorisée et

1. Rapport, du 28 décembre 1903, de M. Noël, président de la Commission, à la Chambre des députés.

dirigée principalement contre l'article 11 du traité de Francfort.

« On concédera, écrivait M. Luzzati (1), à tel ou tel article russe ou italien, un traitement de faveur qu'on refusera à l'article français. Les hommes habiles sauront trouver, entre cet article russe ou italien et l'article français à peu près identique, une petite différence très légère, inappréciable en fait, mais suffisante pour lui appliquer un traitement différent. »

Les exemples de ces spécialisations ne manquent pas, on trouve ainsi des réductions accordées aux fromages italiens, aux chevaux de race flamande, brabançonne, ardennaise et norique, aux bestiaux suisses, au vin « type de Marsala », etc...

« La force de notre tarif, a pu dire M. de Bülow, c'est qu'il comprend 946 articles et est par conséquent très spécialisé, ce qui veut dire que sur tel article, nous pouvons faire des concessions à l'Autriche, à l'Italie et à la Russie sans que ces concessions s'appliquent à la France. »

A un nouveau tarif devaient correspondre des conventions nouvelles : des traités « additionnels aux traités de 1891 » furent ainsi conclus pour une durée de douze années, à dater du 1^{er} mars 1906 avec la Russie, l'Italie, l'Autriche-Hongrie, la Suisse, la Roumanie, la Belgique et la Serbie. Dans ces traités,

1. Article de M. Luzzati, publié dans la *Neue Freie Presse*, de Vienne, le 8 mars 1903.

l'Allemagne a bien souvent fait des concessions importantes et obtenu en échange de minimes avantages.

Si l'on envisage l'avenir de ces traités, il faut remarquer qu'ils ont été signés en dehors de grandes puissances mondiales, comme l'Angleterre, les Etats-Unis et la France, avec lesquelles l'Allemagne doit compter au point de vue économique, ce qu'elle a parfois le tort d'oublier quelque peu.

Ces tarifications nouvelles semblent viser surtout le commerce français. Ainsi le 16 mai dernier la commission des finances du Reichstag, en votant une augmentation de droit fiscal sur les vins de Champagne, les eaux-de-vie et les liqueurs, a provoqué dans les milieux commerciaux français une vive émotion. Avec ce nouveau régime, on prévoit en effet que notre exportation, en Allemagne, de vin de Champagne tombera de 1.200.000 à 70.0000 bouteilles ; or, l'Allemagne est un de nos meilleurs clients pour les vins, comme le prouvent les statistiques ci-contre (calculées en milliers d'hectolitres) :

	1906	1907	1908
	—	—	—
Angleterre.....	211	241	188
Allemagne.....	289	505	455
Belgique.....	335	340	300
Suisse	261	567	363
Espagne.....	22	32	16
Etats-Unis.....	30	35	33
Brésil.....	18	27	20
République Argentine.....	116	122	122

« En cette circonstance, écrit M. Pierre Baudin, la cause des Champenois doit connaître la solidarité des intérêts de l'industrie française tout entière. Il importe que le gouvernement et les Chambres reconnaissent cette solidarité. Il importe aussi que, de part et d'autre de la frontière, ceux dont la pensée est d'éviter le choc des deux nations ne restent pas indifférents aux heurts d'intérêts. A vrai dire, c'est là le seul but qu'il soit raisonnablement permis de poursuivre. Et j'ajoute que c'est dans le domaine des intérêts économiques que leur conflit est le plus à craindre. Pourquoi ? Parce que l'Allemagne met toute son intelligence en même temps que toutes ses forces à la défense de ses intérêts. Sa politique est là. On l'a bien vu aussi dans sa tactique douanière » (1).

SUISSE

La Suisse ne pouvait rester indifférente aux changements dans la politique douanière des puissances voisines.

Elle avait organisé en 1872 un système de péages, à taxes assez modérées, tarif successivement relevé en 1882, 1884, 1887 et 1891, les idées protectionnistes gagnant peu à peu l'opinion helvétique. Enfin le 18 octobre 1902, à l'instar de l'Allemagne, le peuple suisse, par 326.943 voix contre 222.952, établit un tarif nettement protectionniste, comprenant 1164 articles.

A côté d'augmentations de taxes, visant les denrées

1. Pierre Baudin. *L'Allemagne et les produits français*.

agricoles et objets fabriqués, le régime nouveau accordait de nombreuses exemptions de droits en faveur des matières premières nécessaires à l'industrie (le coton, les laines, le caoutchouc, les houilles, les métaux bruts, etc...)

A partir de 1904, sur ces bases nouvelles, la Suisse renouvela divers de ses traités de commerce, notamment avec l'Italie, l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie. Les négociations entamées avec la France ont été particulièrement laborieuses. Elles ont abouti cependant à une convention en date du 20 octobre 1906, que nous étudierons plus loin.

RUSSIE

Alors que les Etats d'Europe possédaient encore des tarifs douaniers assez modérés, la Russie mettait en vigueur, dès 1876, un tarif protectionniste dont les taxes n'ont cessé de s'accroître en 1881, 1882, 1885 et 1891, au point de devenir presque prohibitif.

Lorsque l'Allemagne revisa son système douanier, on aurait pu croire que la Russie s'arrêterait dans sa marche vers la protection à outrance. Il n'en fut rien: les 13 et 26 janvier 1903 un nouveau tarif général fut mis en vigueur, frappant de droits élevés les produits manufacturés, les objets d'alimentation, et maintenant la franchise d'importation pour seize articles seulement, dont les céréales, les machines agricoles, les animaux domestiques, etc...

Ces changements, motivés par le désir de protéger plus efficacement la production industrielle de la Russie, semblent d'ailleurs avoir atteint leur but. Le commerce extérieur de la Russie, depuis le 1-14 janvier au 2-15 avril 1909, comparé avec celui des trois premiers mois de 1908, se présentait ainsi : frontières européennes, y compris le littoral caucasien de la mer Noire : exportations 184 millions 625.000 roubles contre 154.864,000 ; importations 181.298.000 roubles contre 171.133.000. Excédent, en 1909, des exportations sur les importations : 3.358.000 roubles contre un excédent en 1908 des importations sur les exportations de 16.269.000 roubles. Il y a donc une amélioration de 19.627.000 roubles dans la balance commerciale.

AUTRICHE-HONGRIE

Le 27 juin 1878, après une période de liberté commerciale relative, fut établi en Autriche-Hongrie un tarif de douane autonome. Il fut modifié dans le sens protectionniste le 25 mai 1882 et le 21 mai 1887. En même temps la monarchie concluait des traités avec la France, la Suisse, l'Italie, l'Allemagne, les Etats-Unis, etc., conventions qui furent renouvelées après 1891.

Le dernier remaniement des tarifs austro-hongrois date du 31 janvier 1903. Voté par le Parlement, il a été promulgué par une simple ordonnance impériale

ainsi que le nouveau traité de commerce conclu avec l'Allemagne (25 janvier 1905).

Ce tarif qui est ultra-protectionniste comprend 658 articles au lieu de 357 que comptait le précédent il établit un tarif minimum pour les droits sur les produits agricoles.

Il permet en outre de frapper de droits différentiels allant jusqu'à 200 0/0 du tarif général et 100 0/0 de la valeur des marchandises les importations des pays n'accordant pas le traitement de la nation la plus favorisée et porte le droit sur les vins mousseux de 121 francs à 157 fr. 50.

« Le nouveau tarif est le résultat d'une surenchère entre les exigences de la Hongrie pour les produits agricoles et de l'Autriche pour les produits industriels. Les négociations échangées entre les deux éléments dont les besoins sont parfois très opposés ont failli mettre en question le maintien de l'union douanière des deux parties de la monarchie austro-hongroise (1). »

BELGIQUE

Le tarif douanier belge est codifié depuis le 15 novembre 1900 et a été modifié successivement les 10 octobre 1902, 18 février, 21 août et 21 décembre 1903.

1. Rapport présenté à la Chambre de commerce de Paris par M. Ch. Legrand.

Dans l'ensemble, il est jusqu'à maintenant resté libéral, exemptant de droits les produits d'alimentation, les matières premières et, à l'exception des vins et spiritueux, frappant les autres produits d'un taux moyen de 10 0/0 *ad valorem*.

Mais, au mois de mars 1910, le gouvernement a déposé un projet de loi destiné à répondre aux augmentations de tarif prévues dans le tarif douanier français.

Ce projet de loi élève à 200 francs l'hectolitre les droits sur les vins mousseux au lieu de 60 francs ; 80 francs pour les autres vins en bouteilles au lieu de 60 francs et 40 francs pour les vins en cercles au lieu de 20 francs, 500 francs au lieu de 300 francs pour les truffes, 500 francs l'hectolitre les droits sur les eaux-de-vie et liqueurs.

Parmi les autres articles frappés figurent les savons de toilette, les tapis, les conserves de légumes frais, les primeurs à partir d'une date jusqu'à une autre date. Les droits sur les parfumeries et les soieries sont portés à 25 et 20 0/0 *ad valorem*.

Le nouveau projet de loi ne vise pas exclusivement la France.

A la demande des industriels, des droits nouveaux seront perçus sur les appareils électriques ; les appareils photographiques seront également frappés.

Enfin le rapport de M. Grosfils au Conseil supérieur du commerce et de l'industrie indique au gouvernement comme mesures à prendre :

1° Un remaniement du tarif douanier belge dans la limite des traités existants ;

2° Une disposition législative tendant à mieux assurer la perception des droits d'entrée sur les marchandises importées en Belgique.

ITALIE

Contrairement aux Etats précédents, l'Italie n'a pas remanié ces années dernières son tarif général qui date du 1^{er} janvier 1888 et qui a été révisé le 4 novembre 1895.

En fait, elle a modifié son tarif conventionnel en traitant en 1904 avec l'Allemagne, la Suisse et l'Autriche-Hongrie.

Les tarifs italiens s'inspirent de l'idée de protection ; certaines tarifications ont cependant un caractère fiscal assez accusé.

ESPAGNE

Protectionniste avant 1860, l'Espagne avait suivi en 1862 le mouvement libéral provoqué par le traité de commerce signé entre l'Angleterre et la France.

A partir de 1888 le courant de protection tend à l'emporter.

Le 1^{er} février 1892 a été promulgué un nouveau tarif élevant les droits sur les céréales, les viandes, les ouvrages en fer et métaux, les vins mousseux, etc.

Modifié en 1900, le tarif de 1892 s'est maintenu

jusqu'au 23 mars 1906, date de la dernière loi douanière de l'Espagne.

Le régime inauguré en 1906 frappe d'un droit allant de 1 à 10 o/o de leur valeur les matières premières que le pays ne produit pas, à l'exception des engrais et des substances alimentaires ; d'un droit de 20 à 50 o/o de leur valeur, les produits de l'industrie à l'exception de ceux n'ayant pas de similaires dans la production nationale qui paient de 15 à 35 o/o ; de droits supérieurs à 50 o/o les produits manufacturés qui, à cause des difficultés de leur fabrication et de la convenance notoire de les obtenir dans le pays, réclament une protection douanière exceptionnelle, etc.

Il comprend deux tarifs : un tarif minimum accordé aux Etats qui font bénéficier les produits espagnols de leurs tarifs les plus réduits et un tarif maximum pour les autres.

Et, prescription qui peut entraver les importations, les droits devront être payés en or, ce qui grossira leur valeur de toute la prime du change.

CANADA

Le tarif canadien du 23 avril 1897, modifié en 1906, a un caractère nettement protecteur. Ses droits varient entre 25 et 35 o/o de la valeur.

La revision de 1906 a été provoquée par une rupture avec l'Allemagne, celle-ci voulant obtenir les réductions de droits de 25 o/o et 33, 5 o/o précé-

demment consenties en 1898 et en 1900 aux produits anglais. Cette rupture a été suivie d'une surtaxe de 33, 1/2 0/0 établie sur les exportations allemandes au Canada, surtaxe qui a eu pour résultat d'abaisser le chiffre de ces dernières de 1 million 9.218.23 dollars en 1904 à 1.146.654 dollars en 1905, soit une différence en moins de 672.569 dollars.

Sauf cette rupture avec l'Allemagne, le tarif général canadien a été peu modifié en 1906, mais à côté de lui, on a établi un tarif préférentiel réservé à l'Angleterre et aux colonies Anglaises et un tarif intermédiaire destiné aux nations qui entretiennent des relations amicales avec le Canada.

ETATS-UNIS

Aux Etats-Unis, les lois douanières ont suivi depuis 1890 les variations de la politique générale du pays : les républicains faisant triompher avec eux le régime protectionniste et les démocrates se montrant plutôt libre-échangistes.

Le fameux bill Mac-Kinley, voté le 6 octobre 1890, s'inspirait nettement des principes protecteurs.

En 1894 ce tarif, battu en brèche par les démocrates, fit place au bill Wilson qui apporta quelques adoucissements au régime précédent.

Mais les républicains revinrent au pouvoir en 1896 et le bill Dingley du 24 juillet 1897 marque un retour sérieux à la protection. Il comprend 463 arti-

cles soumis aux droits et 242 articles bénéficiant de l'exemption. Sont frappés de droits de 50 o/o les vêtements et tapis de laine, de 60 o/o les vêtements et tapis de soie, etc.

Ce tarif contient en outre un article 3 autorisant le président à conclure des arrangements commerciaux « par lesquels des concessions équivalentes pourraient être obtenues en faveur de produits naturels ou manufacturés des Etats-Unis ». En vertu de cet article furent signées des conventions commerciales avec l'Allemagne, l'Italie et la France.

Dans les traités conclus par les Etats-Unis, depuis quelques années, se trouve une clause dite de « réciprocité » qui a porté une atteinte grave au principe « du traitement de la nation la plus favorisée ».

Cette clause de réciprocité comporte en effet certains engagements fermes et précis à la charge des Etats qui l'acceptent. Elle distingue les concessions gratuites et les concessions faites moyennant contreparties ; les premières seules devant s'étendre de plein droit aux pays liés avec les Etats-Unis, les autres ne profitant qu'aux tiers disposés à faire des concessions équivalentes.

C'est ainsi qu'à la suite d'une convention signée le 11 décembre 1902 par les Etats-Unis avec Cuba, convention faisant bénéficier les importations des deux pays d'une réduction de 20 o/o par rapport aux taxes intérieures, un article spécial, l'article 8, a interdit d'étendre le régime aux autres nations. Ces

dernières, et principalement l'Allemagne, protestèrent en vain contre de telles dispositions.

Revenant d'Amérique où il avait étudié le fonctionnement des tarifs douaniers, M. Yves Guyot pouvait dire à la Société d'Economie politique le 5 janvier 1905 : « Le protectionnisme est très avancé dans l'esprit américain..., le tarif des Etats-Unis frappe tout, la laine, matière première, par exemple. A cet égard, il est moins scientifique que le tarif français. Tout le monde considère qu'il a produit tout ce qu'il pouvait produire. Il est arrivé à son summum. »

Contrairement à cette opinion manifestée en 1905, un nouveau pas vient encore d'être fait dans la voie de la protection par suite de l'application du nouveau tarif américain entré en vigueur le 5 août 1909 (bill Payne-Alderich).

Le remaniement douanier a consisté en principe à détaxer les produits de grande consommation pour lesquels la production américaine ne craint pas de rivaux et à surtaxer les articles de luxe que les Etats-Unis font venir du dehors.

En réalité, ce n'est qu'un prétexte pour favoriser les agissements des trusts. Plus efficacement protégés à l'intérieur, ils pourront vendre au dehors à des prix défiant toute concurrence.

Le correspondant de l'*Export* cite le cas d'un négociant américain qui a pu acheter à Londres des montres importées d'Amérique et les revendre en Amé-

rique, en réalisant un bénéfice honorable, bien qu'il eût payé le prix du fret de retour et les droits de douane. Ces montres sont, en effet, vendues 18 dollars aux Etats-Unis et 8 à 9 dollars à l'étranger. Ce qui n'a pas empêché d'ailleurs le trust de l'horlogerie de demander un droit de 175 0/0 *ad valorem* sur les montres.

Tous nos articles d'exportations : vins, fleurs, plumes, éventails, gants, parfumerie, couleurs, soieries, modes, tous ces produits qui constituent, on peut le dire, une spécialité française, sont frappés de surtaxes écrasantes dans le tarif minimum, c'est-à-dire dans celui réservé aux puissances qui accordent au commerce américain le traitement de la nation la plus favorisée. Un autre tarif maximum de 25 0/0 plus élevé, menace les nations qui auraient l'audace de chercher à se défendre.

« Notre tarif maximum, a dit M. le sénateur Aldrich, est absolument nécessaire pour faire face aux agressions des pays étrangers. Cette clause, a-t-il ajouté, vise surtout la France et l'Allemagne, la France parce qu'elle a offensé les Etats-Unis en leur appliquant à eux seuls parmi tous les pays du monde des droits maximum, et l'Allemagne, parce qu'elle a établi des règlements sanitaires et autres nuisibles au commerce de l'exportation américaine. ».

Le champagne qui, d'après l'accord franco-américain du 1^{er} février 1908, payait 30 francs par douzaine de bouteilles supporte une surcharge de 50 0/0. On

évalue à près de 15 millions l'augmentation de recettes sur les vins et spiritueux dont la plus grande partie retombera sur nos exportations. Nos soieries sont également très atteintes. Les droits seront prélevés non sur la valeur du produit, mais sur le prix de vente aux Etats-Unis. On saisit la marge que cette disposition laisse aux rigueurs douanières. Enfin le tarif maximum subsiste avec sa menace d'une surtaxe de 25 o/o.

En un mot, selon la *Gazette de Francfort*, le tarif Dingley a rapporté, en 1907, 329 millions de dollars, le tarif Aldrich est établi pour en rapporter 339 millions. Les produits agricoles sont surtaxés de 7 o/o, les spiritueux et les boissons de 26 o/o. Les cotonnades ont rapporté en 1907, 14 millions de dollars ; avec le tarif Aldrich, elles rapporteront 15 millions ; c'est 47 o/o de leur valeur contre 44,6 o/o. Les soieries subissent une surtaxe de 16 o/o, leur chapitre devant rapporter 23 millions et demi de dollars contre 20 millions 300.000 dollars.

« Ce sont là, écrit dans le *Journal* M. Pierre Baudin, des opérations de guerre de peuple à peuple où il faut appliquer plus encore que dans la guerre des armes le souci de la fierté et des intérêts de la nation. Les Etats-Unis apportent dans les relations internationales des façons brutales et méprisantes qui devraient leur attirer parfois quelques sévères leçons. »

JAPON

Les Japonais sont protectionnistes. Ce régime semble du reste avoir produit de bons résultats pour leur commerce, puisque les exportations du Japon n'ont cessé de s'accroître dans de notables proportions depuis 1892 :

	Millions de livres sterling	
	1892	1901
Soie brute.....	3.627	7.689
Thé.....	752	1.048
Charbon.....	318	1.727
Cuivre.....	488	1 026

Le Japon a conclu avec la France (6 avril 1896), l'Angleterre, l'Allemagne, etc..., des traités de commerce, dont la dénonciation doit avoir lieu au plus tard en juillet 1910.

Or, pour l'instant, les hommes d'Etat japonais ne semblent pas fixés sur les grands principes qui doivent être appliqués dans la future loi douanière, après la dénonciation des traités en cours.

On ignore encore si le nouveau tarif aura deux natures ou bien s'il n'en aura qu'une.

Les arguments en faveur de l'établissement d'un tarif général et d'un tarif conventionnel rencontraient, il y a quelques mois, une très forte résistance de la part de certaines hautes personnalités. Mais la revision douanière américaine a produit une très

forte impression et un revirement évident s'est accompli dans les esprits.

Comme il fallait s'y attendre, les industriels nippons ont demandé, dans la plupart des cas, des droits protectionnistes.

Les agriculteurs ont très loyalement déclaré qu'ils n'étaient pas en mesure de faire face à la demande toujours croissante de lait condensé, les importations à ce chapitre ayant atteint l'année dernière 2 millions 600.000 yens. Ils ont, par conséquent, consenti au maintien des droits actuels.

Dans le compartiment des *Cotton piece Goods*, beaucoup de positions restent également inchangées, car les filatures japonaises ne peuvent fournir que certaines qualités de fils : les fils très fins, notamment, sont tous importés. La fabrication des satins de coton est, de ce fait, quasi-impossible,

Les droits sur ces spécialités ne seront pas surélevés. Il en sera de même pour les chapeaux de qualité supérieure, qui ne sont pas encore produits au Japon.

Les fabricants ont, sur ces points, reconnu très nettement leur infériorité.

Mais, par contre, dans tous les cas où la production nationale a paru assez développée pour couvrir les besoins du marché intérieur, des renforcements de tarifs ont été proposés. Les flanelles de coton, les chapeaux communs, les *grey shirtings*, les cuirs, les

couleurs et matières colorantes seraient ainsi atteints par des majorations.

Il en serait de même des farines, tandis que les blés bénéficieraient d'un dégrèvement appréciable.

La minoterie a pris, en effet, un essor considérable depuis 1904. De 1904 à 1907, les importations de blé sont passées de 1.530.000 yens à 3.660.000 yens, tandis que les importations de farine tombaient, pendant le même laps de temps, de 13.000.000 de yens à 6.600.000 yens. La production des moulins japonais est de 25.000 sacs par jour, ce qui serait suffisant pour la consommation intérieure.

Les fabricants de papier à imprimer et d'emballage déclarent de leur côté qu'ils sont capables de pourvoir à toutes les demandes. Ils réclament, pour cette raison, des droits protecteurs élevés. Ces droits atteindraient surtout l'Allemagne, comme d'ailleurs ceux que l'on propose sur les matières colorantes

ANGLETERRE

L'Angleterre a toujours été considérée comme la plus libérale, au point de vue douanier, des grandes puissances de l'Europe. C'est sur son instigation, nous l'avons vu, que furent conclus en 1860 et dans les années qui suivirent, de nombreux traités de commerce entre les différents Etats.

L'Angleterre ne produit qu'une portion minime de sa consommation alimentaire : l'industrie ayant para-

lysé chez elle l'essor de l'agriculture et les prairies ayant fait délaisser la culture des céréales. Elle doit donc, de toute nécessité, faire appel aux produits de l'étranger. Son tarif douanier (à part les droits les sur vins) est par suite purement fiscal.

Du reste, ce régime paraissait conforme à son propre intérêt, car l'Angleterre est restée longtemps la première puissance industrielle du monde, ne craignant pas, sur ce terrain, la concurrence des autres Etats.

Mais depuis une trentaine d'années, la situation a changé. L'Angleterre a vu successivement grandir la puissance commerciale de l'Amérique et celle de l'Allemagne pour des natures de production qui, jadis, constituaient à son profit une sorte de monopole incontesté. De là est née la politique impérialiste qui, dans le Royaume-Uni, a failli récemment supplanter le libre-échange.

Ce fut, comme une suite nécessaire, à ces modifications survenues dans les conditions comparatives du commerce extérieur des premières puissances du monde, que le 15 mai 1903 M. Chamberlain demandait à l'Angleterre d'abandonner ses principes traditionnels de liberté commerciale en faveur d'une sorte d'union douanière confondant les intérêts de la Métropole et ceux de son empire colonial : « Les colonies anglaises, disait-il, ont droit à notre préférence sur les nations étrangères ; d'autre part, la Métropole doit

faire tout son possible pour que les produits de son industrie soient préférés sur le marché de l'empire. »

Cette conception nouvelle a soulevé une opposition très vive de la part des libéraux et des représentants des grands centres. Cette opposition a trouvé une majorité dans le pays, lors des élections de 1906 et plus récemment encore, il y a quelques semaines, lors des élections qui ont suivi la dissolution de la Chambre des communes. La puissance du parti unioniste protectionniste semble cependant avoir augmenté sensiblement dans l'opinion, depuis 1906, et s'il faut en croire un grand nombre de publicistes anglais, son triomphe pourrait bien n'être qu'une question de quelques années, sinon de quelques mois.

CHAPITRE II

Répercussions en France des changements survenus dans le régime douanier des différents Etats : les Conventions conclues depuis 1892

I

Premiers accords conclus avec la Suède et la Norvège (13 janvier 1892), les Pays-Bas, la Belgique, la Suisse, la Grèce, etc. — Tentatives d'accord avec l'Espagne et le Portugal.

La loi du 11 janvier 1892, dans son article 1^{er}, avait posé le principe que des conventions pourraient être signées par la France, à la suite du nouveau régime douanier.

« Le tarif minimum, disait-elle, pourra être appliqué aux marchandises originaires des pays qui feront bénéficier les marchandises françaises d'avantages corrélatifs et qui leur appliqueront leurs tarifs les plus réduits. »

Des discussions qui précédèrent le vote de cette loi, il ressort toutefois que dans les négociations avec les puissances pour le règlement de nos futurs rapports douaniers, on ne pourra pas descendre au-dessous des chiffres du tarif minimum.

« En descendant au-dessous des chiffres du tarif minimum, avait dit en effet M. Méline à la Chambre des députés, le gouvernement ne sortirait par du droit constitutionnel, mais il violerait le droit parlementaire. »

Et M. Dauphin, au Sénat : « La coexistence des deux tarifs implique la prévision et le désir de conventions douanières. Elle les provoque, elle présente aux nations étrangères le tableau des concessions qui peuvent leur être accordées ; elle les invite à nous en proposer de leur côté.

« D'autre part, le fait d'établir un tarif minimum indique, par le nom même qui lui est donné et les deux mots qui composent ce nom, que les conventions seront seulement des applications d'un tarif modifiable et ne pourront abaisser les droits au-dessous des limites fixées » (1).

1. Entre les traités de commerce auxquels la France a renoncé depuis la loi douanière de 1792, et les accords ou conventions commerciales qu'elle conclut sous l'Empire de cette loi, il existe un certain nombre de différences essentielles : 1^o Les traités de commerce sont conclus pour une certaine durée, pendant laquelle le tarif conventionnel ne peut être modifié. Dans le système du double tarif, les taxes inscrites au tarif minimum peuvent toujours être remaniées par la seule volonté de l'Etat qui a établi ce tarif, sauf le droit pour l'autre Etat de dénoncer l'accord, après un court délai de préavis, et d'user, s'il le juge à propos, de représailles en surélevant ses propres tarifs. Il en serait différemment, toutefois, si l'accord international, au lieu de poser simplement le principe de l'application du tarif minimum, en avait « consolidé » les taxes, si, en d'autres termes, le tarif minimum avait été annexé au traité. Il serait, en pareil cas, devenu un véritable tarif conventionnel. La pratique de la « consolidation » est contraire à l'esprit de la réforme douanière réalisée en 1892 : 2^o Dans le système du traité de commerce, les tarifications sont ordinairement variables et différentes, pour la même nature de produit, d'un Etat

Les anciens traités de commerce devant expirer le 1^{er} février 1892, des pourparlers furent engagés, avant cette date, avec différents Etats et les résultats en sont exposés dans un rapport au Président de la République présenté par MM. Ribot, ministre des Affaires étrangères et Jules Roche, ministre du Commerce, de l'Industrie et des Colonies, à la date du 30 janvier 1892.

Le premier accord fut signé avec les Royaumes-Unis de Suède et de Norvège le 13 janvier 1892, il comporte au profit de la France, et moyennant la concession du tarif minimum l'application de traitement de la nation la plus favorisée ; il garantit, en outre, la propriété industrielle, les droits de la propriété littéraire et artistique.

Dans une mesure plus restreinte, une entente fut également établie avec les Pays-Bas : ceux-ci, accordant en échange de notre tarif minimum, à nos importations le traitement dont jouissent les provenances des autres pays. Les signataires se réservaient du reste une entière liberté d'action pour faire cesser le régime ainsi établi.

à un autre Etat. Dans le système du double tarif, le principe est au contraire, que le tarif minimum constitue la base sur laquelle seront conclus les accords, et le régime normal de faveur qui pourra être accordé à tous les Etats avec lesquels on aura traité, sans que les concessions consenties à un de ces Etats puissent descendre au-dessous des taxes inscrites au tarif minimum. L'application du tarif minimum pourra toutefois être consentie, soit dans son intégralité, soit seulement d'une manière partielle, suivant l'étendue des concessions accordées aux produits français.

Ayant notifié au cabinet de Bruxelles notre intention d'appliquer aux marchandises belges en France les droits du tarif minimum, le gouvernement belge nous fit savoir que les marchandises françaises seraient admises en Belgique, à partir du 1^{er} février, au traitement de la nation la plus favorisée. Ce *modus vivendi* pouvait, d'ailleurs, être dénoncé à tout instant.

En Suisse, après bien des difficultés et non sans avoir couru le risque d'une rupture commerciale, un *modus vivendi* fut organisé, analogue à celui que nous venions de conclure avec la Belgique et les Pays-Bas.

Les 8-12 janvier 1892 un accord fut également signé avec la Grèce.

Quant à l'Espagne qui, en 1892, possédait trois tarifs : un tarif général, un tarif minimum et un tarif conventionnel (dont bénéficiait par exemple l'Angleterre), nous lui avons demandé d'appliquer aux produits français ses droits les plus réduits ; son refus retarda la signature de l'accord projeté

Enfin le Portugal, ne voulant pas accorder le bénéfice de la nation la plus favorisée, fut placé par cela même sous le régime du tarif maximum.

« Par voie de conséquence, concluaient MM. Ribot et Jules Roche, le bénéfice du tarif minimum s'étendra aux divers pays tels que l'Angleterre, l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, la Russie, la Turquie, le Dane-

mark, la Perse, le Mexique, la République Sud-Africaine (1) qui, en vertu de traités non dénoncés ou de lois spéciales, jouissent actuellement du tarif conventionnel. »

A part l'Espagne et le Portugal, le tarif maximum ne restait donc applicable qu'à l'Italie et à la Roumanie.

1. Depuis cette époque la République Sud-Africaine du Transvaal a été incorporée au domaine britannique.

II

1892-1900

Conventions avec l'Espagne (27 mai 1892 et 27 décembre 1894), la Suisse (16 août 1895), la Russie (17-30 juin 1893), les Etats-Unis (27 janvier 1893-28 mai 1898), l'Italie (21 novembre 1898), etc.

L'Espagne ne tarda pas à regretter son intransigeance : elle avait espéré que la France reculerait devant une guerre de tarifs. Déçue, elle avait besoin d'un tarif plus modéré pour ses produits agricoles.

Des pourparlers furent engagés qui aboutirent à un décret du 27 mai 1892, par lequel nous accordions le bénéfice de notre tarif minimum aux marchandises espagnoles. En échange, les produits français étaient admis en Espagne au tarif conventionnel accordé à l'Angleterre ; il était stipulé en outre qu'à la disparition de ce tarif conventionnel, le tarif minimum espagnol serait applicable à nos produits.

Le 30 décembre 1893, cet accord fut prorogé *sine die*, les parties gardant la faculté de le dénoncer en prévenant trois mois à l'avance.

La rupture avec la Suisse qui avait été évitée au moment de l'application de notre nouveau régime douanier ne tarda pas à se produire, la Confédération helvétique trouvant trop élevées certaines taxes de

notre tarif minimum. Un arrangement fut cependant tenté le 23 juillet 1892 aux termes duquel la France aurait accordé à la Suisse cinquante-cinq réductions sur son tarif minimum et la Suisse trente-cinq réductions sur son tarif actuel.

Mais ce projet était loin de satisfaire les industriels français et surtout les producteurs agricoles qui se plaignaient d'une réduction de moitié sur les taxes applicables à l'importation des bêtes à cornes. Et le 24 décembre 1892 la Chambre des députés la repoussa par 334 voix contre 184.

A cette nouvelle la Confédération helvétique décida que « dès le 1^{er} janvier 1893 le tarif général des douanes suisses du 10 avril 1891, ainsi que les surélévations arrêtées par le Conseil fédéral en application de l'article 34 de la loi fédérale sur les péages de 1851, seraient appliqués aux marchandises d'origine française et des colonies françaises à leur entrée en Suisse » ; par suite un tarif différentiel élevant de 6 francs à 25 francs les droits pour les vins en fûts, de 16 francs à 400 francs les droits pour certains tissus de soie, etc., devait être appliqué à nos produits, à titre de représailles pour notre tarif général considéré comme ayant un caractère prohibitif.

Cette guerre de tarifs, préjudiciable aux deux pays ne pouvait durer longtemps. La loi du 16 août 1895 la fit cesser en accordant à la Suisse des diminutions de droits sur le tarif minimum pour le laitage, les fils de soie, les broderies, les vêtements, l'horlogerie, etc.

en échange de l'application aux produits français du tarif conventionnel suisse.

Le 30 juin 1893 nous avons accordé à la Russie l'application de notre tarif minimum ainsi qu'une réduction de droits sur les huiles minérales ; la Russie, de son côté, avait abaissé les droits sur 52 de nos produits, soit une réduction de 15 à 25 o/o sur son tarif général.

Quelques mois auparavant, le 21 janvier 1893, en échange du tarif américain le plus réduit sur certains articles français, le gouvernement français avait concédé aux Etats-Unis le bénéfice du tarif minimum pour certains produits américains : conserves de viandes en boîtes, fruits de table frais, fruits de table secs ou tapés à l'exception des raisins secs, bois communs bruts, équarris ou sciés, etc.

Lorsqu'en 1897 les Etats-Unis adoptèrent le bill Dingley, un nouvel arrangement intervint avec la France : cette dernière accordait le 28 mai 1898 outre son tarif minimum concédé en 1893 (1) des réductions de droits sur la charcuterie et le saindoux, les Etats-Unis réduisaient à 15 o/o *ad valorem* les droits sur les objets d'art, à 1 dollar 75 par gallon les droits sur les cognacs et autres spiritueux.

Aussitôt après le traité de Simonosaki, le gouvernement japonais chercha à traiter avec la France.

« Le gouvernement français, écrit M. Georges

1. Un décret du 7 juillet 1893 avait accordé aux Etats-Unis notre tarif minimum pour les huiles minérales.

Gérald (1), accueillit ces ouvertures avec la sympathie qu'il a toujours témoignée au Japon, mais aussi avec la réserve que comportait l'importance des réformes qui nous étaient demandées. Diverses puissances, en particulier la Grande-Bretagne, l'Allemagne, la Russie et les Etats-Unis se montrèrent plus empressées à souscrire aux demandes du Japon, et elles avaient déjà signé avec celui-ci de nouvelles conventions alors que nous n'avions pas encore fait connaître au cabinet de Tokio nos intentions définitives.

« Le traité entre la France et le Japon fut signé le 6 avril 1896 ; il comportait quelques réductions de droits de la part du Japon, la France accordait le tarif minimum après surélévation des droits sur les tissus de soie pure ; enfin les deux Etats se concédaient réciproquement le traitement de la nation la plus favorisée.

« Cette clause procure à nos négociants et industriels le bénéfice des taxes réduites inscrites dans les tarifs accordés par le gouvernement mikadonal aux puissances qui ont avec le monde japonais les relations commerciales les plus actives : la Grande-Bretagne et l'Allemagne. Chacune de ces puissances a naturellement cherché à faire inscrire à ce tarif des taxes, aussi réduites que possibles, pour l'admission des marchandises qui constituent les principaux éléments

1. Rapport à la Commission des douanes de la Chambre des députés le 25 avril 1904.

de son exportation au Japon, un certain nombre de ces marchandises comptant parmi les produits que la France importe aussi au Japon. »

Des conventions analogues aux précédentes ont été conclues également : le 30 mai 1892 avec la Colombie, le 30 juin avec le Monténégro, les 4 et 21 juillet avec l'Uruguay et le Paraguay, le 19 août avec la République Argentine, le 15 septembre avec la Bolivie, le 23 octobre avec le Maroc, le 6 février 1893 avec le Canada, le 28 février avec la Roumanie et le 5 juillet avec la Serbie.

Depuis 1888, à défaut de conventions, les produits italiens et français étaient taxés, de chaque côté de la frontière, au tarif maximum; un arrangement intervint le 21 novembre 1898 : il accordait à l'Italie notre tarif minimum et à la France le tarif conventionnel italien (1) comportant à notre profit des réductions sur 115 articles. Nous avons, d'autre part, imposé à l'Italie un relèvement des droits sur les vins inscrits à notre tarif minimum, et les soieries restaient en dehors de la convention.

« Nous avons la conviction, avait dit le ministre des Affaires étrangères à la Chambre des députés d'Italie, que l'accord est avantageux pour les deux pays, agréable à deux peuples de même race qui, tout en étant heureux de faire disparaître toute

1. Ce tarif résultait des traités passés par l'Italie avec l'Angleterre, le 15 juin 1883; l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie, le 6 décembre 1891; la Suisse, le 19 avril 1892.

trace de douloureux et dangereux malentendus, désirent vivre en harmonie et en rapport d'amitié et de voisinage. »

Depuis, des efforts ont été faits pour amener de nouvelles réductions de part et d'autre et M. Thierry pouvait dire le 11 novembre 1903 dans un rapport à la Commission des douanes de la Chambre des députés :

« Nos pouvoirs publics pourront peut-être obtenir plus tard pour le rétablissement d'une plus équitable réciprocité certaines diminutions, notamment sur les tulles et les dentelles de Calais, de Caudry, de Saint-Quentin, sur les rubans de fantaisie brodés et brochés de Saint-Etienne. L'Italie ne produit pas ou presque pas ces articles et n'a pas intérêt à les protéger...

« Le tarif italien manque d'ampleur pour le nombre et le taux de ses concessions. Il n'y a pas égalité ni réciprocité dans les avantages mutuellement accordés. L'attitude amicale que les deux nations ont prise l'une envers l'autre, les heureux événements historiques de cette année permettent d'espérer que notre diplomatie saura mettre en harmonie les intérêts et les sentiments qui nous unissent avec nos voisins. »

Enfin, à la suite des lois du 24 février 1900 instituant un double tarif pour les denrées coloniales autres que le sucre et ses dérivés et du 17 février 1900 abaissant le droit sur le café, au tarif minimum à 136 francs les 100 kilogrammes, des conventions

furent conclues avec le Brésil, les Républiques d'Haïti, de San Salvador, de Costa-Rica, les Antilles danoises, Zanzibar, etc., conventions ayant pour bases, d'une part l'application de notre tarif minimum, d'autre part l'application à nos produits de tarifs réduits de la part des Etats avec lesquels nous traitons.

III

1900-1910

Conventions avec la Russie (16-26 septembre 1905), la Suisse (20 octobre 1906), l'Espagne (29 novembre 1906), la Serbie (5 janvier 1907), la Roumanie (6 mars 1907), les Etats-Unis (1^{er} février 1908 et mars 1910) et le Canada (1^{er} février 1908).

De nouvelles conventions commerciales ont été signées dans le cours de ces dernières années, et si parfois les négociations diplomatiques qui les ont précédées n'ont pas paru de tout point satisfaisantes, cela tient principalement à ce fait que la situation économique s'est modifiée considérablement tout autour de nous ; alors que les restrictions douanières s'aggravaient dans les autres Etats, la France avait en effet conservé dans l'ensemble le régime inauguré en 1892.

Convention avec la Russie (1)

Si l'on observe que de 1892 à 1903 les importations russes en France ont passé de 165.500.000 francs

1. Quand nos négociateurs se sont « trouvés en présence des négociateurs russes, ils étaient complètement désarmés, n'ayant rien à offrir en compensation des avantages qu'ils devaient demander, et rien à opposer aux prétentions du gouvernement impérial ».

à 301.700.000 francs, on pourrait supposer que la Russie avait tout intérêt à laisser subsister la convention de 1893 qui la liait à la France ; en dénonçant cette convention les 15-28 février 1905, la Russie a eu cependant un désir : trouver dans des droits de douane plus élevés des ressources budgétaires nouvelles et mettre ses traités en rapport avec sa loi douanière de 1903.

Le nouvel accord fut signé les 16-29 septembre 1905 faisant bénéficier la Russie des droits du tarif minimum pour les céréales, le lin, les œufs, les huiles minérales, les peaux, certains bois et quelques autres denrées (1). De notre côté nous obtenions de nombreuses concessions.

« Le résultat acquis dans cet ordre d'idées, disait l'exposé des motifs du projet de loi portant approbation de la convention, paraît devoir donner satisfaction, au moins en partie, aux principales revendications de notre commerce. Si l'on ne perd pas de vue

(Debussy. Rapport à la Commission des douanes de la Chambre des députés.)

« C'est donc au gouvernement français, disait de son côté M. Plichon à la Chambre des députés, que je fais grief de n'avoir pas eu la prévoyance avant l'expiration des conventions commerciales, de nous armer d'un tarif suffisamment élevé pour donner aux négociateurs français une arme redoutable qui leur permit de parler d'égal à égal avec les puissances qui avaient élevé leurs tarifs. »

1. Toutefois ces droits étaient consolidés, c'est-à-dire qu'ils ne pouvaient être modifiés tant que durait la convention. Chacune des parties conservait, il est vrai, le droit de dénoncer celle-ci, ce qui limitait à un an la durée obligatoire de son application. La Russie nous avait, de son côté, accordé un certain nombre de consolidations.

que des majorations considérables de droits avaient été prévues, au nouveau tarif des douanes russes, pour les articles intéressant au premier point notre exportation, il suffira, pour apprécier la portée de la convention du 16-29 septembre 1905, d'indiquer que non seulement dans la plupart des cas le maintien des chiffres du traité de 1893 a été stipulé, mais encore, pour les produits figurant en tête de notre commerce avec la Russie, des réductions, dont plusieurs importantes, nous ont été concédées sur les droits inscrits dans l'acte diplomatique précité. »

Une réduction a été consentie sur nos vins et les chiffres ont été ainsi arrêtés :

Vins en fûts ne titrant pas plus de 13 degrés centésimaux : 5 roubles par poud (16 kgr. 38), soit 81 francs les 100 kilos.

Vins en fûts de 13 à 16 degrés : 9 roubles par poud, soit 145 fr. 89 les 100 kilos.

Vins en fûts au-dessus de 16 degrés (droit du tarif général) : 15 roubles par poud, soit 244 francs les 100 kilos.

Vins en bouteilles, non mousseux, ne titrant pas plus de 25 degrés : 6 roubles par poud, soit 97 fr. 30 100 kilos.

Vins en bouteilles, mousseux : 14 roubles par poud, soit 277 francs les 100 kilos.

Eaux-de vie en fûts : 13 roubles 50 par poud, soit 219 francs les 100 kilos.

Eaux-de-vie en bouteilles : 10 roubles 40 par poud, soit 169 francs les 100 kilos.

En résumé, il y a diminution de 16 o/o pour les eaux-de-vie en fûts, 43 o/o pour les eaux-de-vie en bouteilles, 38 o/o pour les liqueurs, 37 o/o sur les vins non mousseux en bouteilles et 6 o/o sur les vins mousseux.

Un article spécial de la convention vise le traitement de la nation la plus favorisée :

« Les produits du sol et de l'industrie de la Russie qui seront importés en France et les produits du sol et de l'industrie de la France qui seront importés en Russie, destinés, soit à la consommation, soit à l'entreposage, soit à la réexportation ou au transit, seront soumis au même traitement que les produits de la nation la plus favorisée. En aucun cas et sous aucun motif ils ne seront soumis à des droits, taxes et impôts des contributions plus élevés ou autres, ni frappés de surtaxe ou de prohibition dont ne soient atteints les produits similaires de tout autre pays. Notamment toute faveur et facilité, toute immunité et toute réduction des droits d'entrée inscrits au tarif général ou aux tarifs conventionnels, que l'une des parties contractantes accordera à une tierce puissance à titre permanent ou temporairement, gratuitement ou avec compensation, sera immédiatement, et sans conditions ni réserves des compensations, étendue aux produits du sol et de l'industrie de l'autre. »

Il est à remarquer cependant que les consolidations

accordées par la France sur son tarif minimum sont bien plus importantes que celles concédées par la Russie. Elles portent en effet sur une grande partie des importations russes en France, soit 155.616.000 fr., alors que l'ensemble de ces importations s'élève en 1902 à 202 millions. Au contraire, les considérations qui nous ont été accordées s'appliquent à 540.000 fr. d'objets sur un total de 46 millions d'importations.

Convention avec la Suisse (20 octobre 1906)

Peu après la convention de 1895, à partir de 1898 surtout, les relations commerciales entre la France et la Suisse devinrent assez difficiles : en Suisse, le Conseil fédéral fit une grande enquête en vue de remanier tous les tarifs de douane ; en France on s'inquiéta du sort réservé par nos voisins à notre industrie nationale des tissus de soierie pure.

Cependant l'arrangement de 1895 expirait le 31 décembre 1903, des pourparlers furent engagés qui aboutirent seulement à la prorogation des anciennes tarifications jusqu'au 31 décembre 1905.

Entre temps, la Suisse avait, sur la base de son nouveau tarif général de 1902, renouvelé ses traités de commerce le 12 juillet 1904 avec l'Italie, le 17 novembre 1904 avec l'Allemagne et le 9 mars 1905 avec l'Autriche-Hongrie,

Le 8 décembre 1905, le gouvernement français

déposa un projet de loi « en vue de la modification des lois des 11 janvier 1892 et 16 août 1895 ».

Quelques mois auparavant le Conseil fédéral avait pris une délibération ainsi conçue :

« Si contre toute attente, la proposition du député Morel (relevant le droit sur les soieries à leur entrée en France), adoptée par la Commission des douanes de la Chambre, devait acquérir force de loi, ou si l'on venait à relever, dans une proportion quelconque, les droits français sur les articles de soie pure, tels qu'ils résultent de l'arrangement commercial du 25 juin 1895 ; le Conseil fédéral ordonnerait, sans tarder, les mesures de rétorsion qui lui paraîtraient nécessaires. »

Le projet de loi du 8 décembre 1905, plus modéré dans ses dispositions que la proposition Morel, fut adopté par la Chambre des députés et le Sénat le 15 décembre 1905. Il modifiait le tableau des droits concernant le laitage, les fils et tissus de soie pure, la bonneterie, les broderies, l'horlogerie, les machines hydrauliques et dynamo-électriques, etc...

« Afin de rétablir dans une certaine mesure l'équilibre, avait dit l'exposé des motifs, il nous a paru qu'il convenait, en ce qui nous concerne, de ramener les choses au point où elles étaient avant 1895, c'est-à-dire de revenir à l'application de notre tarif minimum, tel qu'il était établi par la loi du 11 janvier 1892. Les modifications qui ont été introduites par la loi du 16 août 1895 n'étaient que la conséquence néces-

saire de notre accord commercial avec la Suisse et n'avaient d'autre but que d'accorder à ce pays des concessions susceptibles de compenser les avantages que la France devait retirer de l'application à ses marchandises des droits de douane prévus au tarif d'usage suisse alors en vigueur.

« ... Les conditions de l'accord de 1895 étant modifiées par suite de l'augmentation du tarif d'usage suisse, à partir du 1^{er} janvier 1906, le retour au tarif primitif de la loi du 11 janvier 1892, que nous avons l'honneur de vous proposer, ne saurait être considéré que comme une mesure de stricte équité et de juste compensation, ne revêtant en aucune façon un caractère agressif vis-à-vis d'une nation amie, à laquelle nous unissent les liens les plus sérieux de sympathie séculaire et de solidarité économique, et les traditions de notre commune histoire. La Suisse conservera d'ailleurs le bénéfice de la jouissance de notre tarif minimum qui lui a été accordé par le décret du 16 août 1895 et demeurera ainsi placée dans les mêmes conditions que les pays avec lesquels nous vivons sous le régime de la clause de la nation la plus favorisée. »

A la suite de la loi française du 15 décembre 1905, le Conseil fédéral suisse obtint des Chambres l'autorisation d'appliquer à titre provisoire, jusqu'au 1^{er} avril 1906, le tarif d'usage aux importations françaises (21 décembre 1905).

Et les pourparlers reprirent entre la Confédération

helvétique et la France pour aboutir, après bien des difficultés, à la convention du 20 octobre 1906. La France accordait des concessions sur 45 articles, notamment le lait, les fromages, les teintures, les fils de coton et de soie, les mouchoirs, les broderies, l'horlogerie, etc...

La discussion du régime des soies fut particulièrement agitée, elle faillit même un moment entraîner l'échec du projet d'accord ; les industriels français demandant une élévation des droits et le gouvernement suisse réclamant le maintien du *modus vivendi* de 1895.

Finalement on accorda satisfaction à la Suisse et pour ne pas étendre ces faveurs aux autres Etats, on créa des spécialisations.

On distingua par exemple : les velours et peluches frappés d'un droit de 600 francs les 100 kilos, des gazes et étamines unies et façonnées taxées à 400 fr., et des tissus serrés, foulards, etc., payant des taxes variant de 250 à 325 francs.

Ainsi les consolidations qui étaient apparues dans la convention franco-russe de 1905 venaient de s'étendre à la Suisse et portaient une nouvelle atteinte au régime de 1892 : « Je crains, disait à ce sujet M. Méline au Sénat, que nous ne glissions, sans nous en rendre bien compte, sur une pente extrêmement dangereuse et redoutable. Si nous continuons dans la voie où nous nous sommes engagés, si nous faisons sans cesse de nouvelles consolida-

tions, un jour viendra où nous serons réduits à l'impuissance. La France sera ligotée et le Parlement aura la responsabilité d'avoir laissé démolir peu à peu le régime économique qui depuis plus de quinze ans abrite la fortune de la France ».

*Prorogation du modus vivendi de 1893
avec l'Espagne (29 novembre 1906)*

Depuis le 27 décembre 1893 les relations douanières de la France et de l'Espagne étaient régies par un *modus vivendi* prolongé *sine die*, aux termes duquel les deux pays s'accordaient, pour leurs produits respectifs, le bénéfice des tarifs les plus modérés.

Or, en 1905 expiraient les traités de commerce signés par l'Espagne avec le Danemark, la Suède, la Norvège, les Pays-Bas, le Portugal et la Suisse, et les commerçants français se demandaient sous quel régime tomberaient nos produits à partir de cette date et réclamaient tout au moins que le régime antérieur ne fût pas aggravé.

Au même moment, le 1^{er} juillet 1906, l'Espagne se donnait un « arancel » au caractère vraiment prohibitif. A cette nouvelle, le gouvernement français dénonça, le 28 juin 1906, le *modus vivendi* de 1893 et en réponse au nouveau tarif espagnol, fit voter, le 18 juillet 1906, une loi aggravant certains tarifs relatifs aux importations espagnoles.

C'est dans ces conditions que le gouvernement français crut pouvoir ensuite engager des négociations avec l'Espagne en vue de conclure une convention plus favorable à notre commerce.

Les pourparlers n'aboutirent qu'à la prorogation *sine die* du *modus vivendi* de 1893, au grand mécontentement des producteurs, commerçants et industriels français.

Encore une fois, insuffisamment armée par notre tarif de 1892, notre diplomatie subissait un échec aux dépens de la production nationale.

Convention avec la Serbie (5 janvier 1907)

Un nouveau tarif douanier ayant été adopté le 1^{er} mars 1906 par la Serbie, l'arrangement du 5 juillet 1893 fut dénoncé et une nouvelle convention conclue le 5 janvier 1907, aux termes de laquelle la France maintenait à la Serbie le bénéfice de son tarif minimum en échange de réductions et de consultations sur les vins, cognacs, eaux-de-vie, etc...

Convention avec la Roumanie (6 mars 1907)

A la même date que la Serbie, 1^{er} mars 1906, la Roumanie avait relevé son tarif de douane.

La convention franço-roumaine du 28 février 1893 fut remplacée par une nouvelle convention du 6 mars 1907.

La Roumanie obtenait le bénéfice de notre tarif minimum et des consolidations sur six des principaux articles d'importation roumaine en France : avoine, froment, légumes, huile, pétrole, bois.

C'était, de la part du gouvernement français, un nouvel abandon du principe d'autonomie douanière consacrée en 1892 ; en retour, nous obtenions seulement quelques réductions au profit de nos importations en Roumanie.

« Ce nouveau témoignage de la faiblesse, de la médiocrité de nos tarifs de défense pour des tractations de ce genre, avait dit le rapporteur à la Chambre, M. Morel, suffira nous l'espérons, pour dicter au Parlement et au gouvernement la tactique prévoyante à organiser sans retard pour de prochaines conjonctures. »

Arrangement franco-américain (1^{er} février 1908)
Convention nouvelle

Le 1^{er} février 1908 avait été signé un arrangement avec l'Amérique, nous accordant les avantages concédés à l'Allemagne en 1907 ; c'est-à-dire la simplification des formalités de la douane et la réduction de 25 0/0 pour nos vins mousseux de Champagne et de Saumur.

Mais à la suite de l'établissement du nouveau « tarif Payne », plus protecteur, le gouvernement

américain dénonça, en mai 1909, ses arrangements commerciaux.

Le 29 mars 1910 le Parlement a adopté le projet de loi relatif à l'application du tarif des douanes aux produits originaires des Etats-Unis.

« Le gouvernement, dit l'article unique de la loi, est autorisé à concéder par décret les tarifs de douane les plus réduits à l'entrée en France... aux produits et marchandises originaires des Etats-Unis...

« ... Les concessions accordées en vertu de la présente loi pourront être retirées en tout ou en partie, par décret qui sera exécutoire trois mois après sa publication, dans le cas où les produits et marchandises originaires de France, d'Algérie, des colonies et possessions françaises seraient assujettis à l'entrée aux Etats-Unis ou de l'Ile de Porto-Rico, à des droits supérieurs au tarif douanier actuellement en vigueur ou à un traitement douanier quelconque moins favorable que celui appliqué aux produits ou marchandises originaires de tout autre pays étranger. »

Au cours de la discussion à la Chambre des députés M. Klotz, président de la commission, a constaté l'importance de cet accord douanier.

« Si, pour éviter les rigueur du bill Payne, voté le 5 août dernier, nous avons dû céder nos tarifs les plus réduits sur 51 articles nouveaux (notamment : machines agricoles, machines pour métallurgie, articles manufacturés en cuivre et caoutchouc, locomotives, wagons, rouleaux pour machines à écrire,

instruments de musique, articles de quincaillerie, meubles de bureaux, outils, chaudières, etc...), il n'en est pas moins certain que notre protection n'est pas diminuée, et que les intérêts de notre agriculture et de notre industrie sont sauvegardés. »

Et M. Dupuy, ministre du Commerce et de l'Industrie : « Je suis informé officiellement que M. le président Taft a signé, il y a quelques jours, la proclamation relative à l'accord franco-américain ; elle sera publiée dès que le gouvernement américain recevra la nouvelle de la ratification de l'accord par le Parlement français.

« ... Depuis dix ans la France prend une place de plus en plus grande dans l'exportation américaine, et les Etats-Unis nous achètent de plus en plus.

« S'ils nous vendent pour 450 millions de matières premières, — coton, cuivre, bois, — il faut noter qu'ils nous achètent des produits fabriqués pour plus de 200 millions, — tissus de soie, gants de peau, automobiles, vins, — ce qui permet de dire avec raison que le marché américain est un stimulant très actif pour nos produits de luxe.

« Aussi la crainte d'une rupture avait-elle produit une très vive émotion... »

En échange, les Américains nous donnent ce qu'ils ne pouvaient nous refuser sans nous déclarer la guerre commerciale, c'est-à-dire le bénéfice de l'échelle minimum de leur nouveau tarif qui s'élève encore à environ 40 o/o.

Convention franco-canadienne

Une convention entre le Canada et la France vient d'être signée : nous accordons au Canada notre tarif minimum pour 152 articles et nous obtenons sur la loi du 30 novembre 1906 le bénéfice du tarif intermédiaire canadien pour 98 articles d'origine française et 12 articles d'importation française, ainsi que le traitement de la nation la plus favorisée.

Telles sont les principales conventions commerciales conclues par la France depuis 1892: elles ont permis à notre pays, dans la mesure du possible, de suivre, de loin, l'évolution économique des autres Etats.

Malheureusement « notre tarif général n'est plus en rapport avec ceux des nations étrangères qui, pour leurs arrangements, les ont relevés dans une proportion considérable.

« L'écart entre nos deux tarifs est à peine de 25 0/0 tandis que chez elles le tarif général est souvent le double ou triple des taux résultant de leurs tarifs d'usage ; une revision entière de notre tarif général s'impose donc, mais elle ne peut résulter que d'une étude complète, approfondie de notre tarification douanière et des répercussions que certaines augmentations pourraient avoir sur nos échanges avec les nations qui ne jouissent pas des avantages complets ou partiels de notre tarif minimum (1). »

1. Rapport de M. Noël au nom de la Commission des douanes de la Chambre des députés (1905).

CHAPITRE III

I. Enquête de la Commission des douanes. — Proposition de loi du 28 mai 1907. — Rapport général de M. Jean Morel. — II. Maintien du double tarif, de la classification de 1892 et de certains droits d'entrée. — III. Inscriptions au seul tarif général. — IV. Relèvements au tarif général : écart de 50 o/o entre tarif général et tarif minimum. — Tarif des matières premières ; Chevaux, miel, poissons, ivoire et écaille factices, fruits frais, safran, choux à choucroute, bois, ouvrages en bois, liège, boissons, ciment, asphalte, métaux, acide carbonique liquide, acide stéarique, éthers, glaces biseautées, toiles cirées et linoléums, ganterie de laine pure, rubans, vêtements, pièces de lingerie confectionnées, ouvrages en métaux, armes, pianos, celluloid etc.. — V. Modifications des tarifs de 1892 devenus injustes : Fruits secs de table, aluminium, tissus de soie pure et tissus en soie artificielle, pneumatiques pour cycles et voitures, etc... Créations de droits nouveaux : viandes frigorifiées, résinates, sucre de lait, produits de l'industrie hydro-électrique, toiles pour dynamos, rails en aciers spéciaux, ouvrages en fonte trempée, glaces armées, peaux, clichés, voitures automobiles, etc. — VI. Spécialisations : Lièvres, chevreuils et cerfs morts, fromages, primeurs, pommes de terre et légumes, vins importés en bouteilles, spiegels, aciers spéciaux, machines à vapeur, outils, mercerisage, machines à écrire et machines à calculer, etc. — VII. Droits de sortie (tableau B). — Surtaxes d'entrepôt (tableau C). — Admission temporaire. — Antidumping clause. — Régime douanier colonial (tableau E). — VIII. Discussion et adoption par le Parlement du projet de revision douanière. — Loi du 29 mars 1910.

I

La France n'est plus à l'heure actuelle en état de résister au flot protectionniste qui envahit la plupart

des nations avec lesquelles elle se trouve en relations commerciales.

Un remaniement de notre régime douanier s'impose. C'est ce qu'a démontré encore l'enquête à laquelle s'est livrée la Commission des douanes de la Chambre des députés (1).

De toutes parts sont parvenus à la commission des études, des travaux, des délibérations, des vœux fortement motivés.

De nombreuses chambres de commerce, des groupements économiques, des syndicats professionnels, des associations agricoles se sont prononcés en faveur de la révision douanière.

La Société des agriculteurs de France, en particulier, a déclaré qu'elle ne pouvait qu'accueillir avec une vive satisfaction la résolution prise par la Commission des douanes de la Chambre, de procéder à une revision d'ensemble du tarif général des douanes du 11 janvier 1892. Puis, après avoir rappelé les brillants résultats donnés par le régime en vigueur, elle a ajouté : « Mais, tout en reconnaissant les heureux effets de la réforme de 1892, le monde agricole et en

1. Cette commission, dans la séance du 1^{er} mars 1907, a obtenu les pouvoirs d'une commission d'enquête.

Elle est composée de MM. L.-L. Klotz, président ; Siegfried, Jean Morel (Loire), Thierry, Bourrat, Georges Gérard, vice-présidents ; Rajon, Cadenat, Bourély, Fleurent, Camuzet, secrétaires ; Albert Sarraut, Bouctot, Clénal, Combrouze, Peureux, Roch, Haquenin, Capéran, Jules Roche, Réville, Albin Rozet, Armez, Fernand David, Plichon, Razimbaud, Rose, Magniaudé, Arago, Pozzi, Périer (Saône-et-Loire), Pradet-Balade, Pasqual.

particulier la Société des agriculteurs de France ont été amenés, dans ces derniers temps, à constater et à regretter soit les lacunes de nos tarifs, soit la situation d'infériorité dans laquelle il nous laissent vis-à-vis d'Etats mieux armés que nous pour négocier, soit enfin les dérogations fâcheuses qui ont été, par suite, apportées aux principes les plus essentiels de notre législation douanière. »

Enfin, à la date du 9 juillet 1908, 61 conseils généraux avaient adopté, sans modifications, le vœu proposé par le groupe interparlementaire d'études douanières ainsi conçu :

« Le Conseil général émet le vœu :

« 1^o Que le tarif général des douanes soit révisé en vue d'en faire un instrument utile et solide pour la défense de nos intérêts économiques ;

« 2^o Que la nomenclature du tableau des droits d'entrée soit complétée par l'inscription nominative des articles nouveaux introduits depuis lors dans le commerce international sous l'influence des découvertes scientifiques ou des progrès de l'agriculture et de l'industrie ;

« 3^o Que les spécialisations nécessaires soient créées, conformément à la pratique adoptée par les pays étrangers, dans les numéros du tarif réunissant, sous une rubrique générale, des objets divers par leur valeur, distincts par leur mode de fabrication et différents par l'importance de la main-d'œuvre incorporée dans leur production. »

Mais tous ces vœux, ces désirs, ces besoins, ces projets ne pouvaient prendre corps, devant la Chambre, en dehors de l'action du gouvernement ou de l'initiative parlementaire. C'est pour ces motifs qu'à défaut du dépôt d'un projet gouvernemental, M. Jean Morel et un certain nombre de ses collègues se décidèrent à présenter, le 28 mai 1907, une proposition de loi portant modification des droits inscrits au tableau A, annexé à la loi du 11 janvier 1892 (tarif général des douanes) (1).

« Le tarif général des douanes du 11 janvier 1892, dit l'exposé des motifs, a grandement favorisé le développement agricole et l'essor industriel de la France. La protection raisonnée et nécessaire qu'il a fournie au travail national a été l'une des sources principales de notre prospérité économique croissante.

« Mais ce tarif ne répond plus, sur certains points essentiels, aux conditions actuelles de la concurrence internationale.

« Les droits inscrits à la première colonne, celle du tarif général ne s'éloignent pas sensiblement pour divers articles, de ceux qui figurent à la colonne du tarif minimum. Ce faible écart ne correspond pas au caractère hautement défensif que les tarifs généraux de la plupart des Etats présentent en ce moment. Il

1. Cette proposition de loi porte la signature de MM. Jean Morel, Plichon, G. Gérald, Claude Rajon, Peureux, Rose, Marc Réville, Razimbaud, Pozzi, Pichery, Paul Bourély, Fleurent, Grosdidier, du Perier de Larsan, Camuzet et Caperan.

en résulte, pour notre pays, une réelle infériorité dans les négociations qu'il poursuit avec les puissances étrangères pour la conclusion de conventions commerciales équitables.

« ... Les progrès réalisés depuis quinze ans par la science, par l'industrie et par l'agriculture ont, d'autre part, apporté dans la consommation publique et jeté sur le marché des échanges internationaux un grand nombre de produits nouveaux que les tarifs de 1892 ne pouvaient ni prévoir, ni viser. »

Cette proposition, renvoyée à la Commission des douanes, reçut l'adhésion explicite et publique du gouvernement (1). Et M. Jean Morel fut chargé du rapport général, dont nous allons ci-après présenter l'analyse.

II

Remarquons tout d'abord qu'aucun changement n'a été proposé à la quotité des droits d'entrée les plus réduits concernant le blé, la farine, le pain, l'orge, le riz, le bétail, les viandes fraîches, les salaisons, le beurre, la margarine, le saindoux, les volailles, le lait, les fromages à pâte ferme, les œufs et autres comestibles de consommation courante. Il en est de

1. Discours de M. Doumergue, ministre du Commerce et de l'Industrie, répondant à une question posée par M. Aynard (Chambre des députés, séance du 7 novembre 1907).

même pour le poisson de mer frais, salé ou fumé, pour les conserves de poissons et la généralité des poissons d'eau douce.

Le régime des combustibles, houille, coke, anthracite, charbon de bois n'est pas modifié. Les tarifs des vins en fûts, du cidre, du vinaigre, de l'alcool n'ont pas été altérés. Quant à la bière, elle est l'objet d'une simple péréquation de droit ; elle sera taxée au volume au lieu d'être frappée au poids brut. Cette modification favorisera les opérations de dédouanement et rétablira l'égalité des charges réelles au profit des petites expéditions, plus lourdement atteintes que les gros envois (en récipients de grande capacité) par le mode actuel de la taxation.

La commission a été unanime pour le maintien du principe du double tarif, qui est la clef de voûte de notre édifice économique et qui fait sa force et sa sécurité.

Elle a maintenu également les classifications fort anciennes existant dans les tarifs de 1892 en quatre catégories (1) :

1. Certains économistes dont MM. Funck-Brentano et Charles Dupuis (*Les tarifs douaniers et les traités de commerce*) ont cependant critiqué, d'une manière très vive, cette classification. Empruntée à la hiérarchie des règnes dans les sciences naturelles, cette division, disent-ils, ne correspond nullement à la hiérarchie des industries dans le domaine économique. La ligne de démarcation, trop incertaine pour être respectée, loin d'être une cause de clarté, est devenue une cause de confusion. C'est ainsi notamment que les conserves de viandes en boîtes (classe II, n° 19), les plumes de parure apprêtées (classe II, n° 26), le lait concentré pur ou additionné de sucre dans certaines proportions, les fromages, beurres (classe II, n° 35 bis, 35 ter, 36, 37) figurent parmi les matières animales !

- 1° Matières animales ;
- 2° Matières végétales ;
- 4° Matières minérales ;
- 4° Fabrications.

III. — *Inscriptions au seul tarif général*

La loi du 11 janvier 1892, après avoir créé un double tarif, avait décidé sur la demande du gouvernement de n'insérer qu'au tarif général les céréales et le bétail, afin de ne pas les comprendre dans les traités qui pourraient être conclus. « Les cultivateurs n'avaient pas encore oublié que ce qui les avait sauvés de la ruine, quelques années auparavant, c'est que le gouvernement de la République avait pu mettre ses droits sur les produits, qui, comme les céréales et le bétail, avaient été exclus des traités antérieurs. Venant de reconquérir sa liberté de mouvement, l'agriculture ne voulait plus l'aliéner ».

Depuis lors, le régime du bétail a été modifié et les animaux vivants des espèces bovine, ovine, caprine et porcine sont rentrés dans la règle commune par l'adoption de la loi du 31 juillet 1903.

Il ne pourrait donc y avoir d'inconvénient à étendre cette innovation aux animaux figurant encore dans la première section du tableau des droits d'entrée.

Par contre, des remaniements au régime douanier

appliqué au blé, à l'orge, au seigle et au maïs pourraient avoir de fâcheuses conséquences et il y a tout intérêt à maintenir pour ces produits la tarification unique.

Cette tarification unique pourrait enfin être appliquée à des spécialités récemment introduites dans le commerce international : viandes frigorifiées, gluten, féculs exotiques, cuir artificiel et courroies à base de caoutchouc, asphalté, oxyde d'étain, nitrate de chaux et cyanamide calcique.

IV. — *Relèvement du tarif général*

Le relèvement des droits inscrits au tarif général est une des caractéristiques du projet de réforme douanière. Des modifications nombreuses ont été apportées au régime de 1892, depuis sa création, et le tarif général qui avait été institué comme devant être la règle, est, par suite des conventions douanières, devenu l'exception, au bénéfice du tarif minimum. Ainsi, un seul Etat européen (le Portugal) demeure aujourd'hui soumis au régime de notre tarif général ; encore des négociations sont-elles entamées avec lui à ce sujet.

Mais ce n'est pas tout. Depuis 1892, ainsi que nous l'avons vu précédemment, les Etats avec lesquels nous avons des relations commerciales ont relevé notablement leurs tarifs généraux. Aussi, lorsque nous

avons voulu signer avec ces Etats des traités de commerce, nous nous sommes trouvés désarmés vis-à-vis d'eux.

Des lois de 1899, 1905 et 1906 ont opéré quelques majorations de notre tarif maximum ; il importe aujourd'hui de compléter l'œuvre ébauchée par ces actes circonstanciels, en étendant ces majorations à tout notre régime douanier.

« Votre commission des douanes, disait le rapporteur général, M. Morel, animée par un profond sentiment de justice et de solidarité, a été unanime à adopter le principe de ce relèvement. *Elle en a fixé le quantum à 50 0/0 d'écart, en moyenne, entre le tarif minimum et le tarif général.* Mais elle n'en a pas fait une règle absolue. Nous avons déjà indiqué les raisons pour lesquelles elle n'a pas voulu modifier le tarif général des céréales. Dans d'autres parties encore du tableau A, elle a gardé la même réserve. Elle s'est inspirée dans chaque cas des circonstances de fait, des besoins de la production française, de l'intérêt de la consommation publique, des lieux de provenance, des relations internationales, soit pour maintenir le *statu quo*, soit pour apporter dans la graduation de tarifs la mesure modérée ou le ton amplifié qui lui ont paru les plus convenables. »

Tarif des matières premières. — La législation de 1892 a consacré le principe de la franchise douanière pour la généralité de ces matières : le régime proposé

maintient ce principe qui a facilité le développement de notre industrie.

Les compensations accordées par l'Etat aux producteurs dénués de protection douanière, à la culture du lin et du chanvre, à la sériciculture et à la filature de la soie sous forme de primes annuelles et d'encouragements spéciaux, continueront également à subsister.

Malgré l'insistance des associations agricoles en vue de faire taxer au tarif général des produits exempts d'après le tarif minimum pour « faciliter les négociations avec les pays d'où nous tirons les marchandises de cette catégorie », la Commission des douanes n'a pas cru devoir accepter une mesure susceptible de restreindre les sources d'approvisionnement de nos grandes industries françaises des cuirs et peaux et de la tannerie, des fourrures, du lin, du chanvre, de la laine et de la soie.

Chevaux (1). — Les tarifs de 1892 imposaient uniformément les chevaux et juments à raison de 30 francs par tête ; or ces taux n'étaient dans beaucoup de cas, nullement proportionnés à la valeur des chevaux importés ; aussi l'élevage français se plaignait-il depuis longtemps de leur insuffisance. Une loi du 9 avril 1898 établit notre tarification des chevaux sur des bases à la fois plus rationnelles et plus

1. Rapport de M. Rose (Chambre des députés, session 1908, n° 1841).

favorables à la production nationale, distinguant les chevaux entiers, hongres ou juments en deux classes selon qu'ils ont atteints ou non l'âge de cinq ans ; dans le premier cas, elle les taxe à 200 francs et à 150 francs par tête et dans le second à 150 francs et 100 francs. Le nouveau tarif portera seulement sur le droit maximum des chevaux de plus de cinq ans qui sera élevé de 200 à 225 francs, de façon à ce qu'il dépasse de 50 o/o le droit inscrit au tarif minimum

Miel (1). — Depuis longtemps également nos agriculteurs se plaignent de la concurrence des importations étrangères, la plupart très médiocres, venant principalement du Chili et du Japon, qui nuisent à la réputation de nos miels. Aussi pour arriver à protéger efficacement nos producteurs de miel a-t-il paru indispensable à la Commission des douanes : 1° d'élever le droit très faible inscrit à notre tarif actuel sur le miel de 15 francs les 100 kilos à 30 francs ; 2° de créer une position nouvelle pour les miels artificiels que nous envoie l'Allemagne.

Poissons (2). — Sur la demande de plusieurs sociétés, les droits s'élèveront de 10 à 12 francs pour les brochets et les carpes et de 15 à 23 francs pour les truites.

Ivoire et écaille factices (3). — Ces produits ne

1. Rapport de M. Rose.

2. Rapport de M. Armez (Chambre des députés, session 1908, n° 1880).

3. Rapport de M. Plichon, n° 1869.

sont pas aussi fortement taxés au tarif général que le celluloïd, qui paye 150 francs. Rien ne paraît justifier cette différence, étant donné qu'au tarif minimum les droits sont les mêmes pour les deux catégories de produits. La commission propose donc de les taxer à 150 francs au lieu de 100 francs.

Fruits frais (1). — De nombreux producteurs se plaignent de l'importation croissante des fruits étrangers dont la consommation se fait au détriment des fruits français ; de tous côtés on signale l'état précaire de la culture fruitière en France, en présence de la diminution de la consommation des fruits nationaux et des difficultés que présente notre exportation.

Les charges et impôts de toute nature qui pèsent sur nos producteurs augmentent sans cesse, il n'est que trop juste de faire supporter une partie de ces charges aux producteurs étrangers plus favorisés que les nôtres : dans ce sens la taxe des raisins et fruits forcés s'élèverait de 150 francs les 100 kilos à 200 fr. (y compris le poids des emballages).

Safran. — Le safran est évalué à 65 francs le kilogramme : la taxation de 1 franc au tarif minimum est donc minime et sans répercussion apparente sur la valeur de ce produit. En 1906, on a importé en France 69.350 kilos de safran (valeur 4.507.750 fr.) sur lesquels l'Espagne nous a fourni 68.155 kilos. Le tarif général étant surtout considéré, par la commis-

1. Rapport de M. Fleurent, n° 1896.

sion, comme un tarif de tractation avec les nations étrangères, le droit de 15 francs devient, dans les négociations, une base de discussion qui permettra d'obtenir pour certains de nos produits nationaux, un régime de faveur à titre de réciprocité.

Choux à choucroute (1). — Le droit actuel (0 fr. 40) est absolument insuffisant : il ne permet pas à notre culture maraîchère de l'Est de lutter contre la concurrence allemande. Du reste un tarif aussi réduit ne s'explique pas pour un produit qui sert à la fabrication de la choucroute, c'est-à-dire d'un aliment consommé par la classe aisée de la population. En conséquence la commission a cru devoir élever la taxe de 0 fr. 40 à 3 francs les 100 kilos.

Bois, ouvrages en bois, liège (2). — La crise forestière que nous subissons, provoquée entre autres causes par la consommation chaque jour plus grande de la pâte à papier, est, nous devons le reconnaître, commune au monde entier. Malgré toutes les lois, tous les règlements, les forêts se déboisent d'un pôle à l'autre avec une effrayante rapidité.

Or, notre domaine forestier étant la sixième partie de notre territoire, nous sommes plus intéressés que quiconque à la question du déboisement.

Un certain nombre d'associations dont l'Union syndicale des marchands de bois de France avait

1. Rapport de M. Rose.

2. Rapport de M. Bouchot, n° 1987.

demandé une augmentation des droits d'entrée sur les bois communs, bruts, équarris ou sciés. Il a paru à la Commission des douanes qu'une protection assurée à coups de tarifs de guerre aurait pour conséquence immédiate d'inciter les propriétaires, mis en présence d'offres plus rémunératrices, à réaliser leurs bois et leurs forêts.

Il n'en est pas de même toutefois des « ouvrages en bois » dont la position douanière a dû, en raison de la condition désavantageuse des travailleurs français par rapport à la main-d'œuvre étrangère, être sur plusieurs points modifiée.

Les droits sur la paille ou laine de bois ont été ainsi portés par la commission de 0 fr. 75 à 1 fr. 50 et 1 fr. 80 ; ceux sur les meubles sculptés ou marquetés de 30 à 45 francs, enfin les droits sur le liège ouvré de 6 francs les 100 kilos en 1892 et de 8 francs depuis la loi du 18 juillet 1906 ont été élevés à 15 francs.

Boissons (1). — Depuis 1863 les droits sur les vins étrangers importés en France, n'ont cessé d'augmenter.

L'hectolitre de vin étranger acquittait un droit de :

0 fr. 25 à partir de 1863 n'importe à quel degré ;

0 fr. 30 à partir de 1871 jusqu'à 14 degrés ;

2 francs à partir de 1881, jusqu'à 15 degrés ;

1. Rapport de M. Camuzet, n° 1934.

7 francs à partir de 1892, pour un vin de 10°9, surtaxe à partir de 11 degrés.

12 francs à partir de 1899, jusqu'à 12 degrés, plus une surtaxe pour les vins dépassant 12 degrés.

Le résultat d'un tel régime, c'est que les vins étrangers chassés de France font maintenant concurrence à nos vins sur les autres marchés. Et cela à un moment où nos exportations, moins élevées qu'avant l'invasion phylloxérique, se relèvent difficilement et où par contre la production française a beaucoup augmenté.

Ainsi le tarif douanier de 1892, en ce qui concerne les vins, nous a procuré quelques inconvénients, qui ne sont pas, il est vrai, la compensation des avantages très sérieux procurés à notre viticulture.

En définitive, les droits protecteurs, qui ont facilité la reconstitution du vignoble français, c'est-à-dire d'une valeur immobilière de 8 à 10 milliards, doivent être maintenus.

C'est ce qu'a décidé la Commission des douanes.

Ciment (1). — Il s'est créé, en Belgique et en Suisse, des syndicats ou cartels qui, maintenant des prix de vente élevés sur les lieux de production, cherchent à écouler à vil prix au dehors une partie importante de leur fabrication. Déjà on vient offrir jusqu'à Paris et on commence à y vendre des ciments étrangers, qui malgré le droit actuel, sont livrés à

1. Rapport de M. Fleurent.

des prix inférieurs à ceux de nos usines. Dans les nouveaux tarifs, le droit serait donc porté de 0 fr. 25 les 100 kilos à 0 fr. 60 et 0 fr. 90.

Asphalte. — La Suisse et l'Italie entendent profiter de la franchise actuelle pour faire pénétrer en France leurs roches asphaltiques et s'opposer en même temps par des tarifs prohibitifs à la rentrée dans les pays d'origine des produits manufacturés en France, en partie avec leurs propres minerais; un droit de 1 fr. 50 les 100 kilos a été proposé par la commission.

Métaux (1). — *Etain.* — Les droits dont nous frappons les étains étrangers, sont de beaucoup inférieurs à ceux que subissent nos étains à leur entrée chez les nations voisines ainsi qu'en témoigne le tableau suivant :

France.....	6 francs	pour 100 kilogrammes
Italie	15 —	—
Espagne, Portugal.	22 —	—
Hollande.	30 —	—
Allemagne.....	30 —	—
Autriche.....	40 —	—

Aussi la commission a-t-elle jugé nécessaire de porter le droit actuel représentant à peine 0.5 0/0 de la valeur du métal, au chiffre de 30 francs pour toutes les feuilles d'épaisseur inférieure à 1/10 de millimètre.

Acide carbonique liquide (2). — Nos industries

1. Rapport de M. Réville, n° 1982.

2. Rapport de M. Fleurent.

nationales se trouvent vis-à-vis de nos concurrents allemands dans des conditions réelles d'infériorité et il y a lieu, pour rétablir l'équilibre, de porter à 9 francs au tarif général le droit de 5 o/o *ad valorem* qui est actuellement appliqué.

Acide stéarique. — A la faveur d'un tarif de douane inférieur à celui de toutes les autres nations, nos concurrents étrangers, et plus particulièrement les Belges et les Hollandais, ont développé considérablement en France, dans ces dernières années, leur commerce d'exportation d'acide stéarique pur et non ouvré.

En 1895, l'importation s'élevait à 33.266 kilos seulement ; elle a atteint en 1900 le chiffre de 1,768.110 kilos et depuis cette date n'a pas cessé de s'accroître pour atteindre en 1906 la somme de 2.022.272 kilos et en 1907 celle de 3.051.600 kilos.

Le relèvement du droit de 10 francs à 15 francs les 100 kilos semble donc s'imposer.

Ethers. — Au prix où est généralement l'alcool en France, le fabricant français ne peut livrer qu'à 112 et 113 francs ce que le fabricant allemand livre en France à 90 francs. C'est donc un avantage de 23 francs qui est fait à ce dernier fabricant. Le droit de douane doit arrêter cette importation étrangère ruineuse pour notre industrie et de 30 francs passer à 60 francs les 100 kilos.

Glaces biseautées et taillées (1). — Ces articles sont

1. Rapport de M. Gérald, n° 1965.

soumis aux mêmes droits que les glaces non façonnées, alors cependant que le biseautage le plus simple, pratiqué sur une glace, en augmente la valeur marchande de 30 o/o environ et arrive parfois à doubler le prix. D'un autre côté, nos concurrents belges ayant des prix de revient insignifiants sont arrivés à faire et à livrer pour presque rien leur biseautage et ce bon marché menace aujourd'hui de ruiner totalement en France une industrie qui, jusqu'à ces dernières années, était essentiellement française et surtout parisienne.

D'où augmentation proposée de 15 o/o.

Toiles cirées et linoléums (1). — Cette industrie subit une crise redoutable et lutte avec la plus grande difficulté contre la concurrence étrangère. Le marché français est saturé de marchandises étrangères. Les importations ne dépassaient pas en 1892 1.565 tonnes, d'une valeur de 3.400.000 francs, et elles atteignent aujourd'hui plus du double, soit 4.481.800 kilos d'une valeur de 4.700.000 francs. C'est pour de telles raisons que la commission a été amenée à élever la protection à 25 o/o de la valeur du produit.

Ganterie de laine pure (2). — Sur la demande de la Chambre syndicale des fabricants de tricot et de bonneterie de France, les droits seraient portés

1. Rapport de M. Plichon, n° 1961.

2. Rapport de M. Magniaudé, n° 1998.

de 600 à 900 francs afin de pouvoir lutter contre le prix de la main-d'œuvre des maisons étrangères et contre l'avilissement des salaires, qui en est la conséquence.

Rubans. — Cette industrie, par les variations du goût et de la mode, traverse souvent des vicissitudes diverses. Elle supporte, à l'heure actuelle, une cruelle épreuve de ce genre dont l'intensité a dû provoquer, sous forme d'allocation exceptionnelle de secours aux passementiers inoccupés, l'intervention active de la municipalité de Saint-Etienne et du gouvernement lui-même. Ce malaise périodique est encore aggravé par l'ardeur des entreprises de la concurrence étrangère : en 1890 les importations en France des rubans de soie pure et mélangée étaient de 5.637 kilogrammes, en 1906 elles s'étaient élevées à 37.226 kilos.

Pour remédier à un tel état de choses, la commission a décidé de porter au tarif maximum à 1400 fr., 1.000 francs et 800 francs les droits actuels de 620 fr. et 600 francs.

Vêtements, pièces de lingerie, cravates confectionnés (1). — Les droits de l'article 460 sont insuffisants à assurer une protection efficace de notre industrie nationale, les tissus nécessaires à la confection étant de prix plus élevés en France qu'à l'étranger la Commission des douanes a donc décidé d'élever les droits sur ces importations.

1. Rapport de M. Paul Bourély, n° 1966.

La même mesure a été prise en faveur des cravates. L'industrie de la cravate est en effet très importante en France : elle groupe autour d'elle et fait vivre une population ouvrière de plus de 20.000 personnes. Or, à l'heure actuelle, elle subit une concurrence acharnée de l'étranger, grâce à l'engouement de nos nationaux pour les produits d'origine anglaise et elle a besoin d'être protégée.

Ouvrages en métaux (1). — *Bijouterie en doublé*. — La seule modification que la commission a jugée nécessaire est de porter à 1.000 francs le droit inscrit au tarif général ; l'écart de 100 francs existant précédemment entre les deux tarifs ne fournissait pas une base suffisante pour de futures négociations et était contraire au principe qui veut qu'il y ait entre la tarification générale et celle de faveur une différence qui doit être au moins de 50 o/o et *que dans le cas actuel on a cru utile de porter à 100 o/o*.

Machines à imprimer. — L'industrie des machines à imprimer était très prospère au lendemain de l'Exposition de 1889 ; aussi les fabricants consultés individuellement en 1891, lors de l'enquête parlementaire qui précéda la discussion du tarif actuel, se désintéressèrent de la question et ne formulèrent aucune réclamation. En même temps, un relèvement de droits se produisait dans les principaux pays de l'Europe centrale, entravant notre exportation. Des droits nouveaux paraissaient nécessaires.

1. Rapport de M. Réville.

Machines agricoles. — Depuis 1895 l'importation étrangère n'a cessé d'augmenter, passant de 5 millions 698.918 kilos en 1896 à 12.000.000 en 1897 et 19.345.945 en 1909. Un tarif élevé protégerait nos industriels, malheureusement l'agriculture en souffrirait, et la commission a dû se contenter de majorer sans excès les droits actuels sur les machines agricoles.

Machines-outils. — L'Amérique, pour réserver à sa seule industrie les débouchés qu'entraînaient ses constructions nombreuses (40.000 km. de voies ferrées, etc...), a réalisé la condition économique la plus favorable, en entourant le marché d'une barrière douanière presque infranchissable, grâce à un droit prohibitif de 45 o/o *ad valorem*. La France en élevant à 15 o/o *ad valorem* sa protection pour les machines-outils ne fera donc que le strict minimum pour se protéger contre une importation qui a passé de 43.603 quintaux en 1895 à 141.770 quintaux en 1906.

Armes. — Ainsi que le constatait en 1892, M. Prevet, les ouvriers de Liège travaillent à la campagne et se contentent dès lors de salaires bien moindres que leurs camarades de Saint-Etienne. C'est là, la principale cause du bon marché de la production d'armes en Belgique. A cette cause d'infériorité, il faut en ajouter d'autres : impôts, lois ouvrières, existence d'une manufacture de l'Etat à Saint-Etienne, etc...

Or, à part les considérations économiques, il existe un intérêt national à maintenir et à développer la

fabrication de l'arme de chasse à Saint-Etienne : le personnel de la manufacture nationale est en effet recruté en majeure partie, sinon en totalité, parmi les ouvriers de l'armurerie de chasse.

En relevant les droits sur les armes étrangères à leur entrée en France, la commission a répondu à des considérations d'ordre à la fois économiques et patriotiques.

Pianos (1). — Tandis qu'en France les tarifs sur les pianos sont de 60 francs pour les pianos droits et 85 francs pour les pianos à queue, ils s'élèvent en Allemagne à 130 et 250 francs et en Autriche à 170 et 370 francs. Il en résulte que notre exportation se trouve considérablement gênée, alors que les importations en France augmentent. Pour y remédier le nouveau tarif comporterait des droits de 150 francs sur les pianos droits et 300 francs sur les pianos à queue.

Celluloïd (2). — C'était et ce devrait être encore une industrie d'exportation. Malheureusement les étrangers, l'Amérique, l'Allemagne surtout, s'étant emparés de nos procédés, nous font une grande concurrence grâce à l'abondance des matières premières, à des salaires moins élevés et à des droits de douane très protecteurs (nous subissons des taxes six fois plus fortes que celles que nous imposons).

1. Rapport de M. Camuzet, n° 1983.

2. Rapport de M. Plichon.

Aussi, voulant dans la mesure où cela lui était possible, aider cette industrie française d'exportation, la Commission des douanes a fait exception à sa règle habituelle et a porté au double, c'est-à-dire à 300 francs les droits à inscrire au tarif général pour les objets en celluloïd.

Nous avons résumé ainsi les principales élévations du tarif maximum que la Commission des douanes a cru devoir proposer à la Chambre des députés ; ces modifications présentant souvent un caractère spécial qui ne leur permet pas d'entrer dans la majoration générale de 50 o/o du tarif maximum, quelques explications nous ont paru indispensables.

V

Le remaniement du régime douanier de 1892 comporte en outre des rectifications reconnues nécessaires relativement à des articles grevés de droits exagérés ou au contraire insuffisamment protégés par des tarifs ne répondant plus aux nécessités du commerce international.

Fruits secs de table (1). — La Commission des douanes a pensé ainsi que sans changer les droits inscrits au tarif minimum il y avait lieu de diminuer ceux du tarif général que la loi du 18 juillet 1906

1. Rapport de M. Rose.

avait portés à un taux qui peut sembler excessif, notamment en ce qui concerne les amandes et les noisettes, et de les fixer à 10 francs et 20 francs.

Aluminium (1). — Les droits protecteurs de ce métal atteignant quelquefois jusqu'à 50 o/o de sa valeur sont manifestement exagérés. Déjà en 1892, le prix de l'aluminium étant tombé à 1.500 francs, le législateur avait réduit de 500 francs les 100 kilos à 150 francs la tarification douanière. Or, à l'heure actuelle ce métal a un cours moyen de 425 francs, il serait donc injuste de maintenir les droits de 1892 : le nouveau tarif les réduirait à 90 francs.

Tissus de soie pure et tissus en soie artificielle (2). — Une anomalie choquante résulte de ce fait que la taxe applicable aux tissus teints en noir est inférieure à celle qui concerne les fils de soie moulinée teinte qui sont la matière essentielle de leur fabrication. La première est limitée à 2 fr. 50 par kilo alors que la seconde s'élève à 3 francs.

Il en est de même des tissus écrus de soie pure, qui, depuis le 21 novembre 1906, entrent au tarif de 5 francs par kilo alors que les tissus teints pénètrent en France après avoir acquitté un droit de 3 fr. 25 ou seulement de 2 fr. 50 selon qu'ils se présentent sous des couleurs de tons différents.

Un tel régime ne pouvait subsister, car, comme on

1. Rapport de M. Réville.

2. Rapport de M. Jean Morel, n° 1894.

l'a dit avec raison, il se traduit par une protection à rebours et par une prime au tissage étranger.

Pour les tissus de soie artificielle, le régime actuel est illogique, parce qu'il astreint au droit frappant les produits chimiques à base d'alcool, des produits dont la matière première, soie cupro-ammoniacale ou soie de viscose, a été obtenue sans le concours intermédiaire de l'alcool. Il est anormal parce qu'il calcule le droit sur le tissu à un taux identique à celui qui est fixé pour le fil servant à la confection de ce même tissu. Il en résulte que toutes les opérations successives de dévidage, de tissage, de teinture, d'impression ou d'apprêt, dont l'ensemble aboutit à la fabrication de l'objet fini, sont privées de toute compensation pour les charges qu'elles supportent au même degré que les autres branches de notre travail national.

Pneumatiques pour cycles et voitures (1). — A l'heure actuelle ces pneumatiques payent 70 francs comme ouvrage en caoutchouc « ou autres matières » tandis que les pneumatiques pour vélocipèdes payent 220 francs au n° 614.

La raison de cette anomalie bizarre, c'est que, le vélocipède existant en 1892, le Parlement a prévu les taxes qui devaient lui être appliquées. L'industrie de l'automobile s'étant créée postérieurement à l'établissement de ce tarif, ses divers articles ont dû être taxés par voie d'assimilation.

1. Rapport de M. Plichon.

La Commission des douanes a rétabli la logique en portant à 330 francs et 220 francs les droits sur les pneumatiques pour cycles ou voitures.

Des rectifications ont été également opérées dans la tarification de la dynamite, des fils de caoutchouc vulcanisé, des charbons pour l'éclairage électrique, des chaussures communes, des rogues de morues et de maquereau, de certaines catégories de bois équarris ou sciés, etc...

L'œuvre de revision douanière demeurerait incomplète si elle ne s'accompagnait pas nécessairement de l'inscription au tarif des produits nouveaux inconnus dans le commerce avant 1892 ou dont l'importance était si faible qu'ils ne furent l'objet d'aucune mention particulière au tableau des droits d'entrée.

Viandes frigorifiées (1). — En raison des procédés nouveaux et chaque jour plus nombreux qui tendent à faciliter et à multiplier les transports frigorifiques, une concurrence nouvelle peut surgir à brève échéance pour notre élevage et cette concurrence peut devenir un danger sérieux contre lequel il est bon de se garantir, en créant un droit de 50 francs par 100 kilos.

Résinates (2). — Dans le n° 115 « gommes, résines brutes, etc... » il y a lieu d'introduire les résinates métalliques, composés à base de résine, de chaux, de plomb, de manganèse qui jouent aujour-

1. Rapport de M. Rose.

2. Rapport de M. Fleurent.

d'hui un grand rôle dans l'augmentation de la siccité des peintures et qui étaient inconnus en 1892.

Sucre de lait. — Le sucre de lait est une substance légèrement sucrée que l'on extrait par cristallisation du petit lait en l'évaporant par la chaleur. Il est principalement employé en pharmacie.

Sur la proposition de M. Ch. Drumont, arguant que « cette fabrication est protégée dans presque tous les pays du monde, sauf en France, par un droit d'entrée », le sucre de lait a été tarifé à 38 francs les 100 kilos.

Produits de l'industrie hydro-électrique. — Ces produits (alliages ferro-métalliques, aluminium et carbure de calcium) ne figurant pas au tarif de 1898, ont été inscrits dans le nouveau régime douanier.

Tôles pour dynamos, rails en aciers spéciaux, ouvrages en fonte trempée (1). — L'emploi des tôles pour dynamos est de plus en plus considérable dans l'industrie électrique, or cette fabrication est relativement récente et n'avait pu, lors de l'établissement du tarif, être prévue par le législateur de 1892.

Le tarif général des douanes ne prévoit qu'un droit pour tous les rails de fer et d'acier. Cette disposition qui était juste en 1892 ne l'est plus aujourd'hui. Depuis quelques années il s'est créé, en effet, en France une industrie nouvelle, celle de la fabrication des rails en aciers spéciaux à haute teneur de manganèse, de

1. Rapport de M. Plichon, no 1870.

nickel, etc...; la valeur de ces rails est environ cinq fois plus élevée que celle des rails ordinaires, il convient donc de créer un article nouveau pour ces produits nouveaux.

Il en est de même des ouvrages en fonte trempée, dont la consommation a pris un grand développement grâce à l'industrie des chemins de fer d'intérêt local et des tramways, qui fait un très large emploi des roues en fonte trempée.

Glaces armées (1). — La Chambre syndicale des « verreries de France » signale un produit nouveau, la glace armée, non prévu aux tarifs de 1892.

La glace armée est une glace brute, coulée, armée d'un grillage métallique noyé dans la glace du verre et polie sur ses deux faces. En raison des frais spéciaux qu'entraîne le coulage de ces glaces et des difficultés que présente leur polissage, elles sont d'un prix double de celui des glaces ordinaires et doivent être frappées d'un droit spécial.

Peaux (2). — Une grande évolution s'est produite dans l'industrie des cuirs en ces dernières années par suite de nouveaux procédés de tannage. C'est ainsi que peu à peu le chrome, qui rend les peaux imputrescibles tout en leur conservant leur souplesse s'est substitué au tan. De nouvelles taxes ont donc été nécessaires.

1. Rapport de M. Géraud.

2. Rapport de M. F. David.

Clichés (1). — Lors de l'enquête parlementaire qui précéda la discussion de la loi douanière de 1892, la photogravure était à sa naissance et prenait, dans notre pays, un rapide développement que la concurrence étrangère ne semblait pas menacer. Aussi l'admission en franchise des produits de cette industrie s'expliquait-elle facilement. Malheureusement la situation ne tarda pas à devenir moins satisfaisante, puis franchement mauvaise, et, à l'heure actuelle, une protection douanière s'impose.

Voitures automobiles. — L'industrie de l'automobile est de date relativement récente, aussi le législateur de 1892 ne songea-t-il même pas à lui faire une place à part dans son travail. Contrairement aux prévisions du début, cette industrie a pris depuis dix ans une expansion formidable; ses importations et exportations de 39.507 kilos et 174.935 kilos en 1898 sont passées en 1906 à 866.541 kilos et 13.785.444 kilos. Des tarifs nouveaux doivent donc être créés répondant aux desiderata des constructeurs.

Parmi les industries modernes et les produits récemment découverts qui obtiendront avec le nouveau régime douanier un traitement rationnel, citons encore : la fabrication des parfums synthétiques, l'industrie naissante du cuir artificiel à base de balata et de caoutchouc, la ferro-métallurgie, l'alumino-thermie, le carbure de calcium générateur d'acéty-

1. Rapport de M. Réville.

lène, les machines à écrire ou à calculer, les machines parlantes, etc...

VI

La remise au point du *tableau A* du régime douanier comporte enfin des spécialisations « motivées par les progrès techniques réalisés depuis lors dans diverses branches de productions agricoles ou industrielles avec un classement plus étendu, approprié à la nature des objets et à la valeur de la main-d'œuvre incorporée dans leur fabrication ».

La question des spécialisations est complexe et délicate.

C'est un système nouveau, inauguré par plusieurs nations européennes, notamment par l'Allemagne, dans le but, que nous avons signalé, de nous priver en fait pour quelques-uns de nos produits du traitement de la nation la plus favorisée auquel les traités nous donnent droit.

Les spécialisations peuvent conduire à deux résultats : favoriser une nation amie en permettant à elle seule d'importer certains produits, ou bien combattre des produits étrangers qui viennent concurrencer certaines branches de la production, de l'industrie et du commerce national.

Lièvres, chevreuils et cerfs morts (1). — L'Alle-

1. Rapport de M. Rose.

magne ayant établi sur le gibier de tout poil un droit de 37 fr. 60, la Commission des douanes a jugé utile de créer au numéro 18*bis* une position nouvelle pour les lièvres, chevreuils et cerfs morts, les frappant d'un droit de 35 francs au tarif minimum et 50 francs au tarif général.

Fromages. — L'Allemagne nous fournit également une quantité considérable de fromages à pâte molle, genre camembert, fabriqués notamment à Munster, qui, en raison de la modicité de leur prix, font une sérieuse concurrence à notre industrie fromagère. Il convenait donc d'inscrire dans notre tarif des fromages une subdivision pour ce genre de produits avec des droits sensiblement plus élevés et de porter ces droits pour une catégorie de fromages à 45 francs au tarif général et à 30 francs au tarif minimum.

Primeurs: pommes de terres et légumes. — Depuis longtemps on réclamait contre l'insuffisance du droit de 0 fr. 40 par quintal pour les pommes de terre importées comme primeurs.

La commission a pensé qu'il convenait de donner satisfaction à ce désir en créant une position nouvelle pour les pommes de terre importées comme primeurs aux droits de 6 francs en tarif général et 3 francs en tarif minimum.

En ce qui concerne les légumes, deux positions seraient également créées : une pour les légumes frais importés comme primeurs, pour laquelle on inscrirait un droit de 12 francs en tarif minimum et 20 fr.

en tarif général et une autre pour les légumes desséchés, actuellement assimilés aux légumes conservés.

Vins importés en bouteilles (1). — Tandis que l'Espagne et l'Italie exigent des droits plus élevés sur les vins importés en bouteilles, notre tarif est muet à ce sujet : en Espagne, au tarif réduit les vins mousseux payent 2 pesetas or par litre, les vins généreux ou liquoreux, en bouteilles, payent 1 pesetas 50 or par litre, les vins autres, en bouteilles, payent 62 pesetas or par hectolitre.

En Italie, les vins en bouteilles payent, par 100 bouteilles, 20 francs (y compris les vins mousseux).

La commission a donc proposé un droit de 40 fr. par hectolitre de liquide pour les vins en bouteilles importés en France.

Spiegels (2). — On donne le nom de spiegels à certaines fontes riches en manganèse. La fabrication d'une tonne de spiegel nécessite d'autant plus de coke que sa teneur en manganèse est plus élevée, environ 20 kilos de coke par unité de manganèse. Le coke coûtant sensiblement plus cher en France que dans les pays voisins, la fabrication des spiegels est lourdement grevée de ce fait dans les usines françaises.

Nous avons donc intérêt à conserver la fabrication

1. Rapport de M. Camuzet.

2. Rapport de M. Plichon.

de ces fontes qui payent plus de main-d'œuvre, en créant au tarif deux positions nouvelles : l'une pour les spieghels contenant 5 à 15 0/0 de manganèse (2 fr.) et l'autre pour les spieghels en contenant 15 à 25 0/0 (2 fr. 50).

Aciers spéciaux. — L'introduction de métaux rares, tels que tungstène, vanadium, chrome, etc..., dans la fabrication des aciers spéciaux a augmenté considérablement leur prix de revient. On s'en rendra facilement compte en voyant les prix élevés de ces matières : nickel 4 francs le kilo, tungstène 7 francs, vanadium plus de 30 francs. Dans ces conditions, il devient évident que pour les aciers qui contiennent une proportion élevée de ces corps, le droit unique de 15 fr. aux 100 kilos est absolument insuffisant et qu'il est indispensable de créer des spécialisations pour des qualités d'aciers inconnues en 1892.

Machines à vapeur. — Plus rationnellement protégée, notre industrie se serait trouvée en mesure de lutter plus activement et serait arrivée à enrayer une importation de plus en plus formidable.

Malheureusement il n'en a rien été et cette importation a progressé presque mathématiquement pour arriver en 1906, à un chiffre global de 132.278 quintaux (15.342.000 fr.) tandis que l'exportation n'a atteint que 44.669 quintaux (6.507.000 fr.).

Le nouveau tarif comprenant une spécialisation détaillée permettra de frapper plus exactement les différentes machines comprises sous le n° 510, sans pour cela donner lieu, pour les poids inférieurs, à

des droits prohibitifs ainsi qu'il est donné de le constater dans certains tarifs étrangers.

Outils. — Les outils en fer ou en acier sont inscrits au tarif de 1892 sous deux paragraphes. On comprend facilement combien cette spécialisation était insuffisante lorsqu'on sait que la douane entend par outil aussi bien tout instrument dont se sert l'artisan pour exécuter son travail que ces merveilleux appareils de précision, de mesurage et de vérification qui permettent à l'industrie moderne de réaliser des prodiges. De là une variété infinie d'articles dont la valeur est des plus dissemblables, très peu élevée pour les outils de terrassier, allant, pour certains outils de mécaniciens en acier spécial, jusqu'à 50.000 francs les 100 kilos.

Mercerisage (1). — Dans l'article 368 qui comprend les fils de cotons, une seule spécialisation est demandée pour le mercerisage, nouveau procédé qui a pour but de donner aux fils un certain brillant produisant un effet soyeux. Le mercerinage, qui tient son nom de l'inventeur du procédé, M. Mercer, nécessite une opération coûteuse, qui augmente la valeur du fil par le lustre qui en résulte. Il a paru juste à la commission de proposer un droit supplémentaire de 0 fr. 40 par kilo sur ce nouveau produit.

Machines à écrire et machines à calculer (2). — A leur entrée en France, les machines à écrire sont

1. Rapport de M. Siegfried, n° 1949.

2. Rapport de M. Plichon, n° 1868.

officiellement considérées actuellement comme bimbeloterie et payent en conséquence au tarif général 75 francs les 100 kilos, cela fait pour une machine à écrire du type Remington, qui pèse de 12 à 16 kilos un droit de 20/o *ad valorem*.

Les produits similaires français payent à leur entrée aux Etats-Unis 450/o *ad valorem* et à leur entrée en Allemagne 500/o.

Etant donné le prix élevé de vente, 600 francs, la machine à écrire pourra facilement supporter un tarif général de 75 francs par pièce, c'est-à-dire une protection moyenne de 80/o *ad valorem*.

Il en est de même des machines à calculer qui suivent actuellement le régime des instruments scientifiques sous la rubrique « instruments d'optique, de calcul, d'observation et de précision » et qui seront taxées à 60 francs au tarif général par pièce, soit environ 100/o *ad valorem*.

Parmi les spécialisations que réalisera le nouveau régime, il faut encore citer : les graisses végétales alimentaires, les jaunes d'œufs sucrés, la cire blanche, le miel artificiel, le gluten, la lupuline, le safran, les tourbes pour litières, le plomb de chasse, les détonateurs, les faux et faucilles, les piles sèches, les appareils photographiques, les bouilles à base percée, l'asphalte, l'acide carbonique liquide, etc.

« Ainsi s'affirment par ces exemples, dit le rapporteur général M. Morel, les principes supérieurs qui

ont animé nos volontés, guidé nos intentions et inspiré nos travaux. Ces principes sont un legs politique et moral que nous avons recueilli dans l'héritage de nos devanciers. Nous les avons faits nôtres. Nous nous sommes simplement efforcés de moderniser leur œuvre déjà ancienne, comme ils l'auraient fait eux-mêmes s'ils étaient encore à notre place, en l'accommodant aux circonstances du temps et aux nécessités de l'heure, en nous éclairant à la lumière des faits, en nous instruisant et nous déterminant par les leçons de l'expérience et par les conseils de la justice. »

VII

La loi du 11 janvier 1892 a maintenu le régime libéral réalisé par la loi du 7 mai 1881 qui a supprimé les derniers *droits de sortie* existant encore en France à cette époque.

C'est dans le même sens que, contrairement à la proposition Bonnevey, la Commission des douanes s'est prononcée, dans son œuvre de revision douanière.

Le *tableau B* se limite ainsi à trois numéros : les deux premiers édictent la prohibition pour les chiens de forte race exportés par la frontière de terre et pour les contrefaçons en librairie ; le dernier consacre l'exemption pour toutes les autres marchandises.

Les *surtaxes d'entrepôt* sont également maintenues

en principe, par le nouveau régime, sauf quelques modifications de détail (1). Il en est de même du régime de l'*admission temporaire*.

Antidumping-clause. — Les cartels et les trusts dont la puissance financière s'accroît sans cesse sont susceptibles d'apporter des troubles profonds sur les marchés extérieurs par la pratique du « dumping », c'est-à-dire de la prime d'exportation; nous en avons vu précédemment un exemple à l'occasion de la production sucrière; les gouvernements doivent se prémunir contre de telles éventualités.

L'Angleterre, récemment, s'est émue du « dumping de l'acier » dont les Américains menaçaient le marché britannique.

En ce moment même, dans le Sud-Africain, une commission réunie à Prétoria cherche les moyens de combattre le « dumping » australien des sucres.

L'article 6 de la loi douanière canadienne contient enfin une antidumping-clause :

« Dans le cas de produits exportés au Canada qui sont d'une classe ou d'une sorte qui se produit au Canada, si le produit d'exportation ou le prix effectif de la vente faite à un importateur au Canada est inférieur au prix marchand raisonnable du même produit

1. « La surtaxe d'entrepôt n'est pas, à proprement parler, un droit de douane, puisque, quel que soit le régime auquel sont soumis les matières et produits qu'elle vise, ces matières et produits en sont toujours exempts lorsqu'ils sont importés en droiture des pays d'origine. » (Rapport Félix Faure, 1892.)

lorsqu'il se vend pour la consommation locale dans le cours ordinaire et usuel dans le pays de son exportation au Canada, lors de cette exportation, il doit être, en outre des droits autrement établis, imposé, perçu et payé sur lesdits produits, à leur importation au Canada, un droit spécial (dumping duty) égal à la différence entre ledit prix de vente de l'article pour l'exportation et ledit prix marchand raisonnable dudit produit pour la consommation locale ; et ledit droit spécial doit être imposé, perçu et payé sur le produit lors même que ce produit ne serait pas autrement frappé de droit. Toutefois ledit droit spécial ne doit, en aucun cas, dépasser 15 o/o *ad valorem*. »

La Commission des douanes s'est inspirée de ce précédent pour proposer l'insertion dans la loi douanière française d'une disposition analogue :

« Les droits inscrits au tableau A, annexé à la loi du 11 janvier 1892 et modifié par la présente loi, seront majorés, du montant des primes directes ou indirectes accordées aux exportateurs dans les pays d'origine ou de fabrication des produits importés en France, lorsque ces primes ou avantages, de quelque nature qu'ils soient, auront pour effet de fausser les cours normaux et de déterminer sur le marché français des prix inférieurs aux prix moyens pratiqués pour les mêmes marchandises dans les pays de provenance au moment de leur expédition. Un décret du Président de la République, rendu en Conseil des ministres et inséré au *Journal officiel*, fixera pour chaque cas,

le taux de ces majorations exceptionnelles de droits d'entrée dont la perception sera prescrite et dont le paiement deviendra immédiatement exigible. »

Enfin, la Commission des douanes a décidé de disjoindre le *régime douanier colonial* de la discussion relative aux modifications apportées aux droits d'entrée dans la Métropole (1).

1. A ce sujet M. Trouillot, ministre des Colonies, vient d'adresser à M. Guiesse, député, la lettre suivante :

« Monsieur le Député,

« Vous avez bien voulu appeler mon attention sur les répercussions que pourront avoir aux colonies les dispositions de l'article 8 de la loi douanière récemment votée par la Chambre des députés.

« J'ai l'honneur de vous informer que la situation que vous me signalez ne m'avait pas échappé. Ainsi que je vous l'ai déclaré à la Chambre le 22 février dernier, j'ai saisi la Commission des douanes de cette assemblée d'une proposition tendant à compléter ledit article par un paragraphe réservant la question des tarifs applicables aux produits étrangers importés, dans les colonies dites assimilées. L'article 8 ayant été voté sans l'addition demandée, j'ai adressé aux gouverneurs généraux et gouverneurs de nos possessions intéressées une lettre circulaire les invitant à examiner si l'application éventuelle dans les colonies qu'ils administrent, de certains de ces tarifs nouvellement adoptés était de nature à présenter des inconvénients, je les ai priés, en outre, de me faire parvenir d'urgence tous renseignements économiques et financiers utiles pour me permettre de saisir le gouvernement des réclamations reconnues fondées, et, le cas échéant, de faire procéder, conformément aux prescriptions des articles 3 et 4 de la loi du 11 janvier 1892, à l'instruction réglementaire en vue de l'établissement d'une tarification spéciale.

« Ainsi que vous le savez, l'avis du Conseil d'Etat du 28 juin 1898 accorde aux colonies, pour la promulgation de nouveaux tarifs douaniers de la Métropole, un délai suspensif de six mois qui sera, j'ai tout lieu de le croire, largement suffisant pour permettre de faire aboutir les décrets d'exception qu'il pourra être nécessaire de prendre.

« En ce qui concerne la revision de l'ensemble du régime douanier colonial, j'ai la satisfaction de vous faire savoir que mon département sera incessamment en mesure de faire à la Commission des douanes à la Chambre toutes propositions utiles, en s'inspirant

VIII

La discussion générale de la proposition de loi tendant à modifier le tarif général des douanes a commencé à la Chambre des députés le 15 juin 1909.

La critique du régime douanier de 1892 et la défense des idées traditionnelles de liberté commerciale ont été présentées par divers orateurs, notamment par MM. Beauregard, Aynard et Thierry.

D'autres, se qualifiant eux-mêmes échangistes, ont déclaré accepter la réforme douanière, mais sous certaines réserves.

« ... J'estime pour ma part, a dit entre autres M. Georges Gérald, que la revision ne sera vraiment

des résultats de l'enquête à laquelle mon prédécesseur a fait procéder au cours de l'année 1908, auprès des assemblées locales et Chambres de commerce et d'agriculture des colonies. Un travail préparatoire concernant ces résultats a déjà été fait par mon administration et la Commission du régime douanier colonial, institué par décision de M. Milliès-Lacroix du 22 janvier 1909, se préoccupe de dégager des réponses des colonies des conclusions que j'espère avoir bientôt en ma possession.

« Je me plais à penser que les dispositions dont je viens de vous entretenir vous paraîtront de nature à sauvegarder entièrement les intérêts coloniaux.

« J'ajoute que la commission précitée se propose d'entendre toutes les personnalités qui auraient à lui faire des communications intéressant la question du régime douanier colonial. Il sera donc loisible au comité que vous présidez de se mettre, à cet effet, en instance auprès de M. Jagerschmidt, conseiller d'Etat, président de cette commission.

« Agréez, Monsieur le député, les assurances de ma haute considération.

« Georges TROUILLOT. »

Le Courrier colonial, 8 avril 1910.

efficace, pour les intérêts français, et notamment pour notre commerce d'exportation, que si elle remplit les trois conditions suivantes :

« D'abord, elle doit prévoir la dénonciation des conventions actuelles, la négociation d'accords nouveaux, non pas brutalement — comme le demande, par exemple, aux Etats-Unis, l'amendement Payne même modifié — dans un délai déterminé, fatal, mais suivant des circonstances dont le gouvernement est le seul juge ; car c'est la responsabilité du gouvernement bien plus encore que la nôtre, qui est en jeu. S'il est permis à un gouvernement de faire des fautes politiques, il ne peut pas faire de fautes économiques, parce qu'elles se payent trop cher !

« En second lieu, cette revision devra permettre à nos représentants de proposer des tarifs annexés ou conventionnels, comprenant les chiffres pris tant au tarif général qu'au tarif minimum et, s'il y a lieu même, les chiffres intermédiaires entre ces deux tarifs.

« Enfin ces accords doivent maintenir les droits repris pour toute la durée qu'ils comportent, quelles que soient les modifications que nous apportions à notre tarif (1). »

Pour M. Siegfried «... il faut nous éloigner autant des idées de liberté absolue que des idées de protection exagérée ; le vrai, en matière douanière, est

1. Un semblable régime ne serait pas autre chose, au fond, qu'un retour au système des traités de commerce et la méconnaissance complète des principes posés en 1892 par le législateur français.

dans un juste milieu. Nos tarifs doivent être suffisants pour permettre à notre industrie et à notre agriculture de lutter avec l'étranger, mais ils ne doivent pas être excessifs, sous peine d'endormir l'initiative individuelle et de renchérir les prix dans des proportions exagérées.

« ... Le développement de nos affaires ne dépend pas exclusivement de nos tarifs douaniers. Sans doute ils ont leur importance et constituent une compensation aux charges supplémentaires que nous avons à supporter et une protection pour notre travail national. Ils doivent suivre nécessairement les modifications des pays étrangers et à ce point de vue des rectifications étaient devenues nécessaires dans notre tarif de 1892, par suite des articles nouveaux et des spécifications nombreuses établies à l'étranger.

« Les propositions de la Commission des douanes se justifient donc, mais il est désirable qu'elle modifie le moins possible les droits actuels. Ses premières décisions étaient certainement un peu trop protectionnistes ; mais elles ont déjà subi de sérieuses diminutions, sur la demande du gouvernement, et elles en subiront peut-être encore pendant la discussion en séance publique.

« Dans ces conditions, il n'y a pas à s'inquiéter de la revision de notre tarif douanier... »

Quant à M. Paul Boncour, il demande que les élévations de tarifs proposées ne soient pas « le point de départ d'une nouvelle guerre douanière, mais au

contraire... le point de départ de négociations tendant à un abaissement général des tarifs, dans lequel la viticulture ne sera ni oubliée, ni victime. »

M. Augé, représentant lui aussi d'une région viticole ne partage pas les opinions de M. Paul Boncour « A l'abri des tarifs de douanes de 1832, dit-il, nous avons supplanté l'Espagne et pris pour notre viticulture les 10.330.000 hectolitres dont je parlais tout à l'heure, nous avons cessé d'être ses tributaires pour ce chiffre fantastique.

« Nous avons également chassé de notre marché les quelques millions d'hectolitres de vin ou de raisin que nous fournissaient l'Italie, la Turquie et la Grèce. Ce sont là des résultats appréciables que jamais hélas ! je le regrette, ne donnera l'exportation. Voilà pourquoi, solidaire avec mes amis, producteurs agricoles, producteurs industriels ou commerçants, je voterai, contrairement à l'avis d'autres collègues, le passage à la discussion des articles qui nous est proposé par la commission. »

MM. Edouard Néron et Plichon demandent également que la réforme soit votée d'urgence.

« Des droits compensateurs, dit M. Plichon, sont nécessaires... parce que, plus encore aujourd'hui qu'il y a vingt années nous voyons disparaître une protection pratique, qui existait autrefois, je veux parler de la protection de la distance. »

Et le rapporteur général, M. Morel, de conclure :
« ... L'œuvre accomplie par la commission est

une œuvre de défense économique. Elle ne menace personne et ne vise aucune concurrence spéciale. Elle répond aux intérêts primordiaux de la production nationale à l'heure présente, et aux conditions actuelles de la rivalité commerciale dans le monde.

« Les champs de bataille internationaux se sont déplacés. Ils se transportent de plus en plus sur le terrain économique, industriel et commercial.

« La victoire définitive y sera réservée aux nations qui se seront le mieux préparées à la lutte par l'organisation de leur travail et la protection raisonnée de leurs multiples productions.

« Mais ne sacrifions pas avec imprudence les conditions mêmes qui en assurent l'existence. Veillons avec un soin jaloux sur leurs gages les plus solides. Ce sont l'indépendance économique, le maintien des forces défensives, la prospérité matérielle et morale de notre grande patrie. »

C'est l'avis de M. Cruppi, ministre du Commerce et de l'Industrie : « Le gouvernement et la Chambre, j'en ai, quant à moi, la conviction absolue, resteront dans la tradition nationale, resteront dans l'esprit du régime de 1892, en s'écartant de toute exagération et en soumettant simplement, modérément, raisonnablement, nos tarifs à un effort, dès lors très légitime, de correction et de mise au point. »

Au cours de la discussion des articles, la Commission des douanes a été amenée par l'initiative parlementaire et parfois aussi par les efforts du gouver-

nement à abandonner un certain nombre de ses propositions, portant sur une cinquantaine de numéros. Sur beaucoup d'autres, elle s'est montrée très transigeante.

Les modifications ainsi apportées, au cours des débats parlementaires, aux propositions primitives de la commission ont été principalement les suivantes :

Sur la demande de M. Gérald, le n° 36 : « fromages à pâte molle genre brie, camembert, munster et gérardmer, par 100 kilos : 45 francs au tarif général, 30 francs au tarif minimum », a été modifié ainsi qu'il suit :

« Fromages à pâte ferme dits de Hollande et de Gruyère par 100 kilos : 35 francs au tarif général, 12 francs au tarif minimum ;

« Fromages affinés à pâte molle, par 100 kilos : 35 francs au tarif général, 20 francs au tarif minimum. »

D'accord entre le gouvernement, la commission et les auteurs d'amendements, la spécialisation visant les haricots triés n'a pas été maintenue au n° 80 (légumes secs), comme portant atteinte aux conventions franco-russe de 1905 et franco-roumaine de 1907.

Dans le n° 85 (fruits secs ou tapés) pour donner satisfaction aux amendements de MM. Chaumié, Rose et Brousse la commission a accepté d'y faire figurer les « prunes, pruneaux, pêches et abricots, tarif général 18 francs, tarif minimum 12 francs ».

Pour les sucres étrangers (n° 91) la commission a ajouté une note importante disant « qu'au lendemain de la cessation de la convention de Bruxelles, ce droit (31 francs les 100 kilos) sera majoré de 14 francs par 100 kilos ».

La commission a accepté la réduction des droits sur les houblons de 60 francs les 100 kilos au tarif général et 40 francs au tarif minimum à 50 et 35 fr.

Sur la demande de M. de Villebois-Mareuil, une spécialisation a été introduite dans le n° 172 *ter* distinguant les bières à haute fermentation et les bières à basse fermentation.

Un amendement de M. Delpierre fixant les droits sur l'acide stéarique à 13 fr. 50 les 100 kilos au tarif général et 9 francs au tarif minimum au lieu de 15 fr. et 10 francs a été adopté.

Par 268 voix contre 222, la Chambre a repoussé les propositions de la commission relatives à la deuxième partie du n° 238 *bis* (extraits de quebracho).

Sur la proposition de M. Farjon, la commission et le gouvernement ont fait voter des droits de 15 francs au tarif général et 10 francs au tarif minimum, au lieu de 18 et 12 francs sur les rails d'acier spécial c'est-à-dire dans la composition desquels entre plus de 9 o/o de manganèse les 100 kilos.

Répondant au désir de M. Bouisson, la commission a porté de 6 francs les 100 kilos au tarif général et 4 francs au tarif minimum à 9 et 6 francs les droits

sur les faïences à pâte commune et stannifères, droits qui ont été adoptés par la Chambre.

Pour le n° 461 (papier ou carte autre que le papier dit de fantaisie), la commission a présenté une nouvelle rédaction donnant satisfaction aux amendements de MM. Mulac, Faillot, Babaud-Lacroze, etc., et partant à l'industrie du papier.

M. Faillot, d'accord avec la commission, a demandé de comprendre dans les nouveaux tarifs un n° 421 *bis* :

« Rubans encrés ou imprégnés d'une teinture pour machines à écrire, à calculer et appareils de contrôle et de reproduction, les 100 kilos : tarif général 900 fr., tarif minimum 600 francs.

Pour les machines à écrire, à calculer et caisses enregistreuses, la commission a accepté l'amendement de M. Plichon fixant à 300 francs au tarif général les 100 kilos et 200 francs au tarif minimum les droits pour les machines pesant 50 kilos et plus ; 450 et 300 francs pour les machines pesant moins de 50 kilos.

Un amendement de MM. Dron, Le Foyer, Pasqual, etc..., a été voté, élevant à 38 francs au tarif général les 100 kilogrammes et 25 francs au tarif minimum les chiffres de 30 et de 20 francs proposés par la commission pour les meubles en bois courbé peints, vernis ou décorés (n° 590).

Sur la demande de M. Charles Deloncle, des droits de 340 francs la pièce au tarif général et 225 francs au

tarif minimum ont été établis sur les pianos à queue de 2 m. 25 de longueur et plus.

Enfin, dans un but de conciliation, la commission a retiré de la revision une centaine de numéros et maintenu pour eux les droits actuels; à citer les numéros : 19 *bis* (conserves de gibier en boîtes, en terrines ou en croûtes); 64 (ivoire et écaille factices); 171 (vins provenant exclusivement de la fermentation de raisins frais); 222 (plomb); 246 (soude caustique); 299 (encre à écrire, à dessiner ou à imprimer); 308 à 310 (couleurs); 323 (chandelles); 330 (cirage); 347 (porcelaine); 379 (fils de bourre de soie); 441 *bis* (tissus de laine pure); 460 (vêtements, pièces de lingerie confectionnées en tout ou en partie); 497 à 503 *bis* (petite horlogerie) — afin de pouvoir donner préavis à la Suisse, par suite de la convention récemment conclue avec ce pays ami; — 286 (cartouches); 621 à 625 (feutres); etc...

Indépendamment des modifications que nous venons d'indiquer, la Chambre a également substitué au texte de l'« antidumping-clause » proposée par la commission, un texte moins complexe et qui réduit sensiblement les pouvoirs conférés au gouvernement. Elle s'est contentée d'affirmer son hostilité vis-à-vis du « dumping » et son désir d'en combattre les effets, mais en se réservant le droit de juger en dernier ressort les moyens employés dans ce but. « Le gouvernement pourra par décrets rendus en Conseil des ministres... établir sur les marchandises, taxées

ou non, qui bénéficient dans leur pays d'origine ou de provenance d'une prime directe ou indirecte à l'exportation, un droit compensateur égal au montant de ladite prime... Les décrets rendus en conformité des paragraphes ci-dessus seront convertis en projet de loi et soumis à la ratification des Chambres, immédiatement si elles sont réunies, sinon dès l'ouverture de la session suivante. »

Un amendement de M. Vaillant avait pour but de combattre la pratique du « dumping » lorsque, émanant de producteurs français, elle aurait pour effet de rançonner, au profit de l'exportation, le consommateur national. Cet amendement était ainsi conçu : « Toutes les fois que les producteurs ou commerçants organisés en trusts, cartels ou comptoirs, vendront leurs produits ou marchandises moins cher sur le marché étranger que sur le marché français, les droits d'entrée seront aussitôt et par décret réduits d'autant, c'est-à-dire de la différence entre ces prix de vente. » La Chambre a disjoint cet amendement et en a voté le renvoi à la Commission de réforme judiciaire.

Un certain nombre de dispositions (articles 3, 4 et 6) constituent des mesures défensives à l'égard des Etats qui traiteraient d'une manière particulièrement défavorable sur leur territoire les marchandises, les navires ou les producteurs français. Le gouvernement est armé, dans les deux premiers cas, du droit de prendre, sous forme de surtaxes des mesures de rétorsion. Dans le troisième cas, les producteurs étrangers ou

leurs préposés sont déclarés passibles en France de taxes équivalentes à celles qui atteindraient à l'étranger les producteurs français ou leurs représentants.

Enfin, l'article 5, en vue principalement de faciliter les négociations avec les Etats-Unis, permet au gouvernement, sous réserve de ratification législative, d'appliquer aux Etats qui n'assujettissent pas les produits français, à un traitement différentiel quelconque par rapport aux produits des tierces puissances et à ceux qui useraient vis-à-vis de produits français de réciprocité, un tarif intermédiaire, plus avantageux que le tarif général, moins avantageux que le tarif minimum. Ce tarif intermédiaire pourra être, soit l'ancien tarif général non majoré par la nouvelle loi, soit même un tarif comportant des taxes intermédiaires entre celles inscrites au tarif général et celles inscrites au tarif minimum.

L'époque de l'entrée en vigueur de la nouvelle loi est fixée au 31 mars 1910. Cette date a été choisie parce que c'est celle où peut entrer en application la clause la plus comminatoire du nouveau tarif américain (tarif Payne), dite « clause maximum et minimum » édictant des surtaxes de 35 o/o *ad valorem* sur les produits des Etats qui appliqueraient aux produits américains un traitement différentiel injustifié. La France serait armée au cas où le gouvernement des Etats-Unis croirait devoir lui opposer cette disposition exorbitante (1).

1. Un accord a été conclu avec les Etats-Unis, en mars 1910. Cf. p. 114, note 1.

Visant, d'autre part, certaines pratiques suivies à l'étranger, en Allemagne notamment, dans ces dernières années, au détriment des intérêts français, un des paragraphes de l'article 3 donne au gouvernement le droit de « prendre d'urgence, et sauf ratification ultérieure par le Parlement, dans les cas où les mesures arrêtées par des pays étrangers seraient de nature à entraver le commerce français, toutes dispositions appropriées aux circonstances ». C'est un pouvoir presque discrétionnaire destiné à permettre au gouvernement d'assurer sans retard une protection efficace des intérêts nationaux.

L'ensemble de la proposition de réforme douanière a été finalement adopté par la Chambre, à la majorité de 495 voix contre 42.

Avant le dernier vote, M. Dupuy, ministre du Commerce et de l'Industrie, résuma en ces termes l'œuvre réalisée : «... Nous n'avons rien bouleversé, et ici encore nous sommes restés fidèles aux idées directrices qui avaient présidé au vote du tarif de 1892. Nous avons, en somme, comme on l'a dit plusieurs fois, mis au point notre régime.

«... Cette revision ainsi envisagée constituée, j'en ai la conviction, une œuvre mesurée, sage, prudente, et c'est parce que les intéressés l'ont considérée ainsi que le trouble, les inquiétudes dont j'ai parlé tout à l'heure se sont dissipés, et que si, à l'heure actuelle, il en existe encore chez nous ou au dehors, ils n'ont en vérité aucune raison de subsister.

« ... En tout cas l'œuvre que, d'accord, la commission et le gouvernement ont présentée à la Chambre est le résultat d'efforts, de travaux en commun, auxquels a présidé un esprit transactionnel, et de part et d'autre, un esprit de conciliation absolue. Cet esprit de conciliation s'est fortifié parce que les uns et les autres nous avions le désir, la volonté de faire aboutir cette revision douanière, parce que nous considérons que son vote était une condition de sécurité à la fois pour le commerce, l'industrie et la main-d'œuvre nationale. »

Le projet voté par la Chambre fut, de la part de la Commission des douanes du Sénat (1) l'objet de modifications peu nombreuses.

Elles portent notamment sur l'article 2 accordant le bénéfice de l'admission temporaire aux « fils d'acier destinés à la fabrication des câbles sous-marins, autres que ceux qui sont destinés à relier la Métropole à ses colonies ou ses colonies entre elles » ; sur l'article 5, remplacé par l'article additionnel suivant :

« Le gouvernement est autorisé à maintenir exceptionnellement et à titre transitoire le bénéfice du tarif général antérieur à la présente loi à tout ou partie des marchandises originaires des pays qui n'assujettissent pas les produits français à un traitement

1. MM. Viger, président; Waddington, Lourties, vice-présidents; Fougeirol, Gentilliez, Gérard, secrétaires ; Noël, Saillard, Touron, Sculfort, Borne, César Duval, Cazeneuve, Jules Brisson, Mascuraud, Potié, Couyba, Catalogne, Gomot, Méline, Fortier, Maxime Lecomte, Gobron, Courrégelongue, Aubry, Ermant, Vinet.

différentiel quelconque. Les accords ainsi conclus ne seront définitifs qu'après avoir été votés par les Chambres » ; sur les articles 4, 5 et 7 et sur l'article 9 qui est disjoint.

D'autre part certains numéros des tarifs sont modifiés : les droits sur les plumes de parure, les œufs, le miel, les fruits de table ainsi que les primeurs, les fusils à chiens intérieurs, les pianos, les ouvrages en caoutchouc, etc., sont renforcés. Par contre les instruments de précision « étant exempts en 1892, a dit le rapporteur général M. Noël, nous avons pensé que l'on ne pouvait passer de ce régime aux droits très élevés de la Chambre, nous les avons diminués dans une large proportion ». Enfin la commission a donné de nouvelles facilités pour le bois importé devant servir à la fabrication de la pâte à papier, gardé la franchise au coton brut en créant quelques positions de spécialisation, et maintenu le droit au poids sur la bière étrangère.

Au cours de la discussion générale au Sénat, M. Jules Méline déclara que la revision proposée ne constituait nullement un pas nouveau dans la voie du protectionnisme, mais qu'elle ne faisait que fortifier le système en vigueur.

Après avoir fait ressortir les heureux résultats obtenus grâce au régime de 1892, M. Méline résume les travaux qui ont préparé l'élaboration du projet de revision à la Chambre des députés ainsi que les nouveaux travaux de la commission sénatoriale.

« ... La revision douanière que vous allez opérer, conclut-il, est une œuvre de justice, d'impartialité, de probité économique, elle tient compte de tous les intérêts, elle ménage également l'importation et l'exportation, et notre gouvernement peut défendre hardiment les droits que nous avons établis, comme des droits justes et équitables. Les tarifs que nous vous proposons ont été établis comme ceux de 1892 ; ils sont la compensation exacte des charges qui pèsent sur la production française, des inégalités naturelles dont elle n'est pas responsable, le minimum de protection nécessaire pour assurer l'avenir de notre agriculture et de notre industrie.

« Aussi, je suis bien sûr, pour ma part, que le Sénat, qui s'est toujours montré le défenseur résolu de la grande cause du travail national, lui donnera, une fois encore, sa haute et solennelle consécration. »

M. Peytral demanda ensuite que le gouvernement prît désormais l'initiative des propositions de modification de notre régime douanier et exprima le vœu que le tarif de 1910 échappât longtemps à tout changement. Et M. Viger, président de la commission sénatoriale, dans un discours très documenté, retraça l'admirable renaissance agricole qui a suivi l'application du régime de 1892 et montra qu'il était devenu indispensable de relever notre tarif général et de reviser le tarif minimum.

Enfin le ministre du Commerce, M. Dupuy, précisa avec netteté le caractère de la revision opérée.

« Elle n'engage aucune question de doctrine économique. Il n'y a en jeu aucun principe nouveau.

« La loi de 1892 est et demeure la charte douanière de notre pays ; les taxes qu'elle a édictées n'ont jamais été considérées comme immuables quoi qu'il advînt, et nous l'avons ainsi compris, puisque, par plusieurs lois, depuis 1892, nous avons successivement modifié certains articles de la loi de 1892. C'est en tenant compte de tous les éléments qui exigent des remaniements que la revision a été entreprise.

« On a procédé pour chacun des articles à un examen spécial touchant aux conditions nouvelles de l'industrie, de la main-d'œuvre, des transports, en un mot, de toutes les circonstances pouvant influencer et sur la valeur du produit et souvent même sur sa destination. Je tiens à répéter que la revision à laquelle nous procédons est, dans son ensemble, absolument mesurée et limitée. »

La discussion des articles au Sénat a amené la modification de quelques numéros, notamment : le n° 189 (soufre), le dosage accepté par la Chambre a été changé, le Sénat estimant qu'il était utile de prendre des mesures de précaution et d'admettre en franchise les soufres ayant un dosage inférieur à 98,5 o/o. Le numéro concernant la ganterie de coton : la commission avait proposé de frapper d'un droit de 800 francs au tarif minimum les gants pesant au maximum 260 grammes à la douzaine et d'un droit de 1.050 francs les gants pesant plus de 260 grammes,

le Sénat a voté une taxation nouvelle frappant toutes les sortes de gants d'un droit uniforme de 1.300 francs au tarif général et 900 francs au tarif minimum. Enfin le droit de 30 francs au tarif minimum voté par la Chambre sur les montures de parapluie a été adopté, contrairement aux propositions de la commission qui l'avait porté à 37 fr. 50.

De retour à la Chambre, le projet de revision douanière a donné lieu à une courte discussion générale au cours de laquelle MM. Lasies et Leroy-Beaulieu ont protesté contre les droits établis par la Chambre sur le sulfate de cuivre, si utile à la viticulture et M. Thierry a constaté « l'assouplissement » du régime protectionniste.

Sur les articles, un certain nombre d'amendements ont été présentés, mais, finalement, tous sauf un ont été disjoints, retirés ou repoussés. L'unique exception a été faite au profit d'un amendement de M. Périer qui, comme la plupart des députés représentant les régions viticoles, proposait un abaissement du droit sur le sulfate de cuivre indispensable pour combattre les maladies cryptogamiques. La commission persistait cependant à demander le maintien des chiffres du Sénat, vivement appuyé par MM. Klotz et Jean Dupuy, mais la Chambre s'est refusée à la suivre et par 381 voix contre 256, elle a adopté l'amendement.

La réforme du régime douanier de 1892 se trouve aujourd'hui consacrée par la loi du 29 mars 1910 (1).

1. Cf. Annexe II.

En mettant nos tarifs d'accord avec la nécessité de l'heure présente, la France a ainsi affirmé sa volonté de n'être pas dupe et de sauvegarder, sur son marché intérieur dont la prépondérance reste incontestable, les intérêts complexes de la production nationale.

Vu : le Président de la thèse
PERREAU

Vu : le Doyen
CAUWÈS

Vu et permis d'imprimer :
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris
L. LIARD

ANNEXES

I

Loi du 11 janvier 1892 portant établissement du tarif des douanes

Article premier. — Le tarif général des douanes et le tarif minimum relatifs à l'importation et à l'exportation sont établis conformément aux tableaux A et B annexés à la présente loi.

Le tarif minimum pourra être appliqué aux marchandises originaires des pays qui feront bénéficier les marchandises françaises d'avantages corrélatifs et qui leur appliqueront leurs tarifs les plus réduits.

Art. 2. — Les produits d'origine extra-européenne importés d'un pays d'Europe sont soumis aux surtaxes spécifiées dans le tableau annexé à la présente loi.

Les produits européens importés d'ailleurs que des pays d'origine acquitteront les surtaxes spécifiées au tableau D annexé à la présente loi.

Art. 3. — Les droits et immunités applicables aux produits importés dans la Métropole, des colonies, des possessions françaises et des pays de protectorat de l'Indochine sont fixés conformément au tableau E annexé à la présente loi.

Sont exceptés du régime du tableau E les territoires français de la Côte Occidentale d'Afrique (sauf le Gabon), Taïti

et ses dépendances, les établissements français de l'Inde, Obock. Toutefois les guinées d'origine française provenant des établissements français de l'Inde sont exemptés de droits. Des exemptions ou détaxes pourront être, en outre, accordées à d'autres produits naturels ou fabriqués originaires des établissements susvisés, suivant la nomenclature qui sera arrêtée pour chacun d'eux par des décrets en Conseil d'Etat. Les produits naturels ou fabriqués originaires de ces établissements, qui ne seront admis, à leur entrée en France, au bénéfice d'aucune exemption ou détaxe, seront soumis au droit du tarif minimum.

Les produits étrangers importés dans les colonies, les possessions françaises et les pays de protectorat de l'Indochine — à l'exception des territoires énumérés au paragraphe 2 — sont soumis aux mêmes droits que s'ils étaient importés en France.

Des décrets en forme de règlements d'administration publique, rendus sur le rapport du ministre du Commerce, de l'Industrie et des Colonies, et après avis des conseils généraux ou conseils d'administration des colonies, détermineront les produits qui, par exception à la disposition qui précède, seront l'objet d'une tarification spéciale.

Les paragraphes 1 et 3 du présent article ne seront exécutoires, pour chaque colonie, qu'après que le règlement, prévu par le paragraphe 4 sera intervenu, sans que cependant l'effet de cette disposition puisse excéder le délai d'un an.

Toutefois, le gouvernement pourra faire bénéficier immédiatement, en tout ou en partie, des dispositions du tableau E les colonies qui, actuellement, appliquent dans leur ensemble aux produits étrangers les droits du tarif métropolitain ou qui frappent les denrées coloniales venant de l'étranger des droits inscrits audit tarif.

Art. 4. — Les conseils généraux et les conseils d'administration des colonies pourront aussi prendre des délibéra-

tions pour demander des exceptions au tarif de la Métropole. Ces délibérations seront soumises au Conseil d'Etat, et il sera statué sur elles dans la même forme que les règlements d'administration publique prévus dans l'article précédent.

Art. 5. — Les produits originaires d'une colonie française importés dans une autre colonie française ne seront soumis à aucun droit de douane.

Sont exceptés de cette règle les produits de l'Inde française qui sont placés en dehors du régime du tableau E.

Ces produits seront soumis au même régime que ceux des pays les plus favorisés.

Toutefois, l'Inde française aura le droit d'importer annuellement en franchise de droit sur les colonies françaises :

Deux millions de kilogrammes de tissus de coton de toute nature jusqu'au n° 26 français ;

Un million cinq cent mille kilogrammes de filés en les limitant au n° 20.

La franchise ne sera accordée aux tissus que s'ils ont été tissés avec des filés fabriqués à Pondichéry.

Les produits étrangers importés d'une colonie française dans une autre colonie française seront assujettis dans cette dernière au paiement de la différence entre les droits du tarif local et ceux du tarif de la colonie d'exportation.

Art. 6. — Le mode d'assiette, les règles de perception et le mode de répartition de l'octroi de mer seront établis par des délibérations des conseils généraux ou des conseils d'administration, approuvées par décrets rendus dans la forme des règlements d'administration publique.

Les tarifs d'octroi de mer seront votés par les conseils généraux ou conseils d'administration des colonies. Ils seront rendus exécutoires par décrets rendus sur le rapport du ministre du Commerce, de l'Industrie et des Colonies.

Ils pourront être provisoirement mis à exécution en vertu d'arrêtés des gouverneurs.

Les dépenses du service des douanes (personnel et matériel) seront comprises dans les dépenses obligatoires des budgets locaux des colonies.

Art. 7. — Les dispositions de l'article 10 de la loi du 29 décembre 1884 relatives à l'Algérie sont maintenues en vigueur.

Art. 8. — Le gouvernement est autorisé à appliquer des surtaxes, ou le régime de la prohibition, à tout ou partie des marchandises originaires des pays qui appliquent ou appliqueraient des surtaxes ou le régime de la prohibition à des marchandises françaises.

Ces mesures doivent être soumises à la ratification des Chambres, immédiatement si elles sont réunies ; sinon, dès l'ouverture de la session suivante.

Art. 9. — Pour l'application de l'article 4 de la loi du 7 mai 1881, la liste sur laquelle les adjoints aux commissaires experts doivent être choisis sera dressée chaque année par le ministre du Commerce, de l'Industrie et des Colonies et le ministre des Finances, après consultation des Chambres de commerce. Ces Chambres transmettront chaque année au ministre du Commerce les propositions à cet effet.

Cette liste comprendra les personnes possédant, soit par la pratique des opérations commerciales ou industrielles, soit par leurs connaissances techniques agricoles, commerciales ou scientifiques, une compétence spéciale pour les objets en litige.

Art. 10, § 1. — Le régime de l'admission temporaire est supprimé pour les fils de coton destinés à la fabrication des tissus mélangés en soie et coton, des tissus de coton teints en fil, des tresses, lacets, mousselines, tulles, dentelles en coton pur ou mélangé de soie et guipures, seront partiellement remboursés à forfait, lors de l'exportation, dans les conditions suivantes :

L'exportateur déclarera le poids du coton de chaque numéro de fil simple ou retors entrant dans le tissu. Le remboursement partiel du droit portera sur 60 o/o des perceptions de douane correspondant aux quantités de coton exportées.

Le remboursement partiel des droits sur les fils des numéros :

1 à 49	sera fait d'après le droit d'entrée du fil n° 26	
50 à 99	—	76
100 à 149	—	126
150 et au-dessous	—	171

Le bénéfice du remboursement partiel des droits sera appliqué uniquement aux tissus désignés dans les catégories ci-dessus, contenant au moins 50 o/o de coton en poids. Toutefois les rubans mélangés de soie et de coton, les rubans de velours et de peluche et les tissus de velours et de peluche mélangés de soie ou de bourre de soie et de coton, contenant plus de 25 o/o de coton en poids, seront admis à jouir du bénéfice de ce remboursement.

Il sera alloué, pour les dentelles, tulles et mousselines, une majoration dont le chiffre, qui ne pourra en aucun cas dépasser 40 o/o, sera fixé pour chaque catégorie par le Comité consultatif des arts et manufactures.

§ 2. — En cas de fausse déclaration, il sera infligé à l'exportateur une amende égale à cinq fois le remboursement des droits réclamés.

§ 3. — Un règlement d'administration publique, rendu après avis du Comité consultatif des arts, et manufactures, déterminera la forme des déclarations, les certificats dont elles devront être appuyées, le mode de vérification et, en général, les détails d'exécution des dispositions du présent article.

Art. 11. — L'article 2 de la loi du 8 juillet 1890, portant exemption des maïs, riz et blés durs employés à la fabri-

cation de l'amidon sec en aiguilles et en marrons, est abrogé.

Art. 12. — Est abrogé l'article 7 de la loi du 26 juillet 1890.

Cet article est remplacé par la disposition suivante :

« Un droit de fabrication sera perçu chez le fabricant, à raison d'un franc par hectolitre de vins de raisins secs pris en charge. »

Art. 13. — A partir de la promulgation de la présente loi, le bénéfice de l'admission temporaire ne pourra être accordé à aucune industrie qu'en vertu d'une disposition législative, après avis du Comité consultatif des arts et manufactures.

Toutefois, le gouvernement continuera à accorder des autorisations d'admission temporaire dans les cas suivants :

Demandes d'introduction d'objets pour réparations, essais, expériences ;

Demandes d'introduction présentant un caractère individuel et exceptionnel, non susceptible d'être généralisé ;

Demandes d'introduction de sacs et emballages à remplir.

L'admission temporaire est accordée au maïs étranger employé à la production des alcools purs, à 90 degrés et au-dessus, et des amidons, destinés à l'exportation.

Sont maintenus en vigueur les facultés actuellement concédées, en matière d'admission temporaire, en vertu de décisions antérieures à la présente loi, pour les produits suivants :

Sucres destinés au raffinage ou à la préparation des bonbons, fruits confits, etc.

Métaux ;

Blé, froment ;

Brôme ;

Cacao et sucre destinés à la fabrication du chocolat ;

Chapeaux de paille ;

Chlorate de potasse ;
Crêpes de Chine unis ;
Cylindres en cuivre pour la gravure ;
Essence de houille ;
Fer laminé et ouvrages en fer ou en tôle, à galvaniser ;
Fils dits de caret pour la fabrication des cordages et ficelles ;

Fils de laine retors, mesurant en fil simple 45.000 mètres au kilogramme, pour la confection des lacets d'alpaga ;

Garance (racine de) ;

Girofle (clous et griffes de) ;

Graines oléagineuses et amandes de coco et coprah ;

Huiles brutes de graines grasses ;

Huile brute d'olive ;

Huile de palme ;

Iode ;

Liège brut ;

Orge ;

Planches de pin et de sapin ;

Plomb, en masses brutes ou en saumons ;

Potasse et carbonate de potasse ;

Riz en grain et en paille ;

Suif brut ;

Tartre brut et en cristaux colorés ;

Tissus de bourre de soie, de soie mélangée ; foulards écrus, de laine, de lin ou de chanvre ;

Zing brut ou en saumons ;

L'admission temporaire sera également accordée aux produits suivants :

Cages de montres pour monteurs de boîtes et pour planteurs d'échappement ;

Tissus de soie pure destinés à être teints, imprimés, apprêtés ou gaufrés ;

Pelleteries brutes à apprêter et à lustrer ;
Peaux de gants à teindre ;
Fils de poils de chèvre pour la fabrication des velours
d'Utrecht ou pour la teinture ;
Cordonnet de bourre de soie pour la teinture ;
Boîtes de montres à décorer, dorer, graver ;
Cuivre et feutre pour le doublage des navires ;
Pièces de machines à réparer ;
Minerais de Cobalt pour la préparation des oxydes ;
Glycérine brute pour le raffinage ;
Jus de citron pour la fabrication de l'acide nitrique ;
Feutres de laine à teindre et à imprimer ;
Gants à broder ;
Verres de lunettes à monter ;
Cloches de feutre pour chapeaux à teindre ;
Chicorée sèche ;
Amandes, noisettes en coques ou cassées ;
Thés et déchets de thés pour la fabrication de la caféine ;
Huiles brutes de pétrole, de schiste et autres huiles miné-
rales brutes ;
Orge et maïs en grains pour la production des glucoses
massées ambrées ;
Mélasse pour la distillation ;
Fils de laine retors, n° 32 anglais, de 36.000 à
36.500 mètres le kilo ;
Limaillles et débris de vieux ouvrages en plomb.

Art. 14. — Chaque fois que, par application de l'article 1
de la loi du 29 mars 1887, ou par l'application d'une loi
spéciale, le droit sur le blé sera réduit, les droits sur la
farine et sur le pain subiront la réduction proportionnelle.

Art. 15. — Sont prohibés à l'entrée, exclus de l'entrepôt,
du transit et de la circulation, tous produits étrangers,
naturels ou fabriqués, portants soit sur eux-mêmes, soit sur
des emballages, caisses, ballots, enveloppes, bandes ou éti-

quettes, etc., une marque de fabrique ou de commerce, un nom, un signe ou une indication quelconque de nature à faire croire qu'ils ont été fabriqués en France ou qu'ils sont d'origine française.

Cette disposition s'applique également aux produits étrangers fabriqués ou naturels obtenus dans une localité de même nom qu'une localité française, qui ne porteront pas, en même temps que le nom de cette localité, le nom des pays d'origine et la mention « importé » en caractères manifestement apparente.

Art. 16. — *Disposition transitoire.* — Jusqu'au 1^{er} juin 1892, les dispositions de la loi du 2 juillet 1891 sont maintenues, excepté pour les droits sur les farines, qui seront ainsi fixés à dater du 1^{er} février 1892 : farines au taux d'extraction :

De 70 o/o et au-dessus.....	6 fr.	les 100 kilos
Compris entre 70 et 60 o/o.....	7 fr. 20	—
De 60 o/o et au-dessous.....	8 fr. 40	—
Gruaux et semoules en gruaux.....	8 fr. 40	—

Art. 17. — Sont abrogées toutes les lois antérieures en ce qu'elles ont de contraire à la présente loi.

Art. 18. — La présente loi sera mise en vigueur le 1^{er} février 1892.

II

Loi du 29 mars 1910 portant revision du tarif général des douanes

Article premier. — La loi du 11 janvier 1892, portant établissement du tarif des douanes, modifiée par les lois des 30 juin 1893, 4 juillet 1893, 27 février 1894, 14 novembre 1894, 16 août 1895, 31 mars 1896, 7 avril 1897, 14 juil-

let 1897, 3 mars 1898, 4 avril 1898, 5 avril 1898, 9 avril 1898, 1^{er} février 1899, 28 février 1899, 10 juillet 1899, 24 février 1900, 17 juillet 1900, 26 juillet 1901, 15 mars 1902, 30 mars 1902, 7 avril 1902, 10 avril 1902, 28 janvier 1903, 29 mars 1903, 30 avril 1903, 31 juillet 1903, 9 juillet 1904, 20 juillet 1904, 24 juin 1905, 21 décembre 1905, 12 juillet 1906, 13 juillet 1906, 18 juillet 1906, 21 novembre 1906, 19 janvier 1907, 19 juillet 1907, 10 août 1908, 5 décembre 1908, est complétée et modifiée conformément au tableau annexé à la présente loi.

Art. 2. — Le bénéfice de l'admission temporaire est accordé aux produits suivants :

Amandes douces avariées et amandes amères en vue de l'extraction de l'huile fixe ;

Fils d'acier destinés à la fabrication des câbles sous-marins, autres que ceux qui sont destinés à relier la Métropole à ses colonies ou ses colonies entre elles ;

Maïs destiné à être converti en semoule, semoulette et farine ; fèves et féverolles à transformer en farines dans les conditions prévues pour l'admission temporaire des blés ;

Pois ronds destinés à être cassés, décortiqués, concassés ;

Un décret rendu après avis du Comité consultatif des arts et manufactures déterminera le mode d'identification des pois admis temporairement.

Paraffine et stéarine destinées à la fabrication des crayons gras, pastels gras et craie grasse.

Le bénéfice de l'admission temporaire est accordé aux articles de petite horlogerie ci-après :

A. — Boîtes de montres étrangères à garnir de mouvements ;

B. — Mouvements et ponts destinés à subir la main-d'œuvre du parage ;

C. — Ebauches de mouvements introduits en vue de l'estampage ;

D. — Carrures de boîtes devant recevoir les fonds et lunettes de nacre.

Un décret rendu après avis du Comité consultatif des arts et manufactures déterminera les conditions d'application de l'admission temporaire aux articles ci-dessus, notamment en ce qui concerne le contrôle et la garantie.

Art. 8. — L'article 84 § 1 de la loi du 17 décembre 1814 et l'article 8 de la loi du 11 janvier 1892 sont remplacés par les dispositions suivantes :

« Le gouvernement pourra, par décrets rendus en Conseil des ministres :

« Appliquer des surtaxes, pouvant atteindre jusqu'au double des droits inscrits au tarif général ou égales à la valeur de la marchandise, à tout ou partie des marchandises originaires de pays qui appliqueraient à des marchandises françaises des surtaxes ou des droits particulièrement élevés ;

« Appliquer des surtaxes équivalentes à tout ou partie des marchandises originaires de pays qui traiteraient les produits français moins favorablement que les produits d'autres Etats ;

« Dans les deux cas précédents, frapper d'un droit *ad valorem* jusqu'à concurrence de 50 o/o tout ou partie des articles exempts d'après le tarif ;

« Sauf stipulations conventionnelles contraires, assujettir par réciprocité telles ou telles marchandises étrangères à des droits, taxes ou formalités de toute nature identiques ou analogues, selon le cas, à ceux qui, dans les pays d'origine, seraient applicables à telles ou telles marchandises françaises ;

« Etablir sur les marchandises taxées ou non, qui bénéficient dans leur pays d'origine ou de provenance d'une prime directe ou indirecte à l'exportation, un droit compensateur égal au montant de ladite prime ;

« Prendre d'urgence, dans les cas où les mesures arrêtées par des pays étrangers seraient de nature à entraver le commerce français, toutes les dispositions appropriées aux circonstances. »

Les décrets rendus en conformité des paragraphes ci-dessus seront convertis en projets de loi et soumis à la ratification des Chambres, immédiatement si elles sont réunies, sinon dès l'ouverture de la session suivante.

Art. 4. — L'article 6 de la loi du 19 mai 1866 est complété par les dispositions suivantes :

« Dans le cas où les bâtiments français seraient, dans un pays étranger, assujettis à un traitement moins favorable que celui accordé aux bâtiments d'autres puissances, le gouvernement est autorisé à établir sur les bâtiments dudit pays entrant dans les ports de France, d'une colonie ou d'une possession française, et sur les marchandises qu'ils ont à bord, tels droits ou surtaxes qui seraient jugés nécessaires pour compenser les désavantages dont serait frappé le pavillon français.

Art. 5. — L'article 24 de la loi du 15 juillet 1880 sur les patentes est modifié de la manière suivante :

« Toute personne, négociant, industriel ou commis-voyageur voyageant en France en vue d'y recueillir des commandes pour le compte de maisons établies en pays étrangers, sera passible de droits équivalents aux droits de patentes et aux droits intérieurs que supportent, dans ces pays, les négociants, industriels et commis-voyageurs s'y livrant aux mêmes opérations pour le compte de maisons établies en France.

« La même réciprocité de traitement aura lieu en ce qui concerne les conditions d'admission des échantillons et modèles. »

Art. 6. — Les règlements généraux relatifs à l'application des droits seront revisés par décrets publiés au *Journal officiel*.

Art. 7. — Jusqu'au moment où seront promulgués les nouveaux actes fixant le régime douanier des zones franches du pays de Gex et de la Haute-Savoie, de la Corse, des colonies et pays de protectorat, la présente loi ne sera applicable aux importations de ces territoires en France qu'en ce qui concerne les dégrèvements opérés sur les tarifs antérieurs sous réserve des mesures de contrôle à prendre par les administrations intéressées.

Les tarifs faisant l'objet de la présente loi ne seront exécutoires, en ce qui concerne les importations de produits étrangers dans les colonies, les possessions françaises et les pays de protectorat de l'Indochine, qu'après que les décrets en forme de règlement d'administration publique, rendus sur le rapport du ministre des Colonies, du ministre du Commerce et de l'Industrie et du ministre des Finances, et après avis des conseils généraux ou conseils d'administration des colonies, auront déterminé les produits qui, par exception au paragraphe 3 de l'article 3 de la loi du 11 janvier 1892, seront l'objet d'une tarification spéciale. L'effet de cette disposition ne pourra excéder le délai d'un an.

Art. 8. — Le gouvernement pourra maintenir exceptionnellement et à titre transitoire le bénéfice du tarif général antérieur à la présente loi à tout ou partie des marchandises originaires des pays qui n'assujettissent pas les produits français à un traitement différentiel quelconque.

Les mesures prises par application du paragraphe précédent doivent être soumises à la ratification des Chambres immédiatement si elles sont réunies, sinon dès l'ouverture de la session suivante.

Art. 9. — Sont abrogées toutes dispositions des lois antérieures en ce qu'elles ont de contraire à la présente loi.

Art. 10. — La présente loi sera mise en vigueur le 1^{er} avril 1910.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
BIBLIOGRAPHIE.....	3
INTRODUCTION. — La politique douanière de la France dans la seconde moitié du XIX ^e siècle.....	5

PREMIÈRE PARTIE

LE RÉGIME DOUANIER DE 1892

CHAPITRE PREMIER. — Genèse et exposé du régime douanier de 1892.....	31
CHAPITRE II. — Atteintes successives portées à la loi du 11 janvier 1892.....	55
CHAPITRE III. — Résultats économiques du régime douanier de 1892.....	69

DEUXIÈME PARTIE

LA RÉFORME DU RÉGIME DOUANIER DE 1892

CHAPITRE PREMIER. — Le mouvement protectionniste en Europe et aux Etats-Unis de 1892 à 1909....	93
CHAPITRE II. — Répercussions en France des chan- gements survenus dans le régime douanier des différents Etats : les convention conclues depuis 1892.....	116
CHAPITRE III. — Adoption par le Parlement du projet de réforme du régime douanier de 1892.....	142

ANNEXES

I. — Loi du 11 janvier 1892 portant établissement du tarif des douanes.....	199
II. — Loi du 29 mars 1910 portant revision du tarif général des douanes.....	207

Imp. de la librairie V. GIARD et E. BRIÈRE, 16, rue Soufflot, Paris

